

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PLACEMENTS
DE
CAPITAUX FRANÇAIS
DANS LES
COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 9 Février 1924, à 2 heures

PAR

Paul RESTANY

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. Germain MARTIN, professeur

Suffragants : { MM. NOGARO, professeur
OUALID, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547526_0051

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN DROIT
(Sciences Politiques et Economiques)

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PLACEMENTS
DE
CAPITAUX FRANÇAIS
DANS LES
COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 9 Février 1924, à 2 heures

PAR

Paul RESTANY

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. Germain MARTIN, professeur

*Suffragants : } MM. NOGARO, professeur
 } OUALID, agrégé*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA MÈRE

LES PLACEMENTS DE CAPITAUX FRANÇAIS DANS LES COLONIES FRANÇAISES

INTRODUCTION

Les questions coloniales occupent une place de plus en plus grande dans la vie économique de la France d'après-guerre. On a souvent répété qu'une des conséquences heureuses du terrible conflit qui a entraîné dans une longue lutte destructive les principales puissances du monde, a été de mettre en relief l'importance qui s'attache pour un pays à la possession d'un domaine colonial. Il n'y a pas si longtemps que les colonies étaient considérées, en France plus que partout ailleurs, comme un luxe, ou, pour employer l'expression de M. Albert Sarraut, comme une « fantaisie coûteuse » indispensable au prestige extérieur d'une grande nation. Leur valeur économique surtout était méconnue, et cependant, dès les premiers jours des hostilités, nos possessions lointaines ont apporté à la Mère-Patrie attaquée leur concours le plus entier. Leur aide généreuse s'est traduite par l'envoi de 600.000 combattants, 200.000 travailleurs, 600 millions de francs, 1.600.000 tonnes de produits

de toutes sortes. Il a fallu cet admirable effort pour que nous comprenions, enfin, quelles sources de richesses nous possédions dans notre empire d'outre-mer. Et combien cet effort aurait été plus efficace si nous avions su le préparer de longue date sans nous fier aux brusques improvisations !

A cette amère constatation, sont venues s'ajouter, à la conclusion de la paix, d'autres raisons capables, s'il en était besoin, de nous inciter à mettre en valeur dans le plus bref délai notre domaine colonial.

La politique économique des différents Etats s'est nécessairement trouvée modifiée par l'énorme destruction de richesses et les nombreuses perturbations financières et sociales, conséquences de la guerre. Les fluctuations incessantes des devises étrangères, en empêchant la conclusion de marchés à long terme, ont restreint les transactions internationales. La rareté des matières premières, la nécessité de protéger la plupart des industries affectées par les hostilités dans leur organisation ou dans leurs débouchés ont incité les Etats à relever leurs tarifs douaniers.

Ainsi, tout naturellement, chaque pays a cherché à se suffire, à produire le plus possible par ses propres moyens, à extraire de son sol toutes les matières premières nécessaires à ses besoins et à son industrie, de façon à se passer des voisins. Aussi a-t-on pu dire que les puissances coloniales se sont trouvées immédiatement favorisées, car elles peuvent tirer de leurs possessions lointaines la plus grande

partie des matières premières qui leur sont indispensables. La France, dont onze départements parmi les plus actifs étaient à reconstruire, ne pouvait manquer de se tourner vers ses colonies pour y chercher les produits que la dépréciation de sa monnaie sur le marché international ne lui permettait pas de se procurer chez ses fournisseurs habituels, pays à change élevé.

Reconnaissance pour les services rendus pendant la guerre d'une part, difficultés économiques de la paix d'autre part, ont amené un mouvement général en faveur des colonies, mouvement qui a eu son expression dans le *Projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises*, déposé au nom du Président de la République par M. Albert Sarraut, ministre des Colonies, le 12 avril 1921.

L'Exposition nationale coloniale de Marseille (avril, novembre 1922) est venue confirmer la puissance économique de notre domaine d'outre-mer, l'importance et la variété de ses productions, les nombreux débouchés qu'il pouvait offrir aux industries métropolitaines, les résultats qu'on est en droit d'en attendre dans un avenir prochain.

Ainsi donc, la mise en valeur de nos colonies apparaît à tous comme une impérieuse nécessité à réaliser à brève échéance.

Le tableau détaillé des travaux à entreprendre a été minutieusement dressé. Pour mettre en exécution ce vaste programme, il ne manque plus que les capitaux

indispensables. Où et comment les trouver ? Certes, l'épargne française, péniblement déçue par ses placements étrangers d'avant-guerre, a une tendance beaucoup plus marquée qu'autrefois à confier ses fonds à des mains françaises. Mais elle est journellement sollicitée par l'Etat, les groupements de sinistres, les entreprises nationales ; elle hésite à financer des affaires installées dans des régions qui sont bien terres françaises, mais qui sont si éloignées. Il convient donc d'examiner en détail les moyens propres à attirer vers nos possessions coloniales les capitaux français.

Dans les lignes qui vont suivre, nous nous efforçons, d'abord, de déterminer l'importance actuelle des sommes investies dans notre empire colonial. Nous examinerons, en second lieu, les nombreux projets qui se proposent de résoudre le problème financier de la mise en valeur des colonies. Nous chercherons ensuite à établir les principes qui, à notre sens, doivent régir les placements de capitaux aux colonies. Enfin, nous étudierons la situation particulière de nos différentes possessions à l'égard du problème qui nous occupe (1).

1. Au début de cette étude, nous tenons à remercier les nombreuses personnalités du monde colonial qui ont bien voulu nous donner des renseignements et en particulier nos camarades de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales dont le concours dévoué nous a été très précieux.

PREMIÈRE PARTIE

IMPORTANCE DES CAPITAUX INVESTIS DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Au début d'une étude sur les placements de capitaux dans les colonies françaises, il nous paraît indispensable, pour examiner ensuite en parfaite connaissance de cause les mesures susceptibles d'intensifier ces placements, de chercher à déterminer leur importance. La connaissance de l'effort déjà accompli permettra de voir le chemin qui reste à parcourir.

Pour établir notre évaluation, nous nous placerons en 1922. C'est à cette date en effet, qu'à l'occasion de l'Exposition nationale coloniale de Marseille, les principaux annuaires de valeurs ou d'entreprises coloniales ont été mis à jour. D'autre part, nous prendrons le terme : « Colonies françaises » dans le sens le plus étendu, englobant tous les territoires de ce qu'on peut appeler : « La France Extérieure, » Nous ferons entrer dans nos calculs, non seulement les possessions qui dépendent directement du ministère des Colonies, mais aussi l'Afrique Mineure (Algérie, Tunisie, Maroc) qui est rattachée au point

de vue administratif à d'autres départements ministériels.

La tâche que nous avons en vue est assez délicate, car s'il est facile, au moyen des nombreux recueils et annuaires existants, d'établir la liste exacte des entreprises coloniales créées sous la forme de sociétés, de calculer à un centime près le montant des emprunts officiels, il est beaucoup plus malaisé, sinon impossible, de connaître avec précision le montant des capitaux parfois très importants investis par de simples particuliers : colons, commerçants, industriels. D'autre part, un grand nombre d'affaires ne limitent pas leur activité à une même région. Beaucoup possèdent à la fois des agences et des exploitations aux colonies et dans la métropole ou à l'étranger. Comment déterminer dans ce cas, la portion de capital social qui a été utilisée uniquement aux colonies ?

Comme toutes les évaluations du même genre, celle que nous nous proposons d'établir ne saurait donc être qu'approximative. Il suffira, qu'en nous donnant une idée de l'importance minimum du portefeuille colonial français, elle nous permette de choisir parmi les chiffres indiqués par différents auteurs et qui varient du simple au quadruple. M. du Vivier de Streel a parlé de 2 milliards (1). M. le professeur Germain Martin évalue à 4 milliards les capitaux placés à la veille des hostilités, dans toutes

1. Du Vivier de Streel, *la Politique coloniale d'après-guerre*. Ligue française, janvier, 1920.

les colonies françaises réunis, y compris le Maroc (1), M. Henry Blondel (2), qui s'est particulièrement occupé de déterminer le montant exact du portefeuille colonial français, s'arrête à 8 milliards. Nous allons étudier en détail l'évaluation de M. Blondel ; mais auparavant, nous examinerons les chiffres donnés sur cette question par M. Albert Sarraut.

1. Germain Martin, *les Problèmes du crédit en France*, Payot. Paris, 1919.

2. Henry Blondel, *l'Intérêt de la France dans les placements coloniaux*. Marcel Rivière. Paris, 1922.

CHAPITRE PREMIER

LES ÉVALUATIONS ANTÉRIEURES

I. — ÉVALUATION DE M. ALBERT SARRAUT

Dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la mise en valeur des colonies déposé par M. Albert Sarraut le 12 avril 1921, le ministre a été amené, pour montrer le rapide essor pris par les affaires coloniales, à dresser un tableau détaillé de ces entreprises et à rechercher le capital nominal représenté par leur ensemble.

Voici les résultats auxquels il est arrivé :

Etablissements de crédits et sociétés d'études (non compris le Comptoir d'Escompte de Paris qui possède cinq agences à Madagascar).....	220.000.000
Entreprises coloniales françaises.....	842.860.000

Ce dernier chiffre représente le total des capitaux nominaux à fin 1920 de 289 établissements : sur 142 autres entreprises empruntant la forme de Société en nom collectif, il n'a pas été possible à l'auteur d'obtenir de renseignements précis. Aussi, s'empresse-t-il d'ajouter :

« En tenant compte des 220 millions nominaux des établissements financiers et en fixant à 1 mil-

liard 500 millions de francs le capital nominal des entreprises françaises de négoce dans nos colonies, on est certainement très au-dessous de la réalité. »

Cette évaluation en quelque sorte officielle mérite d'attirer notre attention.

Elle est malheureusement incomplète et il ne pouvait en être autrement. D'une part, le ministre des Colonies agissant dans l'exercice de ses fonctions ne pouvait envisager que les possessions rattachées à son propre département. C'est pourquoi dans le tableau cité, il n'a pas été fait mention de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) qui relève d'autres ministères.

D'autre part, l'auteur cherchant uniquement à montrer l'importance des entreprises privées (commerciales, industrielles, agricoles) n'a pas, bien entendu, tenu compte de l'important capital représenté par les emprunts des Gouvernements, villes et collectivités.

Ainsi complétée, nous nous proposons de le tenter plus loin, l'évaluation de M. A. Sarraut, nous aidera à déterminer le chiffre que nous cherchons.

II. — ÉVALUATION DE M. HENRY BLONDEL

M. Henry Blondel dans son ouvrage récent sur : « L'intérêt de la France dans les placements coloniaux » (1) s'est efforcé, — il y consacre tout un cha-

1. M. Henry Blondel, *L'intérêt de la France dans les placements coloniaux*. Marcel Rivière. Paris, 1922, op. cit.

pitre, et une série d'annexes, — d'évaluer les capitaux investis par la France dans les colonies.

Avant de porter un jugement sur le chiffre de 8 milliards auquel il est arrivé, examinons d'un peu plus près comment il l'a obtenu.

Ces 8 milliards se décomposent de la façon suivante :

Emprunts.....	fr. 1.830.884.350
Banques d'émission coloniales (capital-actions).....	130.000.000
Circulation fiduciaire de ces banques.....	800.000.000
Sociétés coloniales :	
Capital-actions.....	3.150.586.735
Capital-obligations.....	833.166.500
	fr. 6.744.837.585

soit en chiffres ronds 7 milliards auxquels l'auteur ajoute un milliard pour représenter :

1° Les capitaux investis directement ou indirectement par les sociétés métropolitaines plus spécialement en relations avec les colonies (par exemple : Banque industrielle de Chine, Etablissements Bergougnan, Etablissements Chiris, certaines sociétés de pêche et les grandes compagnies de navigation) soit 500 millions ;

2° Les placements faits directement par des particuliers, les emprunts hypothécaires, les fonds investis par les sociétés en nom collectif et en commandite simple (certaines grosses affaires ayant encore conservé cette forme : Delmas et C^o, Denis frères) soit 500 millions ;

Revoyons successivement ces chiffres.

Les emprunts figurent pour 1.830.884.350 francs. Cette évaluation nous paraît conforme à la réalité. En effet, le total des emprunts des possessions françaises rattachées au ministère des Colonies (1) atteint. fr. 872.968.622 auquel il faut ajouter le montant de la dette obligataire de l'Afrique du Nord qui s'élève à (2) 1.047.384.448 nous obtenons fr. 1.910.353.070

La différence de 80 millions s'explique par la réalisation, depuis la publication de l'ouvrage de M. H. Blondel, de nouveaux emprunts en A. O. F. (25 millions), A. E. F. (15 millions) et Indochine (6.180.000 piastres) et par quelques omissions dans le tableau des dettes des villes algériennes.

Ces résultats sont corroborés par les indications que nous relevons sur la Cote de la Bourse de Paris. La valeur au pair de l'ensemble des emprunts coloniaux inscrits à cette cote s'élevait au 31 décembre 1922 à 1.733.548.500 fr. se décomposant comme suit :

Emprunts des colonies et protectorats garantis par l'Etat	1.012.511.500
Emprunts des colonies et protectorats non garantis.	704.794.000
Emprunts des départements et villes non garantis.	<u>16.243.000</u>
Soit. fr.	<u>1.733.548.500</u>

1. Albert Sarraut, *Mise en valeur des colonies*. Payot, 1923. Tableau récapitulatif, p. 348.

2. Voir Annexe I, p. 187.

Il y a lieu toutefois de remarquer que M. Blondel n'a pas tenu compte dans son évaluation des prêts communaux réalisés en Afrique du Nord par le Crédit Foncier de France. Au 31 décembre 1922, ces prêts atteignaient un total de 539.130.053 fr. 91 se décomposant comme suit : (1)

Algérie : 203.130.063 fr. 91 ; Tunisie : 130.500.000 fr. ;
Maroc : 205.500.000 francs.

Nous admettons sans difficulté le chiffre de 130.000.000 de francs pour le capital global des banques coloniales d'émission. Total qui est confirmé, à 2 millions près, par le tableau suivant :

	Capital souscrit :	Capital versé
Banque d'Algérie.....	25.000.000	25.000.000
Banque d'Etat du Maroc....	15.400.000	11.550.000
Banque de l'A.O.F.....	6.000.000	1.500.000
Banque de l'Indochine.....	72.000.000	68.400.000
Banque de la Réunion.....	3.000.000	3.000.000
Banque de la Guadeloupe...	3.000.000	3.000.000
Banque de la Martinique....	3.000.000	3.000.000
Banque de la Guyane.....	600.000	600.000
	<u>128.000.000</u>	<u>116.050.000</u>

Si sur la somme précédente nous sommes d'accord avec M. H. Blondel, nous regrettons d'avoir à nous séparer de lui lorsqu'il fait entrer dans une évaluation de capitaux *investis* les 800 millions représentant la circulation fiduciaire des banques coloniales. Par sa nature radicalement différente, la circulation

1. Compte rendu de l'Assemblée ordinaire des actionnaires du Crédit Foncier de France. Exercice 1922.

fiduciaire ne saurait être comparée aux emprunts obligataires utilisés à l'exécution de travaux de mise en valeur, ni aux fonds immobilisés par les sociétés ou les particuliers dans des entreprises commerciales, agricoles ou industrielles. Les billets émis par les banques privilégiées ont pour contre-valeur l'actif de ces établissements composé, en particulier, par leur encaisse métallique (depuis la guerre par des valeurs déposées au Trésor en remplacement) et les effets de commerce qu'ils possèdent en portefeuille. Ils ne correspondent à aucune immobilisation, ni à aucune dépense de mise en valeur.

L'importance plus ou moins grande de la circulation fiduciaire permet de se rendre compte du degré d'activité économique des colonies intéressées, mais, comme son nom l'indique, cette circulation, qui n'est que la mobilisation de certaines valeurs réelles pour les besoins des échanges, ne saurait être assimilée à un investissement de capitaux. Il convient, à notre sens, de l'écarter purement et simplement de l'évaluation à laquelle nous nous livrons.

Nous arrivons maintenant aux capitaux investis dans les sociétés coloniales. M. Blondel a dressé ses tableaux au moyen des indications qu'il a recueillies dans *l'Annuaire des Entreprises Coloniales*, édité par l'« Union coloniale française ». Cet ouvrage très complet, qui venait d'être mis à jour à l'occasion de l'Exposition nationale coloniale de Marseille, lui a fourni des renseignements précis qu'il n'a eu qu'à collationner. Toutefois, ce travail récapitulatif ne

nous paraît pas avoir été fait avec tout le soin désirable. Nous nous sommes livrés, pour notre part, à une étude des valeurs de l'Afrique du Nord sur lesquelles *l'Annuaire des Entreprises Coloniales* précité ne contient, sauf en ce qui concerne le Maroc, que des données sommaires. Pour ces mêmes valeurs. M. Blondel est arrivé aux résultats suivants :

Capital-actions.....	1.950.401.650 fr.
— obligations.....	597.528.500 fr.

En dépouillant uniquement *l'Annuaire des valeurs de l'Afrique du Nord* édité par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et qui ne renferme que quelques omissions, peu importantes d'ailleurs, nous avons trouvé les chiffres suivants dont le détail est donné par les annexes II et III (1).

Capital-actions des sociétés françaises : 1 milliard 829.896.950 francs.

Si nous ajoutons à ce chiffre les capitaux des sociétés étrangères que M. Blondel fait figurer dans son énumération, quelques-unes, entre autres la Compagnie royale asturienne des Mines, Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne, n'ayant pas leur activité limitée à l'Afrique du Nord, nous obtenons une somme de 1.912.882.850 francs qui, à peu de chose près, concorde avec le total général obtenu par M. Blondel.

En revanche, le montant du capital-obligations indiqué soit : 597.528.500 francs est sensiblement inférieur à la réalité. Nous trouvons, quant à nous,

1.054.701.126 francs et si nous ajoutons les obligations émises par les sociétés étrangères : 1.212.751.126 francs. Il y a, en effet, dans l'énumération de M. Blondel, en ce qui concerne les obligations, de nombreuses omissions ; en particulier, la dette obligataire de la Compagnie de l'Est algérien (257.605.000 francs) a été passée sous silence.

A la vérité, on peut dire que les capitaux français investis en Afrique du Nord dans les sociétés privées atteignent un minimum de 3 milliards de francs, chiffre qui est largement dépassé si on ajoute aux capitaux actions et obligations des sociétés, les prêts hypothécaires consentis par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie avec le concours du Crédit Foncier de France, soit au 31 décembre 1922 : 185.777.688 fr. 71 (1).

Les autres colonies figurent dans l'évaluation que nous examinons pour :

Capital-actions	1.047.311.105 fr.
obligations.....	235.638.000 fr.
Soit un total de.....	1.282.949.105 fr. (2)

i. Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie. Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale des Actionnaires du 29 mai 1923.

2. H. Blondel, *op. cit.*, p. 48.

	Actions	Obligations
Afrique Occidentale et Equatoriale.	527.722.054	
Asie.....	270.055.600	118.468.000
(Sociétés dont le capital est fixé en piastres).....		
4.239.455 (convertis à 6,50).....	27.556.451	
Océanie.....	42.225.000	18.000.000
Gouvernements autonomes et Madagascar.....	179.752.000	99.170.000
	1.047.311.105	235.638.000

En tenant compte des omissions, notamment en ce qui concerne les capitaux obligataires des sociétés de l'Afrique Occidentale, on n'est pas loin d'atteindre le chiffre minimum indiqué par M. Albert Sarraut et que nous admettons pour notre part, soit un milliard cinq cent millions de francs.

Nous ferons toutes nos réserves sur les 151 millions 975.000 francs que M. Blondel fait figurer pour représenter les sociétés françaises et banques s'occupant des colonies en général. Parmi elles, en effet, figure pour 100 millions la Banque Nationale Française du Commerce extérieur, établissement dont seul le quart du capital social est appelé et qui ne possède aucune agence dans les colonies.

En ce qui concerne le milliard que l'auteur croit devoir ajouter pour représenter les capitaux français investis par certaines sociétés ayant à la fois des établissements en France et aux colonies, par les particuliers, les sociétés en commandite, etc., nous dirons que cette évaluation ne repose sur aucune donnée précise et qu'elle nous paraît, pour le moins, fortement exagérée.

CHAPITRE II

NOTRE ÉVALUATION

Après les remarques que nous avons été amenés à faire en ce qui concerne les chiffres de M. Albert Sarraut et de M. Henry Blondel, il nous sera facile d'établir une évaluation basée sur des données certaines.

Afrique du Nord :

Emprunts publics (Voir Annexe I).....	1.047.384.448, 09	
Prêts communaux réalisés par le Crédit Foncier de France en Afrique du Nord.....	539.130.053, 91	
Banques d'émission.....	40.400.000 »	
Sociétés : capital-actions et capital-obligations (Voir Annexe II et III)	3.000.000.000 »	
		4.626.914.502.

Colonies proprement dites :

Emprunts publics.....	872.968.622 »	
Banques d'émission....	87.600.000 »	
Société : capital actions et capital-obligations..	1.500.000.000 »	
		2.460.568.622
		7.087.483.124

soit plus de sept milliards de francs, somme à laquelle

nous sommes arrivés en ne faisant état que de données précises et sans tenir compte des placements sur lesquels nous n'avons pas d'indication (commandites et prêts directs effectués par des particuliers). Nous pouvons donc conclure que le montant des capitaux engagés par les français dans leur empire colonial dépasse *sept milliards de francs*.

Malgré l'authenticité des sources où nous avons puisé pour dresser notre évaluation, nous avons voulu contrôler nos résultats en employant, pour connaître l'importance du portefeuille colonial français, une méthode toute différente. Nous avons cherché à établir le montant total (capital nominal) des actions, obligations et bous des sociétés coloniales inscrites aux cotes de différentes bourses de valeurs.

Le tableau des valeurs coloniales cotées, au 31 décembre 1922, à la Bourse de Paris est donné en annexe (1) à l'ouvrage de M. Albert Sarraut sur la mise en valeur des colonies françaises.

A la cote officielle du parquet, la valeur au <i>pair</i> des titres coloniaux qui y sont inscrits atteint..	4.427.086.900 (2)
Au marché en banque.....	422.523.000 (3)
Soit un total de.....	4.849.609.900 fr.

1. Albert Sarraut, *op. cit.* Annexe III. Ces renseignements statistiques ont été donnés par l'auteur comme indice de prospérité des affaires coloniales.

2. Valeur à la Bourse du 31 décembre 1925 : 5.729.587.316.

3. Valeur : 882.334.660.

Si nous ajoutons la somme totale représentée par les valeurs coloniales exclusivement cotées dans les bourses de provinces (1) :

Bourse de Lyon.....	71.150.000	
Bourse de Marseille.....	39.026.900	
Bourse de Bordeaux.....	26.300.000	
Soit.....	136.476.900	fr.

nous obtenons un total général de 4.986.086.800 fr. ou, en chiffres ronds, 5 milliards de francs, valeur *au pair* des titres coloniaux cotés.

Entre ces 5 milliards et la somme à laquelle nous nous sommes arrêtés dans notre évaluation, nous trouvons une différence de 2 milliards qui s'explique aisément par le grand nombre de titres non cotés et l'importance des capitaux qui échappent à toute investigation.

Nous pouvons donc admettre, sans crainte de nous tromper, que la valeur d'ensemble des placements de capitaux français dans les colonies est supérieure à 7 milliards de francs.

Examen de l'effort accompli. — Un tel chiffre témoigne d'un effort appréciable et il ne serait pas juste de dire, surtout en ce qui concerne l'Afrique du Nord, que les capitalistes français se sont complètement désintéressés des affaires coloniales.

A maintes reprises, on a critiqué la parcimonie avec laquelle nous engageons nos capitaux dans nos

1. Voir annexe IV, page 204.

entreprises d'outre-mer. M. Daniel Zolla (1), M. Du-Vivier de Streel entre autres, ont montré les puissants moyens financiers que les Anglais et les Hollandais n'ont pas hésité à mettre à la disposition de leurs colonies. Les dettes des colonies, dominions et protectorats anglais atteignent une soixantaine de milliards de francs calculés au pair (2). Les seules sociétés anglaises de plantations de caoutchouc représentent dans leur ensemble un capital de 1.218.000.000 francs (3). Les Hollandais ont investi dans les îles de la Sonde plus de 2 milliards (4). Les emprunts contractés par le Congo belge s'élevaient en 1921 à 428.600.000 francs (5).

Les chiffres considérables que nous venons de citer ne peuvent manquer de frapper l'esprit. Cependant, pour avoir une idée exacte de l'effort qu'ils représentent, il convient de les comparer à la superficie et à la population des pays qu'ils concernent. Nous verrons alors qu'ils perdent assez sensiblement de leur importance. C'est ainsi que la dette globale de l'empire extérieur britannique évaluée à 60 milliards (exactement 58.645.075) est relative à un ensemble de régions d'une étendue de 13.479.021 milles carrés et sur lesquelles vivent plus de 400 mil-

1. Daniel Zolla, *la Mise en valeur de notre domaine colonial* (Revue des sciences politiques, avril, juin 1921).

2. Albert Sarraut, *op. cit.* Tableau, p. 354.

3. Du Vivier de Streel, *le Rôle de nos colonies dans l'après-guerre*, Challamel, 1916, p. 27.

4. Henry Blondel, *op. cit.*, p. 54.

5. Albert Sarraut, *op. cit.*, p. 352

lions d'habitants. Encore est-il bon d'ajouter qu'une dizaine de milliards environ sont relatifs à des emprunts de guerre (1).

Les 2 milliards engagés par les Hollandais dans les Indes orientales sont peu de chose eu égard à la superficie de ces îles (1.915.421 kilomètres carrés) et à leur population (47.861.614 habitants) qui est supérieure à la population totale des territoires français dépendant du ministère des Colonies (42 millions 271.155 habitants).

En réalité, il ne serait pas exact de prétendre que l'effort financier de la France en faveur de ses colonies — si on le compare à celui des autres puissances colonisatrices — ait été négligeable. Est-ce à dire qu'il ait été suffisant ? Nous ne le croyons pas davantage. On lui reproche (2), avec juste raison, de s'être exercé au compte-goutte, ou, pour employer une expression qui a servi à le caractériser, par « petits paquets ». Il en est résulté un émiettement de forces et une perte de temps. Ces procédés ne sont plus de mise aujourd'hui ; l'économie actuelle exige l'action de « masse » prompte et vigoureuse.

Les magnifiques résultats obtenus par les Anglais et les Hollandais ne résident pas tant dans l'importation

1. Emprunts de guerre.

Australie.....	4.894.860.571	francs
Etablissements des détroits.....	184.578.107	
Indes.....	2.500.000.000	(100 mil. de liv.
Nouvelle-Zélande.....	1.164.791.601	
	8.744.230.279	

2. H. Blondel, *op. cit.*, p. 50 et tableaux, p. 48.

tance globale des sommes investies par eux, mais surtout dans leur politique de concentration des efforts et des capitaux. Ils ont su créer quelques vastes entreprises disposant de ressources financières considérables et pouvant résister ainsi aux aléas inhérents aux affaires coloniales. Ils ont mis à la disposition de leurs colonies, et en une seule fois, des sommes élevées qui leur ont permis de réaliser avec rapidité les grands travaux de mise en valeur. Au contraire, les Français ont créé de nombreuses sociétés à faible capital et par conséquent à moyens d'action limités. Il en est résulté, à maintes reprises, des concurrences mesquines et stériles et un surcroît de frais généraux qu'il eût été sage d'éviter. Les emprunts coloniaux, trop parcimonieusement autorisés par le gouvernement central, ont été souvent réalisés par tranches successives, ce qui a entraîné dans l'exécution des travaux publics une perte de temps préjudiciable aux intérêts des colonies. Aujourd'hui, le système des « petits paquets » est définitivement jugé ; il doit être remplacé par les procédés plus modernes de concentration et d'action en masse dont nous avons vu l'heureuse application dans les colonies étrangères.

Mais ce n'est pas seulement la méthode d'action qui doit être modifiée. Pour leur mise en valeur rapide, nos territoires extérieurs ont besoin de capitaux nouveaux qu'il faut leur donner sans marchander. Il reste encore beaucoup à faire car, si intéressant qu'ait été l'effort déjà accompli, il est

loin d'avoir été ce qu'il aurait pu être, tout au moins si on le compare aux facultés d'épargne de notre pays.

Au moment du péril, les colonies ont montré d'une façon éclatante tout ce qu'on pouvait attendre d'elles ; en hommes, en matières premières, en produits variés.

On ne peut s'empêcher de penser avec M. Sarraut (1) à ce qu'eût pu être leur concours, « si la métropole avait consacré à l'aménagement préalable et à l'exploitation plus active de son patrimoine extérieur la moitié seulement des milliards qu'elle a fournis à la mise en valeur des pays étrangers ».

Quand on songe que les capitaux français placés à l'étranger à la veille des hostilités s'élevaient à 50 milliards environ (2), on ne peut que regretter avec amertume que des sommes plus importantes ne soient allées féconder nos possessions lointaines, terres françaises, aux besoins immenses, quasi illimités, où tout était à créer. Et combien de cruelles déceptions auraient été évitées !

1. Albert Sarraut, *op. cit.*, p. 57.

2. Germain Martin, *op. cit.*, page 95. « La masse de fonds (placés à l'étranger par les Français) ne doit pas être inférieure à 50 milliards dont 4 à 5 milliards dans les entreprises contrôlées par les Anglo-Saxons. En Allemagne, nous avions 1 milliard environ ; 2 1/2 en Autriche ; 2 en Suisse, Danemark, Suède, Norvège, Belgique et Pays-Bas ; en Russie, la France avait placé 12 milliards en fonds d'Etat ou en valeurs industrielles. Dans les Balkans et en Grèce, il faut compter 3 milliards et autant environ en Espagne et en Portugal, puis 3 autres encore en Turquie et aussi en Egypte. Dans l'Amérique du Sud, 6 milliards ; en Extrême-Orient, 2 environ. »

Il ne nous appartient pas ici de rechercher à qui incombe la responsabilité d'un tel état de chose ; cette responsabilité est certainement partagée et les coloniaux y ont leur part aussi bien que le gouvernement et que les établissements de crédit. Qu'il nous suffise d'attirer l'attention des capitalistes et épargnants français sur l'incontestable stabilité dont a fait preuve l'ensemble du portefeuille colonial alors que tant de valeurs étrangères voyaient leurs cours s'effondrer irrémédiablement. Notre maître, M. le professeur Germain Martin (1) a pu écrire :

« Si après quatre ans de guerre, on recherche quels placements ont le mieux résisté au cataclysme parmi ces capitaux placés hors de France, on constate que les sommes confiées à nos entreprises coloniales ont offert une stabilité de cours qu'ignorèrent les détenteurs de fonds Balkaniques, Russes, Turcs, Autrichiens, Allemands et de l'Amérique du Sud. »

Cette affirmation est confirmée d'une façon irréfutable par le suggestif tableau que M. Albert Sarraut a ajouté en annexe (2) à son ouvrage sur la mise en valeur des colonies françaises et qui donne en détail les cours des valeurs coloniales cotées à la Bourse de Paris au 30 décembre 1922 comparés au pair. La plus-value totale dépasse 1.500.000.000 de francs. Et encore, dans l'établissement de ce calcul, a-t-il été tenu compte des emprunts publics et des dettes obligataires, placements à revenu fixe qui, par

1. Germain Martin, *op. cit.*, p. 96.

2. A. Sarraut, *op. cit.*, Annexe III.

suite de la hausse du taux de l'intérêt, ont sensiblement diminué de valeur. Pour montrer combien ont été avisés ceux qui dans le passé ont fait confiance à nos entreprises coloniales, il nous a paru intéressant de rechercher la plus-value acquise seulement par les *actions*, c'est-à-dire par les titres qui supportent les risques et dont les cours varient suivant le degré de prospérité de l'affaire. Notre comparaison (voir annexe V) a porté sur les actions des sociétés coloniales cotées à la Bourse de Paris (marché officiel et marché en banque). Elle a donné les résultats suivants :

Valeur au 30 décembre 1922.	3.951.278.186	francs
Valeur au pair.	1.435.495.900	—
Différence.	2.515.782.286	—

Soit *une plus-value de 2.500.000.000 de francs dépassant 175 0/0 de la valeur au pair*. Ajoutons que dans nos calculs, nous n'avons pas fait entrer les remboursements de capital qui ont été assez nombreux dans les entreprises minières.

A l'épreuve des événements, les placements coloniaux ont montré ce qu'ils valaient. Il n'en est pas moins vrai toutefois que certains, ceux justement pour lesquels une grande publicité avait été faite, ont donné lieu parfois à des mécomptes, parce que ceux auxquels les fonds avaient été confiés manquaient d'expérience ou d'aptitudes. Il convient donc de fixer des directives à l'Epargne française, de plus en plus tournée vers les colonies. Les capitaux nécessaires à son développement ne manqueront pas à notre domaine extérieur : il suffit de savoir les attirer.



DEUXIÈME PARTIE

LES PROJETS FINANCIERS DE MISE EN VALEUR DES COLONIES

CHAPITRE PREMIER

LES PROJETS D'ENSEMBLE

Avant d'étudier les moyens qui nous paraissent susceptibles d'intensifier les placements de capitaux dans les colonies françaises, il nous faut examiner avec soin les nombreux projets qui ont été déjà présentés sur cette question.

I. — LE PROJET DE CRÉDIT COLONIAL DE M. ALBERT SARRAUT

Nous commencerons en premier lieu — à tout seigneur, tout honneur — l'étude du projet de crédit colonial développé par M. Albert Sarraut, à la tribune du Sénat, dans la séance du 27 février 1920 (1).

Après avoir exposé dans ses grandes lignes le programme de mise en valeur des colonies qu'il devait déposer quelques semaines plus tard sur le

1. Sénat, Débats Parlementaires, séance du 27 février 1920, *J. off.* du 28 févr. 1920, pages 165 à 192.

bureau de la Chambre des députés, le Ministre des Colonies a démontré, en premier lieu, qu'il n'était pas possible de demander aux gouvernements coloniaux de supporter en totalité les dépenses d'outillage nécessaires à leur développement économique.

« Sur ce point, je prends position ; je dis très nettement qu'il faut rompre avec le système qui, jusqu'à présent, a étroitement subordonné la création de l'outillage de nos colonies, c'est-à-dire leur développement économique, à leurs seules capacités financières, soit par l'inscription à leurs budgets ordinaires de crédits de travaux publics, soit par des emprunts amortis par leurs seuls revenus. »

Dans ces conditions, et en envisageant le caractère même de ces dépenses dont la principale utilité est l'intérêt de la métropole, l'orateur est logiquement conduit à demander à *l'Etat français* de contribuer, par son crédit et sa garantie, à procurer aux colonies les capitaux dont elles ont besoin.

C'est la seule solution. Mais comment la réaliser à l'heure où la nation, à peine sortie de la terrible épreuve de la guerre, doit faire face à des dépenses nombreuses et considérables que leur caractère impératif et urgent ne permet pas de différer ni même d'atténuer ?

L'unique moyen qui paraît au Ministre susceptible de donner des résultats, sans entraîner de trop lourds sacrifices budgétaires, est le régime de *l'avance récupérable*, mis en œuvre par un organisme de *Crédit National Colonial*, analogue au *Crédit natio-*

nal pour la reconstitution des régions dévastées.

Que serait le Crédit national colonial ?

« Constitué par une société privée à un capital important, 50 ou 100 millions, je suppose, qui pourrait être souscrit par les grands établissements de la métropole et de nos colonies, par les groupements agricoles, industriels et commerçants dont l'activité est plus spécialement orientée vers les entreprises coloniales, le Crédit national colonial aurait essentiellement pour but :

1° De verser, en conformité de la loi sur le programme des grands travaux publics coloniaux, soit aux colonies, lorsqu'elles entreprendraient elles-mêmes les travaux en régie, soit aux sociétés privées à qui elles les auraient confiées sous leur contrôle et celui de l'Etat, les sommes nécessaires à l'exécution des travaux prévus.

2° De recevoir le paiement des intérêts des sommes ainsi prêtées et de faire le service des arrérages des obligations émises avec l'autorisation du gouvernement. »

Le régime de « l'avance récupérable » intervient ici de la façon suivante :

L'Etat devra, dès le début, inscrire tous les ans à son budget les annuités nécessaires au paiement des arrérages des obligations émises par le Crédit national colonial. Mais au fur et à mesure que la situation financière des colonies sera devenue plus florissante, grâce précisément à l'exécution des travaux productifs facilitant la création de richesses, l'Etat leur

passera progressivement la charge d'amortissement des emprunts au prorata de ce que chacune d'elle aura reçu. Il y aura même possibilité d'envisager le rappel de ce que l'Etat aura versé.

Le « Crédit colonial » ainsi constitué pourrait également organiser — en prenant modèle sur le Crédit national pour les régions libérées — le crédit à long ou à moyen terme que les banques coloniales actuelles ne peuvent pas faire par suite des stipulations rigoureuses de leurs statuts. Son activité ne serait donc pas limitée au financement des grands travaux publics coloniaux ; elle s'étendrait également aux entreprises privées qui pourraient trouver auprès de lui les facilités de crédit à longue échéance qui leur font complètement défaut.

Le « Crédit national colonial », institué sur les bases qui viennent d'être indiquées, était une conception particulièrement intéressante. Il aurait permis, dans le minimum de temps et avec un minimum de frais, de réaliser la mise en valeur de nos possessions extérieures. Les capitalistes n'auraient pas manqué de participer largement à ses émissions. Ils auraient été alléchés par ses obligations, probablement à lots, leur offrant une sécurité aussi grande que les rentes.

Malheureusement cette idée, qui aurait été si féconde en résultats, n'est demeurée qu'à l'état de projet. Dans la séance du Sénat du 27 février 1920, alors qu'il en exposait le mécanisme, le Ministre des Colonies a eu bien soin d'ajouter « qu'il ne faisait qu'une simple suggestion ». Pourquoi cette suggestion

d'un si grand intérêt n'a-t-elle pu devenir une réalité?

M. le ministre des Colonies va vous le dire dans son ouvrage (1) sur la mise en valeur des colonies paru deux années après.

« En 1920, au moment où le programme a été établi, les illusions que l'on mûrissaient sur l'exécution des engagements de l'Allemagne et l'élasticité éventuelle de nos ressources budgétaires m'avaient conduit à envisager la création spéciale d'un organisme financier, le « Crédit national des colonies »...

« Nous sommes en 1922, les illusions de 1920 n'ont pas duré. L'Allemagne ne paie pas. La France doit s'imposer elle-même, dans son budget des dépenses recouvrables, les charges auxquelles devaient faire face les contributions du vaincu. Le crédit des régions libérées et les emprunts de l'Etat continuent d'absorber à eux seuls les ressources de l'épargne nationale. Il n'y a pas encore place, sur le marché financier, pour l'opération envisagée en 1920. »

Devant ces raisons d'un caractère si impératif, il faut chercher ailleurs. Il serait inutile de s'attarder et les regrets que nous pourrions légitimement avoir ne serait que stériles et superflus.

II. — PROPOSITION ROQUES

Lors de la discussion du dernier budget des colonies, M. Roques, député de l'Aveyron, a déposé un amendement signé d'un certain nombre de ses col-

1. Albert Sarraut, *op. cit.*, p. 21.

lègues, notamment du général de Castelnau, ayant pour objet de donner à des départements ou à des groupements de départements, à des municipalités ou à des groupements de municipalités, la faculté d'obtenir des concessions dans les colonies et de les exploiter librement (1).

Les auteurs de cette proposition étaient persuadés que, tout en favorisant la mise en valeur de notre domaine d'outre-mer, ils procureraient aux départements et aux communes des ressources nouvelles sans charges supplémentaires appréciables.

Cette idée, que le rapporteur du budget des colonies a promis d'examiner lorsque viendra en discussion le programme Sarraut, est certainement originale et montre l'intérêt que la représentation nationale porte aux questions coloniales. Mais si on l'examine d'un peu plus près, on est obligé de constater que les résultats qu'en attendent ses auteurs sont loin d'être évidents.

En premier lieu, les départements et les municipalités ont-ils la compétence nécessaire pour mener à bien l'exploitation d'une concession coloniale ? Une telle exploitation, pour être productive, exige de la part des dirigeants des connaissances spéciales qui feront défaut, à de rares exceptions près, à nos administrateurs départementaux ou municipaux. On ne gère pas et surtout on ne met pas en valeur — car c'est là le point essentiel — un domaine fon-

1. Chambre des Députés. Débats Parlementaires, 1^{re} séance du 21 décembre 1922, *J. off.* du 22 décembre 1922, p. 4393.

cier aux colonies comme on administre une circonscription territoriale française. C'est une question sur laquelle il convient d'insister car on ne se rend pas compte bien souvent des différences très grandes qui séparent au point de vue de la création et de l'exploitation, les entreprises coloniales des entreprises métropolitaines. Aux difficultés que rencontrent ces dernières s'ajoutent, pour les affaires coloniales, les aléas résultant de leur éloignement, des moyens de transport défectueux dont elles disposent, du climat et des maladies qui déciment leur personnel. Tel, qui en France est un excellent administrateur, n'aboutira qu'à des mécomptes si on lui confie une entreprise coloniale.

D'autre part, la mise en valeur d'une concession et son exploitation ultérieure exigent des capitaux qui peuvent être fort importants. Une plantation est une affaire de longue haleine qui pendant plusieurs années demeure totalement improductive. Les départements et les communes ne disposent que de ressources limitées. M. Roques constate lui-même que leur situation financière est souvent obérée. Il leur faudra donc s'imposer, s'ils le peuvent, de nouveaux centimes additionnels ou faire face aux charges d'un emprunt qui mettra en danger l'équilibre de leur budget, déjà difficilement obtenu.

En s'engageant dans la voie qu'on leur offre et qui est complètement en dehors de leur cadre, nous craignons que nos départements et nos villes n'y rencontrent de cruelles déceptions. Leur échec, à peu

près certain, ferait le plus grand tort à l'idée coloniale et au lieu de réaliser les profits espérés, ils n'aboutiraient — manquant des moyens et des capacités nécessaires — qu'à compromettre irrémédiablement leur situation financière.

Il faut laisser aux organismes qualifiés l'œuvre délicate de la mise en valeur de notre empire colonial.

III. — LES SOCIÉTÉS D'INTÉRÊT NATIONAL DE PROBUS

Probus (J. Corréard) a imaginé une combinaison financière d'un caractère général susceptible de procurer les capitaux nécessaires, non seulement à l'équipement et à l'exploitation des colonies, mais aussi à la reconstitution des régions libérées et au développement de l'outillage national.

L'application aux colonies de cette formule financière a été faite par M. le commandant Mornet dans la Revue *France et Monde* (1).

Nous ne saurions mieux faire, pour présenter le système, que de résumer l'exposé de M. J. Mornet.

Les sociétés d'intérêt national seraient celles à qui ce caractère aurait été reconnu par une loi spéciale ou par un décret rendu en exécution d'une loi spéciale.

Le capital-actions d'une telle société serait constitué non en espèces, mais en titres de rente, c'est-à-

1 : Numéro du 20 mars 1922.

dire que les souscripteurs verseraient, non de l'argent, mais des titres de rente française. •

Pour avoir des fonds liquides, la société déposerait à la Banque de France les titres de rente reçus de ses souscripteurs et demanderait à la Banque une ouverture de crédit jusqu'à concurrence de 80 o/o du capital représenté par la rente.

L'Etat verserait à la banque un très faible intérêt pour payer ses frais : 0,50 o/o par exemple, auquel viendrait s'ajouter une annuité d'amortissement (2 o/o, si l'amortissement a lieu en 50 ans).

La société d'autre part, puisque l'Etat garantirait l'intérêt et l'amortissement des sommes avancées, lui abandonnerait le capital et les arrérages des rentes jusqu'à concurrence du pourcentage des sommes avancées, ce qui permettrait à l'Etat d'amortir sa dette.

Pour attirer les rentiers à souscrire à la combinaison, l'Etat devrait leur garantir, durant toute la période d'amortissement, un dividende minimum à fixer dans chaque cas particulier. On pourrait admettre d'ailleurs qu'en échange de cette garantie, si les bénéfices de la société sont supérieurs à un taux donné, supérieur à la garantie d'intérêt, l'Etat aurait une part dans la répartition du surplus.

Pour bien saisir l'économie du système, prenons un des exemples développés par l'auteur :

Une société se constitue au capital de 100 millions pour la construction d'un chemin de fer en Afrique

Occidentale. Une convention intervient entre l'Etat, la Colonie, la Banque et la société.

Les titres de rente, représentant un capital de 100 millions, que la société a reçu de ses souscripteurs sont déposés à la Banque en garantie d'une ouverture de crédit de 80 millions qui permettra l'exécution des travaux projetés. L'Etat et la Colonie garantissent aux actionnaires, pendant cinquante ans, un dividende de 6 o/o par exemple.

Au bout de cinquante ans, par suite de l'amortissement payé par l'Etat, la dette de 80 millions de la société vis-à-vis de la Banque sera annulée en même temps que les titres correspondants. La société retrouvera les 20 millions de francs en titres de rentes constituant la marge de la Banque.

Etablissons les conséquences financières de l'opération :

La Banque touchera :

Intérêt minime 0,50 o/o sur 80 millions.....	400.000 fr.
2 o/o d'amortissement.....	1.600.000 fr.

La société recevra pour ses actionnaires :

Garantie d'intérêt 6 o/o sur 100.000.000 de francs.....	6.000.000 fr.
Au total	<u>8.000.000 fr.</u>

qui seront versés par l'Etat, alors que l'intérêt annuel de la rente lui aurait coûté environ 6 millions de francs et cela dans le cas le plus défavorable : la société ne faisant aucun bénéfice.

Moyennant cette différence éventuelle, qui pourra être du reste supportée entièrement ou en partie par

la colonie intéressée, l'Etat assurera le développement du réseau ferré en A. O. F.

Dans certaines situations particulières citées par l'auteur et qu'il serait trop long et sans grand intérêt d'exposer ici, l'Etat arriverait, tout en amortissant sa dette, à réaliser une économie.

Voilà le système : il est fort ingénieux, mais combien dangereux, car sous ses apparences de logique impeccable, il recelle un vice capital que nous devons combattre avec vigueur.

Pour satisfaire aux importantes demandes d'avances qui lui seront présentées par les « Sociétés d'intérêt national », que fera la Banque ? Elle sera contrainte d'émettre de nouveaux billets d'où *inflation monétaire* avec toutes ses conséquences désastreuses. Les auteurs du projet ont bien vu l'objection : ils n'ont pas nié ce danger d'inflation, ils ont seulement essayé d'en atténuer la portée.

Voici ce que dit le commandant Mornet :

« Si l'on est obligé, pour suffire aux crédits considérables que la Banque aura à ouvrir, d'émettre des billets de banque nouveaux (ce qui n'est pas absolument évident), dans tous les cas, ces billets auront une contre-partie qui ne sera pas, il est vrai de l'or, mais qui sera constituée par des valeurs réelles, titres de rentes et travaux exécutés tels que maisons, usines, ports, chemins de fer, etc... L'amortissement obligatoire des dettes ainsi contractées envers la Banque assurera d'ailleurs automatiquement la rentrée des billets supplémentaires qui auront pu

être émis. Si donc, on peut envisager une possibilité d'inflation, cette inflation ne sera que momentanée et disparaîtra au plus tard à l'expiration du temps prévu pour l'amortissement. »

De deux choses l'une, ou la banque n'aura pas à sa disposition le nombre de billets suffisants pour faire face aux demandes des sociétés d'intérêt national et alors, elle devra en émettre de nouveaux, ou elle en aura par devers elle un nombre suffisant et dans ce cas, il lui sera impossible de diminuer d'autant la circulation fiduciaire, politique sage et avisée, que la Banque s'efforce de pratiquer par tous les moyens.

Dans le premier cas, inflation caractérisée, dans le deuxième, persistance par un temps plus ou moins long de la situation actuelle qu'il est temps de ramener progressivement à ce qu'elle était avant-guerre. Il est du reste possible pour ne pas dire certain, que le premier cas, entraînant l'inflation, se réaliserait le plus souvent, car n'oublions pas qu'il s'agit d'avances très importantes destinées à l'exécution d'un programme chiffré à un minimum de 4 milliards pour les possessions rattachées directement au ministère des Colonies, c'est-à-dire à l'exclusion de l'Afrique du Nord. En réalité, il s'agirait d'au moins une dizaine de milliards. Les auteurs d'ailleurs ne contestent pas l'importance de ces sommes. « Les opérations envisagées porteraient sur de très grosses sommes » ; « pour suffire aux crédits considérables que la Banque aura à ouvrir », telles sont les expressions employées à plusieurs reprises par le comman-

dant Mornet. Il n'y a donc pas de doute à nos yeux, le système des sociétés d'intérêt national, comme toutes les propositions qui ont pour objet la mobilisation des rentes, aboutirait infailliblement à l'inflation. C'est pour cette raison primordiale qu'il convient de le rejeter. Ajoutons d'autre part que même dans le cas — ce qui est fort improbable — où l'Etat croirait devoir envisager l'application d'un tel système, il se heurterait, sans nul doute, à une fin de non recevoir catégorique de la part de la Banque. Notre grand établissement d'émission dont l'indépendance est garantie par ses règlements et par les hautes qualités des hommes qui le dirigent, saurait heureusement résister aux méthodes d'inflation plus ou moins déguisées qu'on voudrait lui voir adopter. N'oublions pas en effet que pour la réussite de l'opération, il est indispensable d'obtenir l'entière adhésion de la Banque, puisque le système repose sur le taux très minime (0,50 o/o par exemple) consenti par la Banque pour ses avances.

Quant aux raisons données par les auteurs pour faire admettre l'inflation, à savoir que les billets nouveaux auront pour contre-partie des valeurs réelles, nous dirons d'un mot qu'elles ne portent pas. Le rôle même de la Banque — institut d'émission — l'oblige à ne jamais être à court de fonds, partant, elle ne doit s'engager que dans des opérations à brève échéance. Ces valeurs, quoique réelles : maisons, usines, chemins de fer, sont des immobilisations ; elles ne sauraient, au point de vue liquidité, être com-

parées à l'or. D'ailleurs, tous les systèmes de mobilisation des fonds d'Etat, quels qu'ils soient, contribuant à l'inflation, ne peuvent donner des résultats que si les avances aboutissent à des ouvertures de crédit par inscription à l'actif de tel ou tel établissement sans déplacement de numéraire, et si les banques, aussi bien celles de province que de Paris, emploient les procédés de compensation en vigueur en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce qui n'est malheureusement pas le cas en France. C'est pour ces raisons que toutes les propositions de ce genre : projet tendant à fixer les avances de la Banque sur les bons de la Défense nationale à 90 o/o du pair, escompte de ces bons à six et neuf mois, n'ont jamais abouti. Il en serait de même du système des sociétés d'intérêt national, car pour employer l'expression de M. le professeur Germain Martin (1). « A vouloir en faire (de la Banque) le mont-de-piété des fonds d'Etat, ne risque-t-on pas de compromettre le mécanisme de l'émission lui-même » ?

Nous venons de voir le vice capital qui nous a fait rejeter le système préconisé par Probus. Si maintenant on entre dans le détail, on peut lui adresser au point de vue pratique quelques critiques, qui, sans avoir l'importance de celles que nous venons d'examiner, ne méritent pas moins d'attirer l'attention.

On nous dit : « Le capital des sociétés d'intérêt national » sera souscrit en titres de rentes. Fort bien,

1. Germain Martin, *op. cit.*, p. 191.

mais le capital social est exprimé en francs ordinaires et non en francs de rente. Pour quelle somme seront acceptés chacun des nombreux types de fonds d'Etat ? A l'heure actuelle, il existe 8 catégories de rentes ; si on y comprend les bons et obligations du Trésor, on arrive à 17 types différents. Pour chacun, il faudra déterminer le capital pour lequel il sera pris à la souscription. Ce capital devra être calculé de façon à ne pas favoriser certaines rentes au détriment de certaines autres. On peut, certes, y parvenir, mais de tels calculs ne manqueront pas d'amener des difficultés et d'embrouiller, outre mesure, les opérations matérielles de la souscription, surtout si on veut éviter le règlement en espèces des soultes éventuelles.

Autre remarque : à l'origine la « Société d'intérêt national » n'aura à sa disposition que 80 o/o de son capital. Ainsi, pendant les premières années de son existence, à l'heure précisément où elle aurait besoin de toutes ses ressources pour faire face à ses dépenses de premier établissement, elle ne disposera pas de tous ses fonds sociaux ; en revanche, 20 o/o de son capital, qui doivent servir de marge de sécurité à la Banque, resteront improductifs pour la société dans les coffres de l'établissement d'émission et cela pendant toute la durée de l'amortissement, c'est-à-dire durant des années. S'il est vrai que la société pourra récupérer un jour ces 20 o/o, augmentés ou diminués de la plus-value ou de la moins-value que la rente aura prise, elle les recevra à un moment où elle n'en

aura peut-être pas l'emploi à des conditions intéressantes pour elle.

Il y a lieu également d'envisager l'hypothèse contraire. Qu'advierait-il dans le cas — parfaitement possible, car l'opération s'échelonne sur une longue période — où la marge de 20 o/o, garantie de la Banque, viendrait à être insuffisante ?

Comme on le voit de nombreuses questions se posent, auxquelles les auteurs ne paraissent pas avoir songé suffisamment et qui ne manqueraient pas, si on donnait suite à leur projet, d'amener de sérieuses déconvenues.

Extrêmement dangereux au point de vue économique et social, difficile à mettre en pratique, tel nous apparaît en définitive le projet conçu par Probus.

PROJET LETOREY

M. René Letorey, administrateur des colonies, détaché à l'Agence économique de Madagascar, a proposé (1), pour trouver les sommes nécessaires à l'exécution du programme Sarraut, l'émission d'un emprunt garanti par l'important domaine foncier que l'Etat possède aux Colonies. Cette combinaison, qui a un caractère purement colonial, repose sur l'idée suivante :

Pour attirer des souscripteurs, il est nécessaire de leur donner le plus de garanties possibles. D'ordi-

1. *France-Colonies*, numéro de janvier 1923.

naire, lorsqu'un Etat emprunte, il n'offre que sa garantie personnelle, basée sur sa promesse d'inscription au budget des annuités de l'emprunt. Tout dépend de sa bonne foi. Il serait intéressant pour renforcer la sécurité des prêteurs, de leur offrir un *gage réel*. Dans le cas qui nous occupe, il est possible de le faire car l'Etat jouit aux colonies d'une situation foncière toute particulière : la presque totalité des territoires de notre empire d'outre-mer (environ un milliard d'hectares) fait partie du domaine privé de l'Etat, les propriétés des particuliers ne formant encore que quelques centièmes à peine de la superficie totale. Il serait donc très simple d'hypothéquer ce vaste domaine au profit des souscripteurs de l'emprunt qui se trouveraient être ainsi des créanciers privilégiés, munis d'un *droit de préférence* et d'un *droit de suite*.

Un organisme analogue au Crédit Foncier de France servirait d'intermédiaire ; il avancerait les fonds nécessaires aux gouvernements coloniaux, fonds qu'il se serait procuré en émettant des obligations. Les avances de l'établissement de Crédit Foncier lui seraient remboursées avec le prix à provenir de la vente des terrains du domaine privé de l'Etat servant de garantie à l'emprunt et qui auraient acquis une plus-value foncière certaine du fait de la réalisation des travaux. Les personnes qui achèteraient à l'Etat des biens frappés d'hypothèque deviendraient *ipso facto* les débiteurs directs de l'établissement de Crédit Foncier par l'intermédiaire

duquel se ferait l'opération. C'est dans les caisses de cet établissement et non à l'Etat qu'ils devraient verser le prix des terrains afin de « purger » ces derniers de l'hypothèque qui les frapperait.

A la base du système, il y a donc une sorte de postulat :

« Les travaux prévus feraient acquérir, dans des pays éminemment agricoles comme les colonies, une plus-value certaine à tous les terrains, plantations, pâturages, forêts, ainsi qu'au sous-sol. Cette plus-value foncière serait au moins égale au coût des travaux qui lui auraient donné naissance ».

D'autre part, la transformation profonde de la situation économique résultant de l'exécution des travaux entraînerait un accroissement des ressources budgétaires et permettrait aux colonies de participer aux charges de l'emprunt.

Tel est le projet de M. Letorey. On ne peut s'empêcher de constater qu'il rappelle fâcheusement le système des assignats gagés sur les biens nationaux. Ce ne serait cependant pas une raison suffisante pour l'écarter et nous pourrions discuter en détail la valeur exacte du gage offert, clé de voûte du projet, si deux observations de principe ne nous permettaient auparavant de le juger d'une façon définitive.

En premier lieu, pour employer une expression familière, le projet nous paraît faire passer la « charrue avant les bœufs ». Nous sommes entièrement d'accord avec M. Letorey lorsqu'il affirme que les travaux prévus feront acquérir aux terrains des

pays où ils auront été exécutés une plus-value certaine et que cette plus-value foncière sera au moins égale aux dépenses engagées. Nous sommes également d'avis que la réalisation des travaux aura pour conséquence une augmentation de la richesse publique sous toutes ses formes, ce qui amènera un accroissement correspondant des ressources budgétaires locales. Que penser de nos efforts, si nous n'avions pas la conviction profonde de l'utilité certaine de la mise en valeur de notre empire colonial sur laquelle nous désirons, dans notre modeste cadre, attirer l'attention des capitalistes français ?

Mais toutes ces plus-values ne se produiront que petit à petit, au fur et à mesure de l'exécution des travaux et plus particulièrement lorsqu'ils seront terminés, c'est-à-dire au bout d'un certain nombre d'années. Il sera donc indispensable de trouver les sommes nécessaires aux charges de l'emprunt pendant la durée plus ou moins longue de réalisation des travaux. D'autre part, même en admettant que la vente des terrains, ayant servi de gage à l'émission, suffise dans l'ensemble à assurer le remboursement, il est hors de doute que les ventes ne s'effectueront pas d'une façon régulière tous les ans ; en particulier, elles pourront ne pas être suffisantes les premières années. Or le service de l'emprunt ne devra pas subir d'à-coups. L'établissement de crédit foncier auquel sera confié la direction des opérations demandera à être couvert dès le début par des annuités, de façon à ce que ses obligataires soient certains de ne

courir aucun aléa. Une aide pécuniaire est donc indispensable, tout au moins dans les débuts. Nous avons vu, en étudiant le projet de Crédit national colonial de M. Albert Sarraut, que plusieurs gouvernements coloniaux étaient, pour le moment, dans l'impossibilité absolue de supporter à eux seuls cette lourde charge.

Il ne reste donc plus qu'à faire appel à l'Etat; mais dans ce cas, — c'est le deuxième point sur lequel nous désirons insister — la garantie *réelle* proposée par M. Letorey nous paraît sans objet. La garantie ordinaire de l'Etat suffit à nos capitalistes; nous n'en voulons pour preuve que les succès continuels des émissions du Trésor et des emprunts du Crédit National pour les régions libérées qui sont gagés sur les annuités à recevoir de l'Etat. Ils auraient plus confiance, à n'en pas douter, dans le crédit de la Nation que dans la garantie qu'on leur offre et qu'ils savent ne pas être en mesure de contrôler effectivement. Une hypothèque n'est une réelle sécurité que si le créancier est à même d'apprécier à tout instant la valeur du gage qui lui est donné. Quelle valeur représenterait aux yeux du public français l'hypothèque générale proposée par M. Letorey, qui porterait sur une masse considérable de biens impossible à délimiter exactement et à évaluer avec précision?

Nous croyons quant à nous qu'il se détournerait d'une telle combinaison capable d'entraîner des abus dont l'histoire conserve le souvenir et que nous rappelions plus haut.

L'appui de l'Etat étant indispensable, qu'il l'accorde, s'il le peut, et dans les formes habituelles : les souscriptions afflueront. Les colonies trouveront dans les plus-values budgétaires consécutives à l'exécution des travaux, les ressources nécessaires pour assurer le remboursement des capitaux avancés. Nous revenons ainsi au système des « Avances récupérables » et du « Crédit National colonial », préconisé par M. Albert Sarraut.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS DE DÉTAIL

Projets de réorganisation du régime bancaire colonial

Nous n'achèverons pas l'étude des différents projets financiers de mise en valeur des colonies sans consacrer quelques développements aux propositions de réorganisation du régime bancaire colonial.

Par les capitaux qu'elles mettent à la disposition des entreprises et les crédits qu'elles leur procurent, les banques ont une influence très grande sur le développement économique d'un pays; aussi, n'est-il pas surprenant que beaucoup d'esprits, soucieux de favoriser les progrès de nos possessions d'outre-mer, aient songé à établir sur des bases nouvelles leur système bancaire.

I. — FUSION DES ANCIENNES BANQUES COLONIALES

On s'est d'abord attaqué aux petites banques coloniales dont l'origine remonte à l'abolition de l'esclavage (1) et dont le privilège d'émission s'étend

1. Girault, *op. cit.*, p. 252.

respectivement à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à la Réunion.

M. Le Myre de Vilers dans un remarquable rapport sur le budget des colonies pour l'exercice 1901 (1) s'est livré à une critique très serrée de leur organisation.

« Le vice organique des anciennes banques coloniales porte sur trois points essentiels :

1° Pas d'attaches ou attaches insuffisantes avec la métropole, d'où moyens d'action limités ;

2° Assujettissement aux influences locales du fait de la composition des conseils d'administration recrutés dans le pays et du choix du directeur ;

3° Nomination du directeur par le Gouvernement qui, au lieu de considérer comme titre exclusif à cette nomination le savoir et la compétence professionnels, tient trop souvent compte des influences politiques. »

Et l'honorable député, après avoir examiné en détails le statut de la Banque de l'Indochine qui lui paraît être le type parfait de la banque d'émission coloniale, préconise, en prenant pour baser l'organisation de cet établissement, la fusion des trois banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane en une seule ayant son siège social à Paris. La Banque de la Réunion constituerait un organisme distinct dont le privilège s'étendrait à Madagascar et à Djibouti.

1. *Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre des députés, session ordinaire, 1900 (pp. 1785-1786).

Aux yeux de M. Le Myre de Vilers, cette solution aurait, entre autres avantages, celui de soustraire la banque aux influences locales. Elle lui procurerait un personnel supérieur expérimenté, d'une indépendance absolue jointe à une compétence raisonnée. En outre, un tel organisme servirait de trait d'union entre la Mère-Patrie et ses colonies, notamment pour procurer des capitaux à ces dernières en cas d'emprunt.

M. Lagrosillière dans son rapport très documenté sur le projet de loi portant renouvellement du privilège des banques des anciennes colonies (1) s'est attaché à répondre aux critiques de M. Le Myre de Vilers.

Il n'hésite pas à dire : « La disparition des banques des anciennes colonies, leur remplacement par un établissement à siège social métropolitain eut été une catastrophe pour les Antilles, la Guyane et la Réunion. » Il n'est pas sans reconnaître toutefois certaines imperfections de ces banques et profite de la discussion de leur privilège pour proposer des améliorations très importantes :

Réorganisation de l'Agence Centrale de Paris qui exercera une surveillance générale et un contrôle permanent de leur portefeuille, sur le modèle de celui qui existe à la Banque de France pour toutes ses succursales. Enfin, pour restreindre les influences locales, interdiction de siéger dans le conseil d'ad-

(1) *Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre des députés, session extraordinaire, 1918, p. 1957.

ministration à quelque titre que ce soit, d'une part, aux officiers ministériels, d'autre part, aux parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Ces constatations faites, M. Lagrosillière ne manque pas de célébrer, à juste titre d'ailleurs, la vitalité dont les banques des anciennes colonies ont toujours fait preuve et qui leur a permis de traverser les crises les plus redoutables. Exemple : la « Banque de la Martinique » a pu faire face à la situation exceptionnelle créée, tout à la fois, par la crise sucrière et par les éruptions volcaniques de 1902.

Il n'est nullement convaincu par l'argument que les partisans d'une banque unique ont prétendu tirer de la nécessité d'augmenter la puissance d'action des banques ; il lui paraît au contraire se retourner contre eux.

« Le système du projet, qui apporte des garanties effectives s'élevant à près de 22 millions (total des capitaux et des réserves actuelles), est plus qu'en état de faire face aux besoins des colonies et présente pour les porteurs de billets toute la sécurité désirable. En outre, grâce au mécanisme de l'émission, l'importance de la circulation fiduciaire reposant sur de telles bases permettra aux banques de favoriser puissamment le développement agricole, industriel et commercial de nos anciennes colonies... »

« Ajouterons-nous, enfin, que les trois principales de ces colonies (la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion) sont trois îles d'une superficie relative-

ment faible, à peine chacune la superficie d'un petit arrondissement métropolitain, et que leur population totale n'atteint pas 600.000 habitants. C'est donc tout simplement jeter de la poudre aux yeux que de prétendre envisager d'y employer des capitaux hors de proportion avec l'importance, bien délimitée, de leur agriculture et de leur commerce. »

Le député de la Martinique n'est pas plus arrêté par les avantages qu'on croit devoir attribuer à la centralisation avec Conseil d'Administration unique et siège social à Paris: « Les opérations des banques coloniales, si elles ne veulent pas se limiter à peu près exclusivement à un rôle de comptoir de change, ne peuvent, de par leur nature, être traitées à distance. La nécessité de consulter un conseil d'administration siégeant à Paris rendrait impossible le fonctionnement de ces établissements, si l'on ne donnait pas au conseil d'escompte des succursales des pouvoirs aussi étendus que ceux des conseils d'administration actuels. »

Pour conclure, nous constaterons avec M. Lagrosillière que les banques des anciennes colonies ressemblent, par beaucoup de côtés, à nos banques de province qui ont rendu de si importants services au commerce et à l'industrie (1). Nous estimons que, grâce d'une part, à leur ancienneté, à la connaissance parfaite du milieu particulier dans lequel elles travaillent et d'autre part, à l'organisation nouvelle de

1. Germain Martin, *op. cit.*, p. 216 et suiv.

leur agence centrale, susceptible si besoin est d'être perfectionnée, les banques de nos vieilles colonies sont capables de remplir comme il convient le rôle qui leur est assigné. Nous nous contenterons de demander que leur personnel dirigeant soit choisi avec soin et que les censeurs administratifs chargés de les contrôler aient une conscience plus exacte de leurs fonctions. La Commission de surveillance des banques coloniales est trop souvent amenée à critiquer les opérations de direction et de contrôle (1).

II. — ABSORPTION DES BANQUES COLONIALES PAR LA BANQUE DE FRANCE

Nous ne dirons que quelques mots sur le projet préconisé par M. le professeur Cauwès (2) tendant à l'absorption par la Banque de France de toutes les Banques coloniales. Le privilège d'émission de la banque se serait ainsi étendu à l'ensemble des territoires français. Cette idée est aujourd'hui abandonnée, avec juste raison semble-t-il, et sa réfutation ne saurait présenter qu'un intérêt rétrospectif.

La Banque de France a toujours refusé l'extension de son privilège ; elle l'a jalousement limité à la France continentale et à la Corse. Lorsqu'il s'est agi de créer une banque d'émission en Algérie, on a

1. Commission de surveillance des banques coloniales. Rapport au Président de la République sur les opérations des banques coloniales pendant l'exercice 1920-1921. Imprimerie nationale, 1922.

2. Cauwès, *Cours d'Economie politique*, 3^e éd., t. II.

proposé d'étendre le privilège de la Banque à cette région. Cette solution simpliste s'est heurtée à des objections très graves (1) qu'elle n'a pu surmonter.

1° Les conditions d'escompte auxquelles la Banque est très attachée sont particulièrement sévères (effets à échéance maximum de 90 jours ; trois signatures solvables, etc.). Cette réglementation stricte, facilement applicable en France, ne saurait convenir à des pays neufs comme les colonies, où il est nécessaire de se montrer plus large.

2° La Banque de France ne désirait aucunement étendre ses opérations à l'Algérie, région très différente de la métropole et où elle n'aurait trouvé qu'un champ d'action secondaire, peu susceptible de l'intéresser.

3° Enfin, à l'heure actuelle, la création d'une banque distincte est conforme à la tendance qui veut donner à l'Algérie une autonomie de plus en plus grande.

Les deux premières raisons que nous venons d'indiquer s'appliquent avec plus de force encore si l'on considère les autres parties de notre empire colonial.

Ajoutons que la liquidation d'organismes aussi importants que certaines banques coloniales actuellement existantes (Banque d'Algérie, Banque de l'Indochine, sans parler de la Banque d'Etat du Maroc dont le statut est international), donnerait

1. A. Girault, *op. cit.*, t. III, p. 412.

lieu à de graves difficultés et entraînerait probablement une crise économique et financière dans les pays où elles exercent leur activité.

III. — LA BANQUE COLONIALE UNIQUE

Il a été souvent question de la création d'une grande banque d'outre-mer qui serait plutôt banque de spéculation que d'émission et ayant pour objet principal d'introduire les valeurs coloniales sur le marché financier. Cette idée, qui a été soutenue notamment par M. Etienne, aurait été réalisée par la fusion, en une seule, de toutes les banques coloniales. Nous venons de voir les difficultés d'une telle fusion. En outre, comment, une entreprise rayonnant sur tant de pays différents pourrait-elle les connaître parfaitement au point de vue économique ? Il est hors de doute qu'elle ne tarderait pas à s'intéresser exclusivement à l'émission de titres, source principale de ses profits, sans se préoccuper des besoins particuliers de chaque colonie.

Ajoutons que la confusion dans un même organisme d'une banque d'affaires et d'une banque d'émission, ne pourrait aboutir qu'à des résultats désastreux. L'établissement ayant le privilège d'émettre des billets est tenu à des obligations et à des devoirs qui sont incompatibles avec les risques résultant des opérations de spéculation, propres aux banques d'affaires : création et financement d'entreprises, participations industrielles, émissions de titres.

Si une telle conception ne paraît pas soutenable, en revanche, on aurait pu concevoir, et nous y avons pour notre part pensé sérieusement, la constitution d'une grande *banque coloniale d'affaires*, à capital important, qui, à côté des banques d'émission déjà existantes, se serait spécialisée dans la création et le financement de nouvelles sociétés coloniales.

Nous pensions qu'un établissement de cet ordre, qui aurait pu être constitué avec le concours des banques coloniales et des grandes banques d'affaires de la métropole, aurait été en mesure d'apporter une aide précieuse à la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer.

Nous aurions vu à cette solution les avantages suivants :

1° Constitution d'entreprises soigneusement étudiées, auxquelles la banque aurait fourni, grâce à ses ressources propres et à ses relations dans les milieux financiers, les capitaux et crédits nécessaires ;

2° Grâce à ses moyens d'investigation étendus, la banque aurait pu contrôler de façon sérieuse les affaires créées.

3° Il lui aurait été possible de diriger à Paris le marché des valeurs coloniales, de s'efforcer de le rendre régulier, solide et prospère, en lui évitant le discrédit consécutif aux expériences aventurées ;

4° Les banques d'émission actuelles se seraient cantonnées dans leur rôle propre en passant à cet organisme leurs participations financières qui peuvent

leur occasionner des difficultés et donner lieu à des critiques parfois justifiées.

Après avoir étudié cette question avec l'attention qu'elle mérite, nous avons préféré nous ranger à la façon de voir d'un financier particulièrement autorisé en la matière (1).

« Il n'est pas indispensable de multiplier systématiquement le nombre de mandataires, car la fonction crée l'organe, et, au fur et à mesure de l'expansion économique de nos colonies, les organismes bancaires spécialisés se renforceront.

« Aux Indes Néerlandaises, le développement des grandes compagnies de colonisation a amené la constitution de grandes banques et ce ne sont pas celles-ci qui ont précédé le commerce et les exploitations agricoles. »

Et d'ailleurs, si nous examinons de plus près l'ensemble de nos institutions bancaires, le grand organisme dont nous venons de parler n'existe-t-il pas déjà, tout au moins en germe, dans une société financière, capable, grâce à l'appui de ses puissants parrains, de devenir avec rapidité un établissement de premier plan ?

Notre plus grande banque d'affaires, la « Banque de Paris et des Pays-Bas » a créé en 1920 la *Compagnie Générale des Colonies* à laquelle elle a assuré le concours de la plupart des établissements de

1. Legrand, *Le problème des capitaux aux colonies* (XI^e Congrès international d'agriculture, 7^e section). Librairie de la Maison rustique, Paris.

crédit et des grandes entreprises coloniales. Ajoutons que si on envisage la politique d'après guerre des principales banques d'affaires françaises, on constate qu'une large part de leur activité s'est exercée en faveur de la mise en valeur de nos colonies.

En tout premier lieu, il convient de citer la *Banque de Paris* qui fortement tournée dès avant la guerre vers le Maroc, ne s'est pas contentée de fonder la Compagnie générale des Colonies. Ces dernières années, elle a participé à la constitution de nombreuses affaires coloniales : Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine, Compagnie cotonnière du Niger, Société coloniale et industrielle des Palmes-raies africaines et Compagnie africaine de Commerce (Etablissements A. Leconte) (1).

Elle a donné son appui à l'augmentation de capital de la Banque française de l'Afrique équatoriale et à celle de la Compagnie française des chemins de fer du Dahomey.

Au Maroc, elle a étendu son action par la constitution de la Société des Brasseries du Maroc, Compagnie du Sebou, Syndicat d'Etudes des Forces hydrauliques du Maroc ; elle a participé aux émissions d'obligations de la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez, de la Société des Ports marocains de Mehedia-Kénitra et de Rabat-Salé, de la Compagnie du Port de Fedhala ; elle a assuré les augmentations de capital de la Construc-

1. Ed. Baldy, *Les Banques d'affaires en France depuis 1900*. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1922.

tion marocaine, de la Société internationale de Régie co-intéressée des Tabacs du Maroc et de sa puissante filiale la Compagnie générale du Maroc (1) pour laquelle elle a obtenu la concession du réseau ferré marocain, en participation avec les chemins de fer de Paris-Orléans et de Paris-Lyon-Méditerranée (Compagnie des chemins de fer du Maroc : capital 50.000.000 de francs).

Enfin, rappelons les efforts répétés qu'elle a déployés pour relever la Banque industrielle de Chine (constitution de la Société française de gérance) et terminons, pour montrer tout l'intérêt que la Banque de Paris et des Pays-Bas porte à nos colonies, en citant le passage suivant extrait de son dernier rapport (2).

« Pas plus que les années précédentes, la banque
« n'a négligé le champ d'activité particulièrement
« riche que nous offrent le protectorat marocain et
« notre domaine colonial.

« La Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de
« fer de Tanger à Fez et la Compagnie des Chemins
« de fer du Maroc sont arrivées à la phase active de
« la période de construction, en vue de laquelle une
« partie des capitaux nécessaires a déjà été deman-
« dée au public. Notre établissement a participé aux
« émissions d'obligations de ces deux sociétés.

« Dès le mois d'avril prochain, la ligne de Rabat.

1. Capital : 20.000.000 de francs.

2. Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire du 20 mars 1923.

« à Fez pourra être inaugurée et ouverte à l'exploit-
« tation. L'inauguration de la première ligne à voie
« normale du protectorat sera une date importante
« dans l'histoire de son développement économique.

« En ce qui concerne le Syndicat d'Etudes des
« Forces hydrauliques au Maroc, dont nous vous
« avons parlé l'an passé, nous pouvons vous préciser
« que la construction d'une centrale à Casablanca,
« qui fait partie du programme d'électrification, est
« actuellement en cours.

« Nous avons concouru au placement des bons
« décennaux, créés par la Compagnie générale du
« Maroc en vue de lui permettre de fournir un appui
« efficace aux sociétés dont elle a facilité la constitu-
« tion.

« De même, nous avons suivi avec attention le
« développement de l'activité de la Compagnie géné-
« rale des Colonies, à la fondation de laquelle nous
« avons pris la part que vous savez. Celle-ci a récem-
« ment pris la direction de la Société d'Etudes des
« Ports Indo-Chinois qui a présenté un projet d'ex-
« ploitation du port de Saïgon-Cholon et de la Société
« d'Etudes pour l'irrigation de la vallée du Niger
« dont l'objet est d'étudier, d'accord avec le gouver-
« nement de l'Afrique Occidentale Française, les
« conditions de la culture du coton dans la haute
« vallée du Niger.

« La banque a enfin contribué, avec des groupes
« papetiers français, à la constitution de la société
« l'Alfa, qui se propose de fabriquer en France de la

« pâte à papier avec les alfas recueillis en Algérie. Cette transformation était, jusqu'à présent, presque exclusivement assurée par l'industrie étrangère. »

De son côté, la *Banque de l'Union Parisienne*, quoique moins vivement intéressée que la Banque de Paris aux affaires coloniales, ne leur a pas cependant marchandé son concours. Elle a participé à la fondation de la Compagnie générale des Colonies, de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, de la Compagnie des Tabacs du Cameroun, de la Société d'Exploitation du chemin de fer de Cilicie-Nord-Syrie, et à la réalisation des augmentations de capital de la Société coloniale industrielle et agricole du Haut-Ogooué, de la Compagnie française du Coton colonial, de la Compagnie de Culture cotonnière du Niger, de la Compagnie agricole et minière de Nossi-Bé. Elle a pris part à la transformation en société anonyme sous la dénomination de « Société française pour le Commerce avec les Colonies et l'étranger » de la maison D. Gradis et fils ; elle s'est intéressée à l'émission d'obligations du chemin de fer franco-ethiopien de Djibouti à Addis-Abeba.

Au Maroc, elle a assuré l'augmentation de capital de la Compagnie Marocaine et participé à celles de la Compagnie générale du Maroc et de la Société des Moulins du Maghreb et aussi à l'émission d'obligations de la Société des Ports marocains Mehedyakénitra et Rabat-Salé, de la Compagnie des chemins de fer du Maroc et de la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez.

Par les énumérations auxquelles nous venons de nous livrer, il est facile de se rendre compte que nos deux principales banques d'affaires n'ont pas négligé, dans ces dernières années, notre domaine colonial, comme elles avaient trop tendance à le faire avant la guerre.

Si nous ajoutons à cet appui largement répandu, les efforts constants des banques d'émission et des autres banques coloniales, parmi lesquelles il convient de citer la *Banque Française de l'Afrique Équatoriale*, on ne peut s'empêcher de constater que les organismes bancaires existants sont maintenant à la hauteur de leur tâche et qu'ils sont à même de procurer à nos entreprises d'outre-mer les capitaux dont elles ont besoin. Est-ce à dire que l'appel au crédit colonial soit effectué sur des bases parfaites et qu'aucune amélioration ne soit susceptible d'y être apportée ? Nous ne le croyons pas. Nous nous réservons d'examiner la question en détail dans la troisième partie de ce travail.

TROISIÈME PARTIE

L'APPEL AU CRÉDIT EN FAVEUR DES COLONIES

Après avoir essayé de chiffrer l'importance des capitaux français investis dans nos possessions d'outre-mer et constaté leur insuffisance, nous avons étudié les principaux projets de mise en valeur des colonies et donné les raisons pour lesquelles ils ne nous paraissent pas susceptibles d'aboutir à des réalisations pratiques. Nous venons de signaler en dernier lieu l'effort accompli par les banques françaises en faveur des affaires coloniales. Il ressort de nos constatations que cet effort, dont nous ne contestons pas l'étendue, doit être poursuivi et développé. L'intérêt national bien compris nous commande de fournir à notre domaine colonial les capitaux qui lui manquent encore et qui sont indispensables à son développement économique. Dans les lignes qui vont suivre, nous nous proposons d'indiquer quelques-uns des moyens qui nous semblent devoir être employés pour obtenir ce résultat.

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES DE L'APPEL AU CRÉDIT COLONIAL

Les qualités d'épargne de notre race sont connues. On a célébré, à maintes reprises, les étonnantes facultés qui lui ont permis, aux heures les plus critiques de notre histoire, de reconstituer ses réserves avec une surprenante rapidité.

Certes, les besoins de nos colonies sont illimités ; mais dans le stade d'évolution où elles se trouvent actuellement, les capitaux qui leur sont nécessaires, aux dires des personnes les plus qualifiées (1), ne représentent, pour le moment tout au moins, que de 2 à 3 o/o de la capacité annuelle de placement de la métropole. Il est donc possible de distraire au profit des colonies une faible partie des ressources de l'épargne française sans qu'il en résulte une gêne sensible pour l'économie de la mère-patrie.

L'appel au crédit en faveur des colonies peut s'exercer sans inconvénients ; essayons de déterminer les règles qui doivent le régir.

Voyons d'abord qu'elles sont les causes qui, avant la guerre, ont empêché les capitaux de se porter

1. Legrand, *op. cit.*

plus généreusement vers les colonies ; nous étudierons ensuite les modalités de création et d'exploitation des affaires coloniales. Les conclusions de ces examens successifs, nous permettront de dégager sans difficultés les principes que nous nous proposons d'établir.

La réserve que l'épargne française avait montré avant 1914 à l'égard des placements coloniaux tenait à plusieurs causes. Nous avons déjà eu l'occasion de les signaler au cours de notre étude. Résumons-les en quelques lignes.

1° Notre empire extérieur était très mal connu du grand public français. Son importance économique n'était pas appréciée à sa juste valeur et la plupart de nos compatriotes considéraient les colonies comme un luxe onéreux mais nécessaire à notre prestige extérieur. Une propagande bien comprise viendra facilement à bout des fausses appréciations et des légendes dont sont encore l'objet nos possessions lointaines. Nous examinerons cette question dans le chapitre suivant.

2° Les disponibilités des épargnants étaient attirées vers d'autres placements qui leur paraissaient plus sûrs. Les établissements de crédit, au moyen de leur réseau serré de succursales et d'agences, incitaient leur nombreuse clientèle de petits rentiers à placer leurs réserves en valeurs étrangères dont la plus grande partie était émise sur le marché français avec la bienveillante approbation du gouvernement. L'épargne souscrivait avec enthousiasme aux emprunts

répétés d'Etats alliés ou amis avec la conviction de faire une opération intéressante et d'accomplir un devoir patriotique. De leur côté, les banques d'affaires ne s'occupaient que tout à fait accessoirement d'émissions de valeurs coloniales.

3° Du fait que les milieux financiers les plus en vue et les plus puissants se désintéressaient des entreprises coloniales, le lancement de ces dernières, leur financement, l'introduction de leurs titres en bourse, étaient abandonnés — à quelques exceptions près — à des organismes secondaires ne disposant pas de moyens suffisants. Il en était résulté des échecs retentissants qui avaient été d'autant plus péniblement ressentis par les capitalistes français que ces placements avaient donné lieu à une publicité plus grande. Pour que l'appel au crédit s'exerce utilement en faveur de notre empire colonial, il est indispensable qu'il soit réalisé par nos grandes banques d'affaires en collaboration avec les établissements de crédit. Dans un précédent chapitre, nous venons d'indiquer l'heureuse évolution qui caractérise la politique bancaire de la France d'après-guerre. Nous n'avons qu'à souhaiter de voir cette évolution s'intensifier tous les jours davantage.

D'autre part, si on examine les modalités de leur création et de leur exploitation, on constate que les entreprises coloniales, nous avons eu l'occasion de le signaler à plusieurs reprises (1), rencontrent des

(1. Voir *supra* : Proposition Roques.

difficultés plus grandes et courent des risques beaucoup plus considérables que les entreprises métropolitaines.

A l'origine, si on veut faire œuvre viable, il est indispensable de se livrer à des études préparatoires qui entraînent des dépenses élevées ; dans la plupart des cas, ces études approfondies ne peuvent être réalisées que sur place. Ainsi dès sa constitution, l'entreprise coloniale se voit grevée de frais importants auxquels viennent s'ajouter les dépenses de premier établissement dans la colonie, toujours plus élevées qu'en France.

Pendant toute sa vie, elle lutte contre les difficultés physiques inhérentes aux pays où elle est installée : climat rigoureux, auquel le personnel dirigeant qu'elle a fait venir d'Europe à grands frais ne peut pas toujours résister ; cataclysmes plus fréquents (raz-de-marée, cyclones) qui détériorent ses exploitations et qui parfois anéantissent en quelques instants l'effort de plusieurs années.

A ces inconvénients, viennent s'ajouter les nombreux aléas que comporte l'installation dans un pays neuf, l'éloignement qui rend les communications difficiles et entrave le contrôle sérieux de l'affaire. On a observé à différentes reprises que la prospérité et l'avenir de beaucoup de sociétés coloniales sont entre les mains de leurs directeurs locaux qui disposent, par suite des nécessités, de pouvoirs étendus. Il est presque impossible au conseil d'administration d'exercer sur ses représentants une surveillance

efficace. La question du personnel directeur a donc ici une importance capitale ; non seulement, il faut trouver des personnes de confiance, sérieuses, dévouées et honnêtes, mais encore, pour assurer la continuité de l'effort, il est nécessaire d'avoir des états-majors assez nombreux pour que la perte d'un chef capable puisse être aisément réparée.

Enfin, en particulier lorsqu'il s'agit d'une entreprise commerciale ou agricole, il est utile, sinon indispensable, qu'elle puisse disposer dès ses premières années, d'un crédit suffisant lui permettant d'effectuer sur des bases rémunératrices ses opérations d'importation et d'exportation. Tout le monde sait que ces opérations exigent, dans la plupart des cas, d'importantes immobilisations de capitaux qui peuvent durer plusieurs mois. C'est ainsi que la réalisation d'un lot de bois abattu dans les forêts de l'Oubangui n'exige pas loin d'une année (neuf mois) entre le moment où il est disponible en pays d'origine et le jour où la société exploitante encaisse le prix de vente (descente par rivières flottables jusqu'à la côte, transport en Europe, séchage et classement avant la vente, crédit accordé à l'acheteur). Il en est de même à l'exportation : une société commerciale voit s'écouler plusieurs mois avant de récupérer par la vente les sommes qu'elle a engagées dans les achats effectués pour ravitailler ses comptoirs. Cette durée devient considérable si nous envisageons des colonies éloignées ou dont les relations avec la métropole sont peu fréquentes : Soudan, Comores, Nou-

velle-Calédonie, Tahiti. Il faut donc que les affaires coloniales de cette nature puissent mobiliser, sans agios et intérêts exagérés, la valeur représentée par les marchandises qu'elles ont achetées ou par les produits provenant de leurs exploitations, faute de quoi, elles se trouveront rapidement acculées à ce dilemme : nécessité d'avoir un fond de roulement énorme, partant un capital élevé qu'on ne sera pas toujours certain de pouvoir rémunérer, ou bien, obligation de restreindre les opérations amenant la réduction du chiffre d'affaires et par conséquent du bénéfice.

La première constatation qui se dégage des observations ci-dessus, c'est que pour faire face aux difficultés et aux risques inhérents aux entreprises coloniales, il convient de créer de puissantes sociétés disposant de ressources suffisantes. Dans le domaine qui nous occupe, toute activité sporadique et désordonnée ne saurait être que stérile. Nous avons vu qu'on a souvent reproché à la colonisation française de s'exercer au moyen d'une poussière des sociétés à capital ridiculement faible, alors que l'Angleterre, les Etats-Unis, la Hollande, ont su constituer de formidables consortiums pour exploiter leurs richesses coloniales. Nous empruntons à M. du Vivier de Streel, qui a insisté sur ce point maintes fois, les exemples suivants (1).

« Aux Etats-Unis, une société s'est fondée pour faire la plantation et la culture des bananes ; cette

1. Du Vivier de Streel, *le rôle de nos colonies dans l'après-guerre*, A. Challamel, Paris.

société : l'United Fruits possède un capital de 230 millions ; elle a une flotte puissante de navires spécialement aménagés pour le transport des bananes ; sa prospérité est extrême ; les dividendes de 17 0/0 qu'elle distribue ne représentent qu'une faible part de ses bénéfices. »

« L'Angleterre a des firmes colossalement riches telle que la firme Lipton qui exploite des champs de thé à Ceylan et dans tout l'Extrême-Orient ; la firme Lever Brothers dont le capital est de 600 millions et qui possède, outre ses usines du Royaume-Uni où elle fabrique le fameux savon « Sunlight », des plantations de palmiers et de cocotiers dans le monde entier ».

A l'époque où ces lignes étaient écrites (1), les plus grosses sociétés coloniales françaises, si nous exceptons les banques et les compagnies de chemins de fer, étaient deux sociétés minières au capital de 20 millions : la Société « Mokta-El-Hadid » et « le Nickel ».

Depuis, des entreprises plus considérables se sont créées ou ont développé leurs moyens d'action, mais il existe beaucoup trop de petites affaires qui par suite de la faiblesse de leur capital ne peuvent rendre ce dont elles seraient capables si elles disposaient de ressources suffisantes.

Répetons que le système néfaste des « petits paquets » n'est plus de mise, ni en ce qui concerne les emprunts publics, ni lorsqu'on se propose de

constituer une affaire. Certes, il importe de ne pas pécher par excès contraire ; à vouloir créer des entreprises par trop considérables on risquerait, tout au moins dans certaines colonies, de ne pouvoir rémunérer le capital social malgré toute l'activité déployée.

Il n'en demeure pas moins vrai que dans beaucoup de nos possessions on voit parfois dans une même ville des sociétés en trop grand nombre ayant un objet commun et qui végètent en se faisant inutilement concurrence alors que, réunies en un seul organisme, elles pourraient donner des résultats appréciables. L'Union Commerciale Indochinoise et Africaine (fusion de l'Union Commerciale Indochinoise avec la Société d'Etudes et de Commerce au Maroc) a donné l'exemple de cette concentration qui nous paraît devoir être préconisée.

Pour résumer les remarques que nous venons de faire, nous dirons qu'à notre sens l'appel au crédit colonial doit être réalisé par des établissements importants, capables, grâce à leurs relations dans la métropole, à leur puissance financière et à leur réputation impeccable :

1° *De concentrer les efforts et de grouper les fonds nécessaires pour constituer, après études approfondies, des sociétés ayant un capital en harmonie avec le programme qu'elles se proposent d'accomplir.*

2° *De rassembler et d'instruire un état-major de spécialistes et de compétences parmi lequel serait recruté le personnel dirigeant colonial et métropolitain ;*

3° *De contrôler, d'une façon effective, par des moyens d'investigation étendus, la gestion et l'exploitation des sociétés créées :*

4° *De faciliter à ses filiales les opérations de crédit qu'elles auraient à accomplir (escomptes documentaires, crédit à long et à moyen terme), de surveiller et de régulariser le marché de leurs titres, enfin, de leur prêter l'appui financier dont elles pourraient avoir besoin momentanément par suite d'événements imprévus, plus particulièrement à redouter dans les affaires coloniales.*

C'est pourquoi, nous ne pouvons qu'applaudir à la politique vers laquelle semble s'être orientée la Banque de Paris et des Pays-Bas en créant, avec les principaux groupes financiers de la capitale, d'abord, la Compagnie générale du Maroc, puis la Compagnie générale des Colonies.

Ces groupements nous paraissent en mesure, satisfaisant aux conditions que nous venons de poser, d'assurer, au mieux des intérêts généraux des colonies et de l'intérêt particulier des capitalistes français, l'appel au crédit en faveur de notre domaine d'outre-mer.

Leur œuvre devra être facilitée par une propagande bien comprise au sujet de laquelle il nous semble utile de donner quelques explications.

CHAPITRE II

LA PROPAGANDE ET L'ACTION GOUVERNEMENTALE

I. — LA PROPAGANDE

Il reste beaucoup à faire en ce qui concerne l'éducation coloniale de la population métropolitaine. On a dit souvent que le propre du citoyen français est d'ignorer la géographie. Cette boutade est malheureusement trop vraie. Si avant la guerre, la plupart de nos compatriotes ne connaissaient qu'imparfaitement les pays étrangers, ils méconnaissaient bien plus encore l'empire colonial que de grands français avaient réussi à constituer après de glorieux et tenaces efforts.

Qu'on nous permette de citer à ce sujet certains faits qui nous sont personnels.

Chargé il y a quelques années du service d'exportation d'une société coloniale, nous écrivions à une importante maison de champagne d'Epernay pour lui demander ses prix en spécifiant que les marchandises que nous désirions acheter étaient destinées aux Etablissements français de l'Océanie (Tahiti et Iles Marquises en particulier). Quelques jours après, nous recevions la réponse suivante : « Ayant un

agent à Port-au-Prince, il ne nous est pas possible de donner suite à votre proposition. » Pour ce négociant français, gros exportateur cependant, Tahiti, Haïti, Iles Marquises, Antilles, c'était la même chose : quelques îles sans grande importance, perdues bien loin au delà des mers !

Combien de fois avons-nous vu des maisons de la métropole lançant un produit ou un article, confier leur représentation exclusive, pour l'ensemble des territoires du Pacifique, à un agent étranger, généralement un commerçant anglais de Sydney. Et cela, la plupart du temps, parce que le chef du service commercial ignore qu'à côté des Dominions britanniques existent des possessions françaises : Nouvelle-Calédonie, Tahiti où il pourrait trouver, tout au moins pour la vente dans ces archipels, le concours de sociétés françaises dont les efforts seraient tout aussi efficaces que ceux d'un étranger installé à quelques centaines de milles de là.

Nous pourrions multiplier ainsi les exemples. Ceux que nous venons de citer suffisent à montrer l'ignorance coloniale d'un trop grand nombre de français et en particulier des industriels et des commerçants.

La propagande incombe en premier lieu à l'initiative gouvernementale. C'est par l'enseignement (scolaire et post-scolaire), les expositions, la création d'offices de renseignements qu'elle s'exercera de la façon la plus féconde. Ces derniers temps de sérieux résultats ont été obtenus. La plupart des gouvernements coloniaux ont organisé à Paris et même en

province des agences économiques qui, outre les renseignements qu'elles fournissent, publient des documentations périodiques du plus haut intérêt (1). Des associations coloniales issues de l'initiative privée se sont multipliées et en dehors de la presse coloniale proprement dite, qui s'est particulièrement développée, la plupart des grands quotidiens consacrent régulièrement des pages à notre domaine colonial. Les bonnes volontés ne manquent pas, mais sans contester les services rendus à la cause coloniale par ces institutions tant publiques que privées, remarquons, afin d'y porter remède, que leur action n'a pas été sans donner lieu à certaines critiques. Le rôle d'informateur est particulièrement difficile ; il exige des qualités de désintéressement et de tact, une connaissance approfondie du pays dont on parle, alliée à une foi ardente et *au sens des affaires*. Ce sont là des conditions qui se trouvent assez difficilement remplies. Or, rien n'est plus dangereux que des indications erronées ou exagérées provenant d'offices, qu'ils soient publics ou privés : la confiance est vite entamée.

« Il n'est plus sûr moyen de décourager les bonnes volontés agissantes que de faire naître chez elles des espoirs immérités qui seraient ensuite profondément

1. L'Agence économique de l'Indochine publie un « Communiqué de la Presse indochinoise » ; l'Agence économique de Madagascar une « Feuille d'Informations » mensuelle ; l'Agence de l'A.O.F. un « Bulletin mensuel » ; l'Agence de l'Algérie également.

L'Agence générale des Colonies (ancien Office Colonial) assure la publication des statistiques coloniales et édite depuis 1908 un bulletin mensuel.

décus, car un échec coupable est ressenti plus profondément encore qu'un succès que l'on considère toujours comme normal » (1).

Pour être en mesure d'aider comme il convient l'initiative privée, il est nécessaire que les Offices possédant une documentation sans cesse à jour et de plus en plus orientée vers les questions économiques ; il faut également qu'ils soient en mesure de donner un minimum de renseignements pratiques sur le pays dont ils s'occupent.

La propagande coloniale ne doit pas se borner aux moyens que nous venons d'énumérer. Les agences de nos gouvernements coloniaux, les associations privées sont capables, tout comme en Angleterre « l'Impérial Institute » et en Belgique « l'Union coloniale », de provoquer dans la masse du public des mouvements d'opinion importants. Mais pour que ceux-ci ne restent pas éphémères, pour qu'ils aboutissent à des réalisations productives, il faut intéresser aux affaires coloniales les grands établissements de crédit. Par le jeu de leurs agences répandues sur tout le territoire, ils sauront introduire, parmi leur nombreuse clientèle de petits épargnants, les bonnes valeurs coloniales. Si ces dernières ont été délaissées jusqu'ici par la petite épargne, c'est que ses banquiers habituels négligeaient de les lui faire connaître et qu'ils offraient à ses économies d'autres placements dont elle apprécie — un peu tard hélas ! — les dangereux aléas. C'est pourquoi, ainsi

1. Legrand, *op. cit.*

que nous l'avons indiqué plus haut, nous ne saurions trop nous réjouir de voir les banques d'affaires s'orienter de plus en plus vers les entreprises coloniales. Le jour où elles le voudront, elles entraîneront à leur suite, sans difficultés, les autres établissements de crédit.

De son côté, le gouvernement ne doit négliger aucune des occasions qui se présentent à lui pour intensifier la propagande coloniale. Ces occasions sont assez nombreuses et il ne les saisit malheureusement pas toujours.

« Deux faits vont le prouver :

Un gouvernement colonial ayant besoin de ressources est autorisé à contracter un emprunt. En général, si le montant de l'émission n'est pas exceptionnellement élevé, il s'adressera, soit au Trésor, soit, le plus souvent, à la Caisse des Dépôts et Consignations qui lui avancera les sommes nécessaires sur ses fonds disponibles ou sur ceux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse dont la Caisse des Dépôts et Consignations a la gérance. Voilà une émission dont l'importance pourra être grande (1) qui sera totalement inconnue du grand public. Quelques lignes au *Journal officiel* et c'est tout. Si au contraire la colonie, sur l'instigation du gouvernement, s'adresse à une banque, l'établissement de crédit va entreprendre parmi sa clientèle et même en dehors d'elle, une propagande intense. Les

1. Exemple : Emprunt du Tonkin, 1896, 80 millions.

prospectus d'émission, qui, pour attirer les souscripteurs, n'omettront pas de dresser un tableau de la situation économique et de l'avenir de la colonie intéressée, seront répandus à travers la France entière par milliers d'exemplaires. L'emprunt sera l'occasion d'une importante publicité qui fera connaître la colonie et profitera à l'ensemble de la cause coloniale. Bien entendu, nous ne demandons pas que la Caisse des Dépôts soit complètement laissée à l'écart. Au lieu de lui réserver la totalité de l'émission, on pourrait, sans inconvénient semble-t-il, lui en confier seulement une partie, la moitié ou le quart par exemple. Sa présence, au contraire, permettrait de modérer les exigences des banques, qui pour obtenir le placement d'une tranche de l'emprunt, seraient obligées de se contenter, uniquement, de la commission et des frais prélevés par la Caisse.

Ce système mixte, tout en sauvegardant les intérêts pécuniaires des colonies, aurait l'avantage d'y intéresser les capitalistes et servirait la cause coloniale bien mieux que beaucoup de conférences et que certaines brochures de propagande.

Dans un autre ordre d'idées, examinons de quelle façon sont inscrites les valeurs coloniales sur les différentes cotes de la Bourse de Paris et des bourses de province. Elles sont classées sur ces documents d'après leur *objet* et de ce fait, dispersées au milieu de valeurs semblables métropolitaines et étrangères. Beaucoup figurent sous la rubrique : « Valeurs diverses », de telle sorte que, par exemple, sur la

Cote officielle du Syndicat des agents de change, pour ne citer que celle-là, on peut voir les « Caoutchoucs de l'Indochine » à côté de l'« Air liquide » et les « Rizeries d'Extrême-Orient » ou la « Sangha-Oubangui » voisiner avec les « Grands Magasins du Printemps ».

Pourquoi ne pas créer pour chaque marché, ainsi que le préconise un établissement de crédit spécialisé dans les affaires de la côte africaine, une rubrique spéciale des valeurs coloniales françaises où seraient réunies toutes les sociétés de nos possessions d'outre-mer cotées sur un même marché ? Outre la clarté, une telle pratique aurait l'avantage de mettre en évidence les entreprises coloniales et de placer sous les yeux des capitalistes la plus-value, parfois considérable, acquise par leurs titres. La Cote du marché en banque a bien créé un compartiment de « valeurs coloniales et caoutchoucs » mais comme son nom l'indique, cette catégorie n'est pas homogène ; il s'y trouve des sociétés de plantation de caoutchouc, pour la plupart étrangères, alors qu'en revanche les sociétés coloniales minières sont inscrites dans la série des « Mines », les compagnies de phosphates dans les « Produits chimiques et Engrais » ;

La légère modification que nous proposons pourrait être réalisée facilement et, sans en attendre des résultats de première importance, elle nous semblerait constituer cependant une publicité efficace qu'on aurait tort de négliger.

II. — L'ACTION GOUVERNEMENTALE

L'action gouvernementale ne saurait du reste se borner à une œuvre de propagande. Elle peut et doit s'exercer non moins efficacement dans un autre domaine.

Le crédit, on le sait, est avant tout une question de confiance. Pour que nos capitalistes soient incités à mettre à la disposition de notre colonisation l'argent frais dont elle a besoin, il ne suffit pas de leur montrer dans de brillants exposés oraux ou écrits les merveilleuses richesses latentes de nos possessions lointaines, ou les innombrables ressources que la métropole pourrait retirer de ses colonies après leur mise en valeur rationnelle. Il faut avant tout qu'ils aient *une confiance absolue dans l'avenir réservé à leurs capitaux*, et en particulier, l'assurance que le sort de leurs entreprises ne sera pas compromis par un régime douanier trop fortement protecteur, rappelant, par des mesures oppressives, les conceptions mercantilistes des siècles passés. La politique inhumaine et anti-économique qui a eu son expression dans le « pacte colonial » a désormais vécu. Notre législation fiscale doit s'efforcer uniquement d'équilibrer par des taxes compensatrices les charges métropolitaines et coloniales. Il ne faut pas oublier que les produits coloniaux sont *français* et qu'une large bienveillance s'impose à leur égard. Pourquoi frapper, même de droits réduits, de « demi-

droits » les cacaos, les poivres, les cafés de plusieurs de nos colonies alors que ces denrées n'ont pas d'équivalents dans la métropole ? Raisons fiscales sans doute ? Il faudrait tenir compte cependant que les affaires coloniales sont soumises à de nombreux risques particuliers, et de ce fait méritent d'être encouragées. Ces aléas, sur lesquels nous avons précédemment insisté et auxquels s'ajoutent des prix de frêt particulièrement élevés sous pavillon français, compensent largement les avantages apparents d'une main-d'œuvre bon marché et de la transformation sur place des matières premières.

D'ailleurs, la concurrence de la métropole et des colonies au point de vue économique, ne nous semble pas devoir être considéré comme un mal. Au contraire, elle nous paraît souhaitable parce que susceptible d'entraîner, par des réalisations fécondes, un progrès général. L'histoire des premiers peuples colonisateurs est assez édifiante. Le système basé sur la formule : « les colonies ne sont faites que pour la métropole », n'a pas tardé à amener l'effondrement des vastes empires espagnol et portugais. Cette politique d'exploitation, d'épuisement et de stagnation qui se contentait de la cueillette et du troc ne pouvait durer qu'un temps. La France ne s'y est heureusement pas attardée. Bien vite, elle s'est acheminée vers une conception plus humaine et plus haute, conçue pour l'avantage et le bien des deux parties : la métropole et les colonies. Il n'y a plus *exploitation* au sens péjoratif du mot, mais *association*. Désormais,

nos possessions coloniales ne sont pas que des « marchés » où le « conquérant » vient rafler l'or et les épices, ce sont des « entités vivantes » des parties solidaires du sol français dont la métropole va favoriser le développement politique et économique au même titre que les autres parties du territoire national. Il n'est plus possible d'entraver cette évolution, mais il importe de la diriger dans un sens favorable à la fois à la mère-patrie et à ses colonies.

Certains n'ont admis qu'à contre cœur, semble-t-il, cette émancipation économique de notre empire extérieur. Nos industriels notamment se sont émus : Pour défendre leurs exploitations, ils ont demandé l'institution de taxes sur les produits coloniaux (farines des minoteries nord-africaines, sucre, savon, huile, etc., etc., de nos autres colonies). Ce ne sont pas des barrières douanières qui arrêteront l'impulsion des industries naissantes d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et de l'Indochine. Les industriels métropolitains nous sembleraient beaucoup plus avisés s'ils s'intéressaient directement à l'effort de nos possessions pour transformer sur place les matières premières et s'ils prenaient la direction de ce mouvement de façon à faire de l'industrie coloniale, le prolongement de l'industrie métropolitaine.

En tout cas, il appartient aux pouvoirs publics de rassurer entièrement les entreprises nouvelles qui s'installent dans notre empire colonial en leur promettant qu'elles n'auront jamais à craindre de se voir interdire un jour le marché intérieur de la métro-

pole. Les Français qui, au milieu de difficultés sans nombre, consacrent leur vie et leurs capitaux à la mise en valeur agricole et industrielle des colonies ne doivent pas être sacrifiés à ceux qui se contentent de limiter leur activité aux frontières territoriales de la France (1).

* 1. Voir Legrand, *op. cit.*

CHAPITRE III

LES CAPITAUX D'ÉTAT

Nous avons étudié jusqu'ici le problème des capitaux aux colonies dans son ensemble. Il nous faut maintenant entrer dans le détail. La question, en effet, apparaît sous des aspects bien différents suivant le point de vue auquel on se place. Tout d'abord une première et grande distinction doit être établie entre les capitaux que nous appellerons : *capitaux d'Etat*, destinés à faire face à la création ou à l'amélioration de l'outillage public : chemins de fer, routes, ports, irrigations, travaux de salubrité, etc., et les *capitaux privés*, nécessaires aux sociétés et aux personnes. Il serait superflu d'insister sur les différences qui séparent les premiers des seconds, tant en ce qui concerne leur objet que les risques auxquels ils sont soumis, la rémunération différente qu'ils comportent. Etant donnée leur nature particulière, les capitaux d'Etat exigent une étude séparée que nous allons entreprendre dans ce chapitre, nous réservant d'examiner la question des capitaux privés dans la quatrième partie de notre travail.

Les dépenses que l'Etat contracte pour les colonies revêtent un caractère particulier qu'on pourrait

appeler « impérial ». Nos possessions d'outre-mer font partie de la communauté française ; elles constituent la « plus grande France » ; entre elles et la métropole existent une unité et une solidarité qui ont fait leurs preuves dans les heures douloureuses de la guerre et qui doivent se continuer dans la paix. Il est juste que les colonies qui ont mis à la disposition de la mère-patrie attaquée l'intégralité de leurs ressources trouvent auprès d'elle, en retour, l'appui financier et les capitaux indispensables à leur développement.

Nous avons constaté avec regret (1), dans la deuxième partie de ce travail, qu'il était difficile à l'Etat, sinon impossible, de prêter son concours à une solution générale s'appliquant à l'ensemble de notre empire extérieur.

Cependant, la tâche primordiale à accomplir, et sans laquelle tous les autres sacrifices seraient inutiles et sans objet, est la création dans le plus bref délai de cet outillage public exposé dans le programme Sarraut. A quoi bon fonder des entreprises commerciales, défricher et planter des domaines, si les moyens de communication ne permettent pas, d'une part, d'amener facilement les objets manufacturés dont on a besoin, d'autre part, d'exporter les produits indigènes récoltés.

Pour réaliser ces travaux indispensables, il n'est pas nécessaire d'attendre qu'on ait trouvé une com-

1. Projet Sarraut.

binaison financière adaptée à l'ensemble de nos colonies et qui peut se faire désirer pendant de longues années. On peut se mettre immédiatement à l'œuvre en employant, ainsi que le préconisait M. Sarraut (1), les moyens déjà existants : Emprunts directs des colonies, concessions à des entreprises privées, subventions de l'Etat.

Les emprunts directs. — L'emprunt direct n'est possible que si l'équilibre budgétaire de la colonie qui le contracte est facilement réalisé.

Si nous examinons la situation financière de nos possessions coloniales, nous constatons qu'elle est satisfaisante à de rares exceptions près.

D'après les chiffres donnés par M. A. Sarraut (2), les subventions de l'Etat accordées aux colonies pour pourvoir aux dépenses civiles s'élevaient en 1922 à un total de 8.696.763 francs, ramené dans le projet de budget de 1923 à 8.575.781 francs et encore, dans cette dernière somme, l'Afrique Equatoriale à elle seule figure pour 7.068,145 francs. Le reste est représenté par de maigres subventions à de petites colonies peu favorisées : Saint-Pierre et Miquelon (374.126), Tahiti (171.000), Iles Wallis (22.600), Nouvelles-Hébrides (345.000), Réunion (640.010).

Par contre, en général, nos gouvernements coloniaux ont des caisses de réserves bien garnies. L'Indochine, en particulier, dispose ainsi de ressources importantes. On a évalué à 400 millions de francs

1. A. Sarraut, *op. cit.* Avant-propos, p. 21.

2. A. Sarraut, *op. cit.*, p. 68.

les sommes qui dorment dans les caisses de réserve du budget général et les divers budgets locaux de l'Indo-Chine (1). Même en admettant que cette indication comporte une part d'exagération (2), on peut éprouver une légitime satisfaction en comparant cette situation à celle de l'Inde britannique ou d'après l'exposé de Sir Malcom Havley, ministre des Finances, le budget général était en déficit cette année de 23 millions de livres sterling (3).

La situation financière de certaines de nos grandes colonies leur permet donc dès maintenant de faire directement appel au crédit. Elles n'ont du reste pas attendu, pour continuer les travaux de mise en valeur, qu'une solution d'ensemble du problème financier colonial soit intervenue.

La loi du 28 juillet 1921 a autorisé le gouvernement général de l'Algérie à réaliser par voie d'emprunt, à concurrence d'un maximum de 1.600 millions, les sommes nécessaires à l'exécution des grands travaux dont le programme a été arrêté en 1920. En y ajoutant les autorisations législatives antérieures, on voit que l'Algérie a la faculté de faire appel au crédit pour plus de deux milliards. Une première tranche de 335.615.875. francs (emprunt 6 o/o) a été

1. Déclarations de M. Outrey au Conseil colonial de la Cochinchine rapportées par les *Annales Coloniales* du 28 août 1923.

2. M. Sarraut évalue le montant des réserves de l'Union Indochinoise à 250.000.000 francs. Mais il faut noter que la conversion des piastres en francs a été faite au taux budgétaire de 6 francs.

3. Legrand, *op. cit.*

émise en juin 1923. Par la loi du 19 août 1920, le protectorat chérifien a été autorisé à emprunter 744 millions en vue de parfaire son outillage économique. Une première tranche a été récemment réalisée auprès du Crédit Foncier de France. La loi du 19 août 1920 permet au gouvernement tunisien de faire appel au crédit jusqu'à concurrence de 255 millions. Une convention est intervenue entre ce gouvernement et le Crédit Foncier de France pour la réalisation d'une première tranche de 40.000.000 de francs.

L'Afrique Occidentale a emprunté l'an dernier 167 millions, l'Indo-Chine, 6 millions de piastres ; l'Afrique Equatoriale dispose des fonds d'une récente émission de 171 millions. Madagascar a trouvé dans sa caisse de réserve les sommes nécessaires à la continuation de son réseau ferré. La Guadeloupe et la Martinique vont consacrer une partie de leurs disponibilités à améliorer leur outillage.

Cet appel direct des colonies au crédit public pourrait être développé semble-t-il sans inconvénients, car, à l'heure actuelle, la charge obligataire de nos diverses possessions est minime, exception faite toutefois de l'Afrique Equatoriale Française. Elle varie entre 8,26 o/o et 1,75 o/o des recettes annuelles inscrites à leurs budgets (1).

D'après M. Sarraut (2), la proportion des charges d'emprunt dans les dépenses globales des colonies est la suivante :

1. Legrand, *op. cit.*

2. A. Sarraut, *op. cit.*, tableau p. 348.

Afrique Occidentale française..	4,34 o/o
Afrique Equatoriale	8,25 o/o
Indochine.....	2,95 o/o
Madagascar.....	4,48 o/o
Réunion	0,67 o/o
Martinique.....	1,32 o/o
Guadeloupe.....	3,07 o/o
Guyane.....	0,15 o/o
Nouvelle-Calédonie	7,26 o/o

Il est hors de doute qu'un pays riche comme l'Indo-Chine pourrait se procurer d'importants capitaux gagés sur ses seules ressources et sur sa prospérité générale. Si, d'autre part, l'Afrique Occidentale et Madagascar ne peuvent effectuer, par leurs propres moyens financiers, la totalité des travaux prévus pour leur mise en valeur, elles sont loin d'avoir atteint la limite au delà de laquelle, il y aurait danger pour elles de s'endetter davantage.

En Afrique Equatoriale, il en va différemment. La fatalité semble s'acharner sur cette région et les efforts répétés qui ont été tentés pour la sortir de sa torpeur paraissent avoir été prodigués en vain.

La métropole ne devra donc intervenir, en donnant sa garantie, que dans les 2 cas suivants :

1° A titre accessoire, pour aider certaines possessions (Afrique Occidentale, Madagascar) dont les finances sont saines mais dont les dépenses d'équipement sont supérieures à l'effort financier qu'elles peuvent réellement fournir ;

2° A titre principal, aux colonies déshéritées (Afrique Equatoriale, Possessions du Pacifique) dont

l'équilibre budgétaire est incertain et qui, de ce fait, ne sont pas en mesure de trouver les capitaux indispensables à leur développement économique.

Les concessions. — A côté de l'emprunt direct, le système de la concession offre un certain nombre d'avantages qui peuvent le faire préférer.

Il permet, tout à la fois, sans porter atteinte au principe de l'unité budgétaire, de spécialiser l'emploi des sommes demandées et les ressources qui doivent servir à les rémunérer et à les amortir. Le public est de plus en plus porté vers ces placements qui lui offrent un gage particulier ; le souscripteur est assuré que les profits, à retirer des installations créées grâce à ses apports de fonds, seront destinés en premier lieu au paiement des intérêts et dividendes ; en plus de la garantie de l'Etat et du gouvernement local, le souscripteur possède une sécurité réelle représentée par les travaux effectués.

En outre, la colonie, sans tenir compte du bénéfice que lui réserve le contrat de concession, a ainsi le moyen d'attirer et de fixer dans le pays des sociétés puissantes, directement intéressées à son avenir, et qui, de ce fait, seront incitées à favoriser la création d'entreprises nouvelles et l'intensification des transactions commerciales. Elles pourront d'autant mieux faciliter l'apport de capitaux qu'elles disposeront, en général, dans la métropole de concours financiers importants ; leur patronage suffira, dans bien des cas, à intéresser le public à une affaire.

Sans chercher à l'étranger : Inde Anglaise ou Congo

Belge, nous trouverons en Afrique du Nord des exemples frappants qui nous édifieront sur les résultats de la méthode des concessions au point de vue création d'entreprises nouvelles.

Le groupe qui a obtenu la concession du port de Fédhala (Compagnie du Port de Fédhala, 1^{er} juillet 1914) déjà installé sur place (Compagnie franco-marocaine de Fédhala, 1912) a été amené à développer son action. Il a créé successivement la « Cité Fédhalienne » société d'habitations à bon marché, la « Société d'Etudes marocaines pour le commerce, l'industrie et les mines » qui a participé à la création de plusieurs entreprises dont elle est le représentant en France : « Manufacture marocaine de calorifiques et lièges agglomérés », « Pêcheries de Fédhala », « Pêcheries de Tanger » (Juan Martin). Nous retrouvons plusieurs des administrateurs de la Compagnie du Port de Fédhala dans de nombreuses entreprises marocaines parmi lesquelles la Société marocaine de charbons et briquettes, l'Atlantide (société de transport et de transit), la Société des entrepôts frigorifiques de l'Afrique du Nord, etc.

N'est-ce pas les parts d'intérêts dans la Banque d'Etat du Maroc confiées à la Banque de Paris et des Pays-Bas par le Gouvernement français et le consortium des établissements de crédit souscripteurs de l'emprunt de 1904, qui l'ont poussée à s'intéresser à l'empire chérifien alors qu'elle négligeait presque complètement les autres parties de notre domaine colonial ?

Par les nouvelles entreprises qu'elles ont été amenées à créer ou à patronner, les sociétés d'intérêt public ont rendu de grands services à la cause coloniale et contribué puissamment à la mise en valeur des possessions françaises. Il importe donc de développer, dans la mesure du possible, le régime des concessions de certains services publics à d'importantes sociétés privées. Il faut revenir sur la timide politique trop souvent adoptée par l'administration qui, sous prétexte d'éviter le reproche de favoritisme, n'hésite pas à renoncer à toute conception d'association avec les particuliers. Cela est d'autant plus regrettable que les titres des sociétés d'intérêt public, par la faveur dont ils jouissent auprès de l'épargne, permettent, par voie de conséquence, d'attirer l'attention des capitalistes vers des régions insuffisamment connues d'eux.

Les subventions. — Il peut paraître inutile de parler de subvention alors que nous avons vu précédemment que la situation budgétaire de la France ne lui permet pas — malgré tous les avantages qu'elle pourrait en retirer — de financer le programme de mise en valeur de son domaine colonial.

M. Albert Sarraut a cependant indiqué (1) un genre de subvention qui, suivant la tournure que prendront les événements, pourrait donner quelques résultats. Il a préconisé qu'à défaut de subvention en argent, l'Etat apporte son appui sous forme de contribution « en nature », en affectant aux colonies une partie des prestations imposées à l'Allemagne au titre des réparations.

D'après lui, les travaux prévus dans le programme qu'il a soumis aux Chambres comportent une dépense de 700 millions de francs environ en ce qui concerne le gros œuvre métallurgique et spécialement le réseau des voies ferrées. Sur ce chiffre, une somme de 300 millions constitue la part du matériel fixe dont la fourniture pourrait être demandée à l'Allemagne, le reste de la dépense intéressant le matériel roulant serait réservée à l'industrie nationale.

Ainsi donc, en attendant la réalisation d'un système financier d'ensemble, nos colonies, par les moyens dont elles disposent et en particulier par l'emprunt direct et la concession, peuvent se procurer une partie appréciable des ressources qu'exige leur mise en valeur.

QUATRIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DES CAPITAUX DANS LES DIFFÉRENTES COLONIES

Lorsque la tâche primordiale de création d'un outillage économique aura été accomplie, il est hors de doute que les capitaux se porteront aisément vers nos possessions coloniales pour alimenter les personnes et les sociétés privées, et cela avec d'autant plus de facilité que le régime bancaire se trouvera en harmonie avec leur situation et leurs besoins. Nous sommes certains — nous avons déjà insisté sur ce point — qu'au fur et à mesure de l'expansion économique de nos colonies, les organismes financiers qui y sont installés se renforceront. Nous convenons sans peine qu'il serait absurde de fonder par exemple un établissement de « crédit foncier » dans un pays où le régime de la propriété n'est pas encore défini ou d'instituer un « crédit agricole » dans des régions où les habitants se contentent de la cueillette et où la sécurité des récoltes est incertaine.

Nous ne croyons pas cependant sortir de notre sujet — la question des placements de capitaux étant si étroitement liée à l'organisation et à la politique des banques — en jetant un coup d'œil rapide sur

l'économie générale et le système bancaire de nos différentes possessions, les améliorations qu'il convient d'envisager en prévision de leur développement futur, les mesures qui, d'ores et déjà, seraient susceptibles de rendre l'appel au crédit plus efficace.

Au début de cette étude, nous tenons à reconnaître le rôle particulièrement important joué par nos banques coloniales d'émission. Loin de nous l'idée d'une critique systématique de ces établissements de crédit dont il serait absurde, à nos yeux, de contester l'utilité du privilège qui leur est concédé. Dans les lignes qui vont suivre, nous aurons l'occasion d'insister sur les services éminents qu'ils ont rendu au commerce, à l'agriculture et à l'industrie, les facilités qu'ils ont apporté dans le règlement des transactions entre la métropole et ses colonies.

Nous n'en serons que plus à notre aise pour procéder à l'examen auquel nous désirons nous livrer dans l'ordre suivant :

- 1° Afrique du Nord ;
- 2° Afrique Occidentale et Equatoriale ;
- 3° Madagascar ;
- 4° Indochine ;
- 5° Les vieilles colonies : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion.

En dehors des colonies ci-dessus, les autres régions de notre empire extérieur, quoique certaines offrent un réel intérêt, soit historique (Etablissements français de l'Inde, Saint-Pierre et Miquelon) ou stratégique (Cote des Somalis) auquel s'ajoute une incon-

testable valeur économique, ne semblent pas devoir retenir particulièrement notre attention, tout au moins au point de vue qui nous occupe. Cependant, par suite de l'importance acquise ces temps derniers par les problèmes touchant l'Océan Pacifique, nous dirons quelques mots des possessions françaises qui s'y trouvent : Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides et Etablissements français de l'Océanie.

CHAPITRE PREMIER

AFRIQUE DU NORD

En dehors des nombreuses succursales que les établissements de crédit de la Métropole (1) possèdent en Afrique du Nord, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont dotés d'un ensemble d'institutions de crédit très complet et en mesure de satisfaire pleinement les divers besoins de la clientèle.

Les banques d'émission sont représentées par la *Banque de l'Algérie* qui exerce son privilège dans les 3 départements algériens et la Tunisie et par la *Banque d'Etat du Maroc* qui est autorisée à émettre ses billets dans l'empire chérifien. Ces deux établissements, suivant la saine politique de leur illustre aînée, la « Banque de France », se sont scrupuleusement cantonnés dans leur rôle d'instituts d'émission et de réescompte.

La Banque de l'Algérie, après une crise grave con-

1. Presque tous les grands établissements de crédit possèdent des succursales en Afrique du Nord, en particulier la Société générale, le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte (en Tunisie seulement) la Société marseillaise de crédit industriel et de dépôts.

La Banque of British West Africa Ltd a ouvert de nombreuses agences au Maroc. La Barclays Bank (Overseas) Ltd, anciennement Cox et C^e, s'est installée depuis la guerre à Alger et à Oran.

sécutive à l'ouverture de crédits excessifs, survenue à la fin du siècle dernier, jouit maintenant d'une brillante prospérité qui lui a permis de rendre à l'Etat d'importants services pendant la guerre. On peut dire, toutes proportions gardées, qu'elle est une seconde Banque de France.

La Banque d'Etat du Maroc a un caractère tout particulier qu'elle tient de ses origines internationales. Ses statuts ont été élaborés par un comité spécial institué par l'article 57 de l'acte général de la Conférence d'Algésiras qui, après avoir divisé le capital social en 14 parts, en a réservé 12 aux différents Etats européens ayant déclaré se prévaloir de leur droit de souscription (une part à chaque état) et deux attribuées (1) au consortium de banques françaises (2) signataires du contrat du 12 juin 1914 (Emprunt 62.500.000 francs contracté par Abd-el-Aziz). Depuis la guerre, trois états ont cessé d'avoir une part dans le capital de la banque. La participation de

1. Article 6 des statuts.

2. Le consortium était composé de :

La Banque de Paris et des Pays-Bas, désignée comme chef du groupe ;

Le Comptoir National d'Escompte de Paris.

La Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ;

La Société Marseillaise de crédit industriel et de dépôts ;

La Société générale de Crédit Industriel et Commercial ;

La Banque Impériale Ottomane ;

La Banque Française pour le commerce et l'industrie ;

Le Crédit Algérien ;

La Banque J. Allard et Cie.

La Banque de l'Indochine ;

La Banque de l'Union Parisienne.

l'Allemagne a été attribuée conformément à l'article 145 du traité de Versailles à une banque désignée par l'Etat français : la « Banque de l'Algérie ». Les parts russes et austro-hongroises ont été rachetées directement par le consortium. Aujourd'hui, en y comprenant la part du Gouvernement marocain, la France possède 7 parts sur 14. Ajoutons que la Banque d'Etat du Maroc qui s'est constituée une encaisse métallique importante, a réussi à réaliser, dans d'heureuses conditions, la réforme monétaire en substituant le franc à la peseta Hassani et en assurant la parité du franc marocain avec le franc français (1).

La *Compagnie Algérienne* (2) (capital 100 millions) et le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie* (3)

1. Convention du 29 décembre 1921 avec le Trésor français.

Le Trésor français a ouvert à Paris à la Banque du Maroc, un compte courant qui est crédité du montant des mandats postaux émis par la France sur le Maroc et débité du montant de ceux émis par le Maroc sur la France ; quand le solde du compte est créditeur, la banque ne peut en disposer, mais le Trésor lui paie des intérêts ; quand il est débiteur, la banque n'en doit pas le remboursement autre part qu'au Maroc, mais elle paie des intérêts au Trésor.

Il n'y a donc jamais lieu de faire des remises effectives d'un pays à l'autre pour balancer le compte, donc pas de couverture et partant, pas de change entre le Maroc et la France. C'est le système que la Métropole applique avec l'Algérie et qui a fait ses preuves.

2. Succursales en Algérie : Alger, Bône, Constantine, Oran et 64 agences ou bureaux rattachés.

En Tunisie : Tunis et 9 agences rattachées.

Au Maroc : Tanger, Casablanca et 14 agences rattachées.

En France : Paris (siège social), Bordeaux, Cannes, Marseille, Montpellier, Nice et 9 agences rattachées.

3. Succursales en Algérie : Alger, Bône, Blidah, Constan-

(capital 125 millions), avec leurs ressources importantes et leurs nombreuses agences, constituent les deux grands établissements de crédit, banques de dépôts et d'escompte, de nos possessions nord-africaines. Ils se différencient cependant des banques similaires françaises par la pratique, sur une plus large échelle, des crédits de campagne, consentis à l'agriculture.

Le Crédit Foncier de France quoique autorisé, par le décret du 11 janvier 1860, à étendre ses opérations à l'Algérie, n'intervient, en Afrique du Nord, que par

tine, Oran, Setif, Sidi-bel-Abbès et 57 agences rattachées.

Succursales en Tunisie : Tunis et 17 agences rattachées.

Succursales au Maroc : Tanger, Casablanca et 12 agences rattachées.

Agences en France à Bordeaux, Marseille, Nantes et Lyon et à l'étranger : Londres, la Valette (Ile de Malte), Beyrouth, Gibraltar. Ajoutons que le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, dont l'influence en Méditerranée Orientale est grande, a développé son action en Syrie. En dehors de l'installation d'une succursale à Beyrouth, cet établissement a participé à la création de nombreuses affaires parmi lesquelles la Banque française de Syrie et surtout le Crédit Foncier de Syrie dont il détient une importante part du capital. D'autre part, la Caisse hypothécaire d'Egypte et le Crédit Foncier d'Orient ont confié au Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie la gestion d'une somme de 50 millions destinée à effectuer des opérations hypothécaires dans le Levant. Le Crédit Foncier d'Algérie a du reste prévenu le Crédit Foncier de France (voir : rapport sur l'exercice 1920) que, si les circonstances permettaient l'extension à la Syrie de ses opérations en participation dans les mêmes conditions qu'en Algérie, en Tunisie et au Maroc, il était prêt à faire entrer dans le cadre de ces opérations celles conclues par lui en Syrie.

Ainsi notre colonie à mandat de la Méditerranée Orientale, où la Banque de Syrie (Filiale de la Banque impériale ottomane) a de nombreuses succursales et agences, dispose dès maintenant des organismes bancaires nécessaires à son développement économique.

l'intermédiaire du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie qu'il a constitué en 1880 et auquel il avance les fonds nécessaires. Comme nous venons de le voir, ce dernier établissement continue à consentir des prêts mais il a surtout orienté son activité vers les opérations de banque (1). On a quelquefois critiqué cette organisation du crédit foncier en Afrique du Nord, en faisant ressortir les longueurs et les formalités qu'entraîne pour les emprunteurs la dépendance du Crédit Foncier d'Algérie à l'égard du Crédit Foncier de France et sa tendance à délaisser les prêts hypothécaires pour se consacrer à des opérations bancaires. Remarquons cependant que, de 1881 à 1922, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie a réalisé en Afrique du Nord 8163 prêts représentant 185.777.688 fr. 71, dans lesquels sont compris 563 prêts tunisiens pour 13.668.039 fr. 50 et 89 prêts marocains pour 5.618.000 francs.

Il est certain que ces sommes sont loin de représenter la totalité de la dette hypothécaire de l'Afrique du Nord, car beaucoup de particuliers habitant la métropole ont consenti des prêts à des colons algériens et tunisiens. Elles témoignent toutefois des services rendus par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie qui continue tous les ans à réaliser des opérations foncières (2).

1. Au compte de profits et pertes du 31 décembre 1922, le produit net des opérations de banque figure pour 37.180.091 fr. 85 alors que le produit des affaires foncières en participation avec le Crédit Foncier de France n'atteint que 443.350 fr. 12.

2. En 1922, 131 prêts à long terme pour 7.299.865 fr. 90 et 65 ouver-

L'Afrique du Nord (l'Algérie en particulier) possède également un réseau suffisant de banques locales et spéciales.

La Banque de l'Algérie a favorisé la constitution (1) d'une série de petits comptoirs d'Escompte formés entre les principaux propriétaires d'une région : Caisse agricole et commerciale de Guelna, Comptoirs d'Escompte d'Affreville, d'Ain-Temouchent, de Marengo, de Mascara, de Médéa, de Relizane, de Sidi-Bel-Abbès.

En 1916, il y avait en Algérie 40 caisses régionales et 271 caisses locales de crédit agricole, constituées conformément à la loi du 5 novembre 1894 ; cette organisation de crédit mutuel a été étendue à la Tunisie par décret du 25 mai 1905. Pour pallier à l'usure, dont sont victimes trop fréquemment les indigènes, les pouvoirs publics ont favorisé la constitution de sociétés de prévoyance, de secours et de prêts éventuels qui sont à la fois des associations charitables et des organismes de crédit mutuel. En 1918, il en existait 205 dont l'avoir dépassait 32 millions. Un décret du 20 mai 1907 a décidé la création dans chaque caïdat tunisien d'une « société de prévoyance indigène » sur le modèle de celles qui existent en Algérie.

tures de crédit pour 960.400 francs. Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale des actionnaires du 26 mai 1923.

1. Cela dans le but d'apposer sur le papier à quatre-vingt-dix jours la seconde signature nécessaire pour que la banque pût l'admettre à l'escompte. Il y eut du reste des abus qui entraînèrent la crise dont nous avons parlé.

Comme banques d'affaires, nous pouvons citer le *Crédit algérien pour favoriser le développement agricole, commercial et industriel de l'Algérie* qui a participé à de nombreuses émissions, la *Compagnie générale du Maroc* soutenue par la Banque de Paris et des Pays-Bas et un établissement récent, la *Banque industrielle de l'Afrique du Nord* (1) auquel la Banque de l'Algérie s'est engagée à apporter son concours lors du dernier renouvellement de son privilège. La Banque industrielle de l'Afrique du Nord est représentée au Maroc par la *Banque algéro-tunisienne pour le commerce d'exportation*.

Signalons enfin, la *Banque de Tunisie* et la *Banque commerciale du Maroc*, filiales de la Banque Transatlantique ; la *Banque Française du Maroc*, au capital de 30 millions (fusion en une seule entreprise du Crédit Foncier Marocain, du Crédit Franco-Marocain du Commerce Extérieur et de la Société Foncière Marocaine) qui est patronnée par le Crédit Foncier du Brésil.

Cette longue énumération permet de se rendre compte de la sérieuse organisation du système bancaire de l'Afrique du Nord. Tout au plus pourrait-on souhaiter que les prêts hypothécaires soient réalisés avec plus de facilités. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ces régions, favorisées par leur situation géographique voisine de la métropole, aient attiré la grosse part des capitaux investis par les

1. Créée en 1920 au capital de 10 millions.

Français dans leurs colonies. Sur un total de 7 milliards plus de 4 milliards 1/2 ont été consacrés à la mise en valeur de l'Afrique Mineure. Il est vrai que les capitalistes y ont trouvé à employer leurs disponibilités sous les formes les plus diverses. Il faut dire aussi que parmi les placements coloniaux, les valeurs nord-africaines ont été celles qui ont causé le moins de déceptions. Un grand nombre d'entreprises ont réussi brillamment et distribuent à leurs actionnaires des dividendes réguliers et largement rémunérateurs.

Nous sommes persuadés que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, qui possèdent des organismes techniques puissants et sérieux, continueront à trouver auprès des capitalistes français le plus bienveillant accueil.

CHAPITRE II

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE

Le privilège d'émission dans nos colonies de la côte occidentale d'Afrique est exercé par la *Banque de l'Afrique Occidentale* issue de la transformation de l'ancienne Banque du Sénégal. Elle possède des succursales à Dakar, Conakry, Porto-Novo, Grand Bassam et Duala. Elle n'a à Libreville qu'un correspondant, car son privilège n'a pas été étendu à l'Afrique Equatoriale.

A côté de l'établissement d'émission, nous ne trouvons guère que la *Banque française de l'Afrique Equatoriale* (1) qui, cantonnée d'abord au Congo français, n'a pas tardé à étendre son champ d'action et à installer des agences sur les points les plus importants, aussi bien de l'Afrique Occidentale que de l'Afrique Equatoriale.

On peut être étonné à première vue, en constatant que deux établissements bancaires seulement consacrent leur activité à de si vastes régions. On peut se demander s'il n'y a pas là une lacune grave qu'il conviendrait de combler au plus tôt. A notre sens, nous allons dire plus loin pourquoi, il ne nous semble pas y avoir place, momentanément tout au moins, tant en Afrique Occidentale qu'en Afrique Equatoriale, pour d'autres établissements de crédit.

1. Capital 15.000.000 de francs. Réserves 7.000.000.

Tout au plus pourrait-on souhaiter voir le Sénégal doté d'un crédit foncier. Le régime de la propriété y est bien défini et les prêts hypothécaires y sont actuellement consentis par des particuliers (commerçants ou syriens) à des taux beaucoup trop élevés.

La création de nouvelles entreprises, qui ne manqueraient pas d'amener rapidement l'installation de sociétés de crédit, est subordonnée en A. O. F. et en A. E. F. à une question essentielle : la main-d'œuvre.

Le manque de main-d'œuvre. — Dans les régions tropicales, les travailleurs ne peuvent être recrutés que parmi les indigènes et les ouvriers immigrés, appartenant à des races vivant depuis des centaines d'années dans des régions de même climat ; l'Européen ne saurait travailler manuellement : il doit être uniquement un dirigeant. Or les 3.739.200 kilomètres carrés de l'Afrique Occidentale sont occupés par 12.273.566 indigènes et 9.650 Européens soit moins de 4 habitants au kilomètre carré (1) ; en

1. Girault, *op. cit.*, t. II. Note préliminaire. Tableaux, p. VII.

Afrique Occidentale française

	Européens	Indigènes	Km. c.	Densité
Sénégal.....	5.287	1.220.236	192.000	6,37
Mauritanie.....	214	261.532	400.000	0,65
Guinée.....	1.386	1.874.565	231.702	8,11
Cote d'Ivoire.....	835	1.544.845	315.000	4,90
Dahomey.....	538	841.705	107.000	7,87
Soudan.....	983	2.473.606	923.500	2,67
Haute-Volta.....	191	2.973.251	370.000	8,02
Niger.....	216	1.083.826	1.200.000	0,90
	9.650	12.273.566	3.739.202	
Togo (col. à mandat).	210	670.694	56.700	12
	9.860	12.944.260	3.795.902	

Afrique Equatoriale 2.848.936 indigènes et 1932 Euro-
péens vivent sur 2.055.870 kilomètres carrés, à peine
un peu plus d'un habitant par kilomètre carré et
encore la statistique accuse-t-elle pour le Gabon et
le Moyen-Congo une diminution sensible sur les
recensements antérieurs!

Dans de telles conditions, comment mettre en
valeur un sol qui peut être très propice à des cul-
tures variées, si on ne dispose pas des bras suffisants
pour le défricher et pour assurer l'exploitation régu-
lière des plantations? A quoi bon créer d'import-
tantes sociétés commerciales s'il leur est impossible,
par suite de la faiblesse numérique des habitants, de
réaliser le chiffre d'affaires nécessaire pour rémuné-
rer leur capital social?

Disons tout d'abord qu'il convient de ne pas se
lancer à la légère dans de vastes entreprises qui
peuvent paraître intéressantes à première vue, mais
qui ne tarderaient pas à amener de cruelles décon-
venues. Nous avons signalé à plusieurs reprises le
danger de ces déceptions qui ne manqueraient pas
de détourner à jamais des affaires coloniales l'ensem-

(Suite de la note de la page précédente).

Afrique Equatoriale française

	Européens	Indigènes	Km. c.	Densité
Gabon.	623	338.778	274.870	1,5
Moyen Congo.	769	581.143	240.000	2,5
Oubangui-Chari.	261	607.644	293.000	2
Tchad.	270	1.271.371	1.248.000	1
	1.932	2.848.936	2.055.870	
Cameroun (col. à mand.)	900 (?)	3.000.000	431.320	7
	2.832	5.848.936	2.487.170	

ble des capitalistes. C'est ainsi qu'on a souvent parlé ces temps derniers (1) d'un grandiose projet d'irrigation de la vallée du Niger : 1.300.000 hectares pourraient être ainsi livrés à la culture cotonnière. On s'est plu à célébrer les magnifiques réalisations des Anglais dans l'Inde et en Egypte et à critiquer l'inertie française dans cet ordre d'idées. On a oublié que ces travaux d'irrigation avaient été effectués dans des pays surpeuplés où la culture du coton pouvait trouver les nombreux travailleurs qu'elle exige. Dans la région du Niger, rien de semblable : population clairsemée et indolente ; impossibilité de recruter à proximité les bras indispensables. Nous citerons à ce sujet l'opinion de M. Angoulvant, ancien gouverneur général de l'A. O. F., qui s'exprime ainsi (2) :

« Une idée pouvait séduire particulièrement l'opinion métropolitaine : les pays riverains du Niger « ce Nil français » et du Sénégal, peuvent et doivent, au moyen de travaux appropriés, semblables à ceux qui ont été réalisés en Egypte, donner, dans un délai relativement court, des résultats identiques à ceux que les Anglais ont obtenus dans la vallée du Nil.

« Il me paraît indispensable de placer des réalités

1. A. Sarraut, *op. cit.*, pp. 170-176 et 404-409. Voir Mission Belime, *les Irrigations du Niger*. Paris, Emile Larose, 1921.

2. Note publiée par le Comité d'Action agricole de l'Union coloniale française. Citée par M. Daniel Zolla dans son travail sur la main-d'œuvre aux pays chauds, XI^e Congrès international d'Agriculture, 7^e section. Librairie agricole de la maison rustique, Paris.

en face de ces vues bien intentionnées, mais quelque peu théoriques.

« Je n'ai pas besoin d'insister sur ce fait que la culture du coton exige un certain nombre de conditions qui, toutes, se trouvent remplies dans les contrées où elle a pris un développement intensif. Les conditions essentielles sont :

1° Un climat approprié ;

2° De l'eau... de préférence sous forme d'irrigation ;

3° Des terres de qualité convenable ;

4° *De la main-d'œuvre.*

« L'Inde, le Delta du Nil, les oasis du Turkestan sont des pays à population dense. Là où la population était clairsemée, comme aux Etats-Unis, la culture du coton n'a pu être développée que par l'implantation artificielle de main d'œuvre nouvelle. Tel a été le cas de l'Amérique où, ne l'oublions pas, la culture du coton a été une des principales raisons de l'extension de l'esclavage et la cause essentielle de la guerre de Sécession, qui fut avant tout la lutte pour la main-d'œuvre cotonnière.

« Or, si l'A. O. F. offre un climat propice, des terres d'une fertilité suffisante, si elle possède également l'eau nécessaire à l'aménagement des irrigations, il lui manque la population.

« On évalue à trois millions d'hectares les terres facilement irrigables des vallées du Sénégal et du Niger. Tandis que l'Egypte, surpeuplée avec ses onze millions d'habitants, a toute son activité con-

centrée depuis des siècles dans la vallée et dans le delta du Nil, l'A. O. F., grande comme soixante-dix fois l'Egypte, n'a qu'une population sensiblement égale à celle de cette contrée. Les habitants sont dispersés sur des espaces immenses : quatrecent mille individus à peine peuplent les vallées des grands fleuves et sur ce nombre beaucoup sont des pasteurs qui nomadisent avec leurs troupeaux et ne se livrent pas à la culture »...

Telle est l'opinion d'un colonial bien informé que nous avons choisie parmi un grand nombre d'autres non moins édifiantes (1).

M. A. Sarraut qui a consacré à cette question plusieurs pages de son ouvrage sur la mise en valeur des colonies n'a pas manqué d'examiner ce point. Il écrit : « Les difficultés de main-d'œuvre sont plus préoccupantes, la culture du cotonnier exigeant une moyenne de deux personnes par hectare produisant 400 kilogrammes de fibres. » Il compte, pour remédier à ce manque de travailleurs, sur des immigrations d'indigènes de pays voisins, en particulier de la Haute Volta. Il ne faut pas oublier toutefois que la population de cette région, qui est une des plus peuplées de l'A. O. F., ne dépasse pas trois millions, soit une densité de huit habitants par kilomètre carré et qu'elle ne pourra fournir par conséquent que des ressources limitées. Nous ne prétendons pas, bien entendu, que le manque de main-d'œuvre abondante

1. Daniel Zolla, *op. cit.*

doive empêcher toute tentation de réalisation, surtout lorsqu'il s'agit d'étendre la culture du coton. Notre pays a un trop grand intérêt, un intérêt vital peut-on dire, à développer le champ cotonnier de ses colonies. Mais lorsqu'on se propose de faire appel au crédit dans une mesure aussi large, en vue de mettre en culture des régions où la population est clairsemée, nous demandons qu'on se soit assuré au préalable :

1° Qu'il n'existe pas d'autres moyens, ou des méthodes différentes permettant d'obtenir les résultats cherchés avec des dépenses moindres

2° Qu'il sera possible, les travaux effectués, de trouver facilement les bras nécessaires à une exploitation productive des terrains aménagés, de façon qu'on soit certain, à moins de circonstances extraordinaires, de pouvoir rémunérer comme il convient les capitaux engagés.

Rien, en effet, ne serait plus désastreux pour la cause coloniale en général, et pour l'avenir de notre A. O. F. en particulier, qu'une telle entreprise, si elle devait aboutir à un échec. La question mérite donc d'être étudiée très soigneusement et sous toutes ses formes ; nous savons qu'on s'y emploie et qu'une mission d'ingénieurs et d'agronomes a été envoyée sur place (1). Nous ne saurions trop nous réjouir que les controverses soulevées par le plan d'aménagement du Niger moyen, si brillamment dressé au

1. *Le Monde colonial illustré*, n° d'octobre 1923. Article du général Hélo sur « La Production cotonnière du Soudan français ».

point de vue technique par M. l'ingénieur Belime, aient abouti à ce résultat.

Dans nos colonies de l'Afrique tropicale la question de la main-d'œuvre reste donc essentielle. Tout projet sagement conçu et sérieusement étudié, doit proportionner les réalisations à l'importance de la population susceptible d'en tirer profit ainsi qu'aux possibilités d'exploitation. Il y a là toute une série de problèmes variés, dont la solution paraît fort difficile à trouver. Nous nous contenterons de les signaler, leur étude dépassant le cadre de notre travail : accroissement de la productivité du travail manuel pour remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre ; accroissement et conservation de la main-d'œuvre par la lutte contre la mortalité infantile, les épidémies, la tuberculose et la syphilis (1), etc...

Par suite de la faiblesse numérique des habitants, les entreprises ne peuvent atteindre un degré de spécialisation marqué. Pour réaliser un chiffre d'affaires suffisant, elles sont obligées de porter leur activité sur des objets multiples. Les sociétés les plus prospères sont celles qui ont développé leurs exploitations dans les branches les plus diverses, véritables bazars ; vendant toutes sortes de marchandises importées de France et de l'étranger, achetant tous produits indigènes.

Exemples : la Compagnie française de l'Afrique

1. Voir *Mémoire* du docteur G. Martin, médecin principal des troupes coloniales, vol. IV des comptes rendus du Congrès d'Agriculture coloniale. Challamel, 1920.

Occidentale exporte : ameublement, armes et munitions, articles de navires, articles de Paris, boissons de table et de traite, comestibles, coutellerie, droguerie, épicerie, horlogerie, matériaux de construction, outillage, tissus de coton, de laine, bonneterie, habillement, etc. Elle importe en Europe : arachides, palmistes, huile de palme, caoutchouc, cire, peaux, maïs, cacao, gomme, etc.

Les Etablissements Ch. Peyrissac et C^{ie} se livrent aux mêmes transactions. A cet ensemble d'opérations d'importation et d'exportation, les Etablissements Maurel et Prom ajoutent un service d'armement (entre Bordeaux, Marseille et le Sénégal), l'exploitation d'entrepôts frigorifiques et d'une usine à glace à Dakar.

La Compagnie Générale de l'Afrique française (Anciens Etablissements M. Plantey et C^{ie}) possède des usines pour la fabrication de l'huile de palme à Imperié et Afonkou (Côte d'Ivoire) et à Bègle, près de Bordeaux, une huilerie, savonnerie, stéarinerie.

En A. E. F. la Compagnie forestière Sangha-Oubangui, en dehors de l'exploitation de ces 17 millions d'hectares de concessions, exporte tous articles de traite et produits de ravitaillement.

Mais les entreprises de l'Afrique tropicale n'ont pas seulement intérêt à étendre le plus possible leur champ d'action, il faut qu'elles tâchent de concentrer leurs efforts soit par des ententes ou par la fusion en une seule affaire de sociétés connexes. Une concurrence trop acharnée ne saurait être que stérile dans

des pays où une économie encore imparfaite risque à chaque instant d'entraîner des échecs irréparables. C'est pourquoi, il y lieu d'approuver l'absorption récemment réalisée des Etablissements Salagna par les anciens Etablissements Ch. Peyrissac ; la fusion, en 1910, par la constitution de la Compagnie forestière Sangha-Oubangui de onze (1) sociétés concessionnaires installées dans le bassin du Moyen Congo et de l'Oubangui ; le groupement en 1911, pour former la Société agricole, forestière et industrielle pour l'Afrique (S. A. F. I. A.) de quatre autres sociétés concessionnaires de l'Afrique Equatoriale (2).

Les facilités de crédit. — A l'activité multiple et à la concentration des efforts doivent s'ajouter des facilités de crédit. Nous avons vu précédemment, lorsque nous avons étudié les modalités d'exploitation des affaires coloniales, l'importance qu'il y avait pour elles à pouvoir mobiliser la valeur représentée par leurs produits. Cette constatation s'applique tout particulièrement aux sociétés de l'A. O. F. et de l'A. E. F., surtout à celles qui ont des comptoirs ou des établissements dans l'intérieur du pays ; il faut qu'elles puissent trouver en dehors de leur capital, par des combinaisons

1. Haute Sangha ; Ekéla-Kadei-Sangha ; Compagnie des Caoutchoucs et Produits de la Lobaye ; M'Poko ; Compagnie française du Congo ; Compagnie commerciale et coloniale de la Kadei Sangha ; Compagnie de la Sangha ; Société bretonne du Congo ; Ibengha ; Société coloniale du Baniembé ; Société des Produits de la Sangha-Lippa-Quessou.

2. Société de Setté-Kama, Compagnie française du Congo occidental, Compagnie coloniale de Fernand-Vaz, Société du Littoral Bavili.

bancaires peu coûteuses, la plus grosse partie de leur fonds de roulement. Nous avons signalé le temps, parfois extrêmement long, qui s'écoule entre le moment où les produits sont disponibles à l'origine et le jour où l'on encaisse en Europe le montant de leur vente. Il en est de même pour les marchandises importées dans la colonie. La durée de toutes ces opérations dépasse dans la plupart des cas l'usage maximum des tirages admis habituellement dans la métropole, soit quatre-vingt-dix jours. Nous avons cité plusieurs exemples, notamment celui des bois de l'Oubangui, pour lesquels, par suite du séchage, il faut compter neuf mois environ.

Si les entreprises de ces régions veulent poursuivre régulièrement leur marche, il est nécessaire qu'elles puissent faire escompter les effets représentatifs de la valeur de leurs marchandises ou de leurs produits en route. Il y a là une difficulté. Nous savons que les banques la tournent au moyen de plusieurs procédés parmi lesquels : escompte de tirages documentaires de la colonie sur France et réciproquement à trente, soixante et quatre-vingt-dix jours *de vue* ; renouvellement, presque toujours admis, des effets arrivés à leur échéance. Ces facilités doivent être développées le plus possible lorsqu'elles sont accordées, bien entendu, à des entreprises sérieuses. Dans cet ordre d'idées, la création de la Banque de l'A. E. F. a été d'un excellent effet, car elle a permis aux sociétés et aux particuliers de trouver auprès d'elle des conditions de crédit moins rigoureuses que celles de la

Banque de l'A. O. F., institut d'émission, qui doit suivre à la lettre les règles strictes posées par ses statuts.

En résumé, si les entreprises qui désirent se créer en Afrique tropicale veulent obtenir des résultats heureux, susceptibles d'attirer vers elles l'épargne française, elles doivent s'inspirer des quelques idées que nous venons d'énoncer et qui nous ont été dictées principalement par la faiblesse numérique de la population indigène.

CHAPITRE III

MADAGASCAR (1)

L'organisation bancaire. — Seule de toutes nos possessions, Madagascar n'a pas encore sa banque d'émission (2).

Cette situation anormale est d'autant plus surprenante qu'un grand établissement de crédit de la métropole — exemple unique en dehors de l'Afrique du Nord — est installé depuis longtemps dans l'île. Dès 1886, à la suite de notre première expédition et à la demande du Gouvernement français, le *Comptoir National d'Escompte de Paris*, se chargeait de réaliser sur le marché métropolitain un emprunt du Gouvernement hova, destiné, en particulier, à payer une indemnité de 10 millions à la France. L'emprunt était garanti par certaines ressources douanières dont l'encaissement devait être surveillé par les représentants de la banque émettrice. Moins de

1. Nous nous sommes fréquemment inspirés dans ce chapitre de l'intéressant ouvrage de M. G. Gayet, *la Circulation monétaire et le crédit à Madagascar*. Librairie Makaire-Aix en Provence.

2. L'Afrique Equatoriale est aussi dans le même cas ; toutefois, la Banque de l'Afrique Occidentale a un correspondant à Libre ville.

deux ans après, le Comptoir d'Escompte était amené à créer des agences à Tananarive et à Tamatave. Il s'est installé ensuite successivement, à Majunga (1894), Diego Suarez (1900), Mananjary (1902), Tuléar (1904) et Nossi-Bé (1908). Sa puissante influence financière qui eut raison de la concurrence acharnée d'une banque anglaise : la New Oriental Bank, s'est faite sentir dans toutes les branches de l'activité de Madagascar, où cet établissement a exercé du reste, jusqu'à ces derniers temps, une sorte de monopole sur les opérations de banque. Il faut dire qu'il a assuré, même pendant les périodes difficiles, un service d'une régularité parfaite et qu'il a su fournir aux commerçants, sans en excepter les indiens et les asiatiques, des facilités étendues.

C'est seulement depuis la guerre que se sont établies deux autres banques. Malgré la faiblesse de leur capital social, elles n'en sont pas moins des établissements susceptibles d'avenir, car elles ont chacune leur siège social à Paris et disposent toutes deux d'appuis importants dans la métropole. La première : la *Compagnie de l'Océan Indien* (capital 5 millions de francs) fondée au début de 1919 est spécialisée dans les opérations bancaires sur marchandises ; elle a d'étroites liaisons avec la Compagnie Havraise Péninsulaire. La deuxième : le *Credit Foncier de Madagascar* (capital 5.500.000 fr. pouvant être porté à 20 millions par simple décision du Conseil d'administration) créé fin 1919, a de nombreuses attaches avec la Compagnie des Messa-

geries Maritimes. Son but principal est de consentir des prêts hypothécaires, mais en réalité, de telles opérations exigeant des immobilisations de longue durée, le Crédit Foncier de Madagascar se livre surtout à des opérations d'escompte et de banque pure.

Pour que ces institutions puissent donner leur plein effort, il est indispensable qu'elles trouvent sans tarder, auprès d'un établissement d'émission, des facilités de réescompte. La création d'une banque privilégiée permettrait d'autre part de résoudre le problème de la circulation monétaire dont les déficiences actuelles pèsent sur les échanges.

La circulation monétaire. — Avant la conquête, il circulait dans l'île, non seulement toutes sortes de piastres (espagnoles, mexicaines, boliviennes, françaises, etc.), mais encore, ces monnaies ayant une trop grande valeur pour les transactions courantes, les indigènes avaient pris l'habitude de les fractionner par moitié, quart et même huitième, fractions qui étaient employées, à leur tour, en guise de monnaie divisionnaire. Dès notre prise de possession définitive, des mesures furent édictées pour assainir la situation. La monnaie coupée fut retirée à raison de 30 grammes pour 5 francs. En échange, on répandit des pièces divisionnaires et du billon. Les piastres étrangères à leur tour disparurent rapidement. La circulation de l'or, monnaie qui n'était pas utilisée au temps de la monarchie hova, fut toujours très faible. A la veille de la guerre, on estimait le stock métallique de Madagascar à 50 millions de francs.

Les billets de la Banque de France étaient connus dans l'île; ils servaient surtout aux fonctionnaires et aux commerçants pour opérer des envois de fonds en France. Toutefois, la masse resta attachée à la monnaie métallique.

Les hostilités changèrent vite la face des choses. La métropole cessant ses envois de numéraire et payant ses dépenses de recrutement et de ravitaillement avec des billets de la Banque de France, il s'ensuivit une introduction importante de monnaie fiduciaire et en particulier de coupures de 5 francs, qui vinrent remplacer la piastre. La loi de Gresham ne tarda pas à jouer : la monnaie métallique disparut rapidement. Il s'ensuivit une crise grave. Par arrêté du Gouvernement général, en date du 25 septembre 1916, approuvé par décret du pouvoir métropolitain, le cours légal du billet de la Banque de France fut institué. D'autre part, pour parer à la pénurie de monnaie divisionnaire, le Gouvernement général autorisa les receveurs des postes à délivrer des timbres de 2 francs, 1 franc, 0 fr. 50 et 0 fr. 25, collés sur du carton et valant comme monnaie d'appoint.

La situation, aujourd'hui, est toujours la même : Emploi des billets de la Banque de France et des timbres postes ; la colonie qui avait été autorisée à émettre des bons de caisse ne les a jamais mis en circulation.

Nécessité de créer une banque d'émission. — La création d'une banque d'émission s'impose donc à

deux points de vue importants : organisation du crédit et circulation monétaire ; elle est réclamée à la fois par les colons et l'Administration locale. Il importe de donner satisfaction à leur desiderata au plus tôt, en maintenant toutefois les avantages que comporte la situation actuelle, qui n'est pas sans en avoir.

La question du change qui existe entre la France et la plupart de ses colonies (Afrique du Nord exceptée) ne se pose pas à Madagascar, du fait de la circulation des billets de la Banque de France qui peuvent être reçus de la métropole ou envoyés chez elle par tous les particuliers, par lettres chargées. Il est vrai que les gros transferts de fonds sont effectués par voie télégraphique, ce qui nécessite l'entremise des banques locales lesquelles prélèvent une commission de 0,50 à 1 0/0 et même 2 0/0. Ce prélèvement, quoique onéreux, n'a pas le caractère d'un change et ne saurait être comparé à la perte au change, parfois très élevée (1), qui frappe les billets des banques coloniales d'émission.

Pour que la création d'une banque d'émission à Madagascar soit acceptée par tout le monde, il faut qu'elle n'entraîne pas une perte de change, en cas de transfert de fonds. On pourrait arriver à ce résultat par l'adoption du système en vigueur en Afrique du Nord et que nous avons exposé à propos de la Banque d'Etat du Maroc : compte courant avec le

1. Le change sur la métropole des billets de la Banque de la Réunion a atteint, en période de crise (1885), 30 0/0.

Trésor public permettant d'éviter des remises effectives d'un pays à l'autre. Le compte serait crédité du montant des mandats postaux émis par la France sur Madagascar et débité de ceux émis par Madagascar sur la France. Quand le solde serait créditeur, la banque ne pourrait en disposer, mais le Trésor lui paierait des intérêts ; inversement, quand il serait débiteur, la banque n'en devrait le remboursement qu'à Madagascar, mais elle paierait des intérêts au Trésor.

Ce système, qui fonctionne en Algérie depuis 1878 et qui a résisté à de nombreuses périodes de crise, pourrait être adopté à Madagascar lors de la création d'une banque d'émission, la situation économique de Madagascar par rapport à la métropole (1) étant, toutes proportions gardées, aussi satisfaisante, si ce n'est plus, que celle de l'Algérie.

Cette question préliminaire étant examinée, voyons maintenant comment pourrait être constitué la banque.

De nombreux projets ont été présentés. En 1895, la Banque de l'Afrique Occidentale proposait au Département des Colonies l'extension de son privilège à Madagascar ; elle se serait transformée en Banque de l'Afrique Occidentale et Orientale. A deux reprises, en 1908 et en 1911, la Banque de la

1. Importations..... 170.559.445 fr.

Exportations..... 165.897.019 fr.

soit une différence de moins de 5 millions, alors que le découvert moyen du compte de la Banque de l'Algérie au Trésor est de l'ordre de 100 millions, 81.814.480 fr. 67 au 31 décembre 1921.

Réunion tentait à son tour d'étendre son privilège d'émission à la grande île voisine. L'opinion locale manifesta nettement son aversion à l'égard de ces deux projets. La Banque de l'Afrique Occidentale française, était vue avec défiance par la moyenne et petite colonisation qui craignait, à tort ou à raison, qu'elle protégeât exclusivement les grandes entreprises. La Banque de la Réunion paraissait influencée par la politique locale, et trop spécialisée dans les opérations sur les sucres. La question traîna en longueur ; elle fut discutée au Congrès de l'Afrique Orientale en 1911, mais la guerre éclata sans qu'une décision ferme fut intervenue. Depuis, le Congrès économique tenu à Tananarive en 1920 adopta le principe de la création d'un établissement d'émission avec quelles hésitations toutefois, tenant à la crainte, exprimée auparavant par la Chambre Consultative de Vatomandry, de voir « mettre Madagascar entre les mains de la Haute Finance qui la convoite comme un fructueux champ d'opérations futures ».

Le principe de la création ayant été admis, comment procéder ?

En premier lieu, on pourrait envisager la création sur place, en réunissant le capital social à Madagascar même. M. G. Gayet, qui a étudié en détail cette question dans une thèse fort intéressante, est assez partisan de cette solution, à condition qu'un tel projet recueille l'appui du Comptoir d'Escompte. Malgré les raisons que donne cet auteur — influence

locale réduite (1), facilité de réunir les capitaux nécessaires — nous croyons, quant à nous, que l'intérêt de Madagascar lui commande de ne pas rester repliée sur elle-même. Les ressources propres de ses habitants ne lui permettront pas de faire face en totalité aux dépenses élevées de sa mise en valeur. Il lui sera beaucoup plus facile de trouver les capitaux dont elle aura besoin, si sa banque d'émission dispose en France, non d'un simple correspondant, mais de relations étroites dans les milieux financiers de la capitale. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, les banques coloniales investies d'un privilège ont pu commettre des abus, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ont rendu des services très importants et contribué dans une mesure heureuse au développement des pays où elles sont installées. Il appartient au législateur, lorsqu'il concède certains droits exclusifs à des entreprises privées, de prendre toutes précautions utiles pour en maintenir l'exercice dans de justes limites. Sous bénéfice de cette observation, et en admettant que la formation d'une partie du capital de la banque soit réservée à des souscripteurs locaux, nous estimons que la colonie aurait tout à gagner en confiant la constitution de son institut d'émission à un groupement financier métropolitain qui ne manquerait pas, par la suite, de s'intéresser à la mise en valeur du sol malgache.

Lorsqu'on est arrivé à cette conclusion, il y a lieu

1. La banque rachetant les agences du comptoir conserverait un personnel européen.

de se demander s'il ne conviendrait pas de créer à Madagascar un établissement d'émission subordonné à une banque déjà existante. On a parlé de la Banque de France. Cette solution simpliste, qui aurait l'avantage de stabiliser la circulation des billets métropolitains et qui éviterait toute perte de change, ne peut être posée sérieusement. Nous avons donné ici, à plusieurs reprises, les raisons majeures qui ne permettent pas l'extension du privilège de la Banque de France aux colonies et qui ont empêché de l'étendre à l'Algérie. Elles s'appliquent à plus forte raison à Madagascar.

Nous avons vu que l'opinion locale n'envisageait pas avec faveur le rattachement de Madagascar, soit à la Banque de la Réunion, soit à la Banque de l'Afrique Occidentale française. Il a été aussi question de la Banque de l'Indo-Chine ; elle opérerait à Madagascar comme elle fait en Nouvelle-Calédonie, à Tahiti ou à Djibouti. Il faut reconnaître qu'elle ne s'est jamais occupée de Madagascar, que son activité est absorbée en Indo-Chine et en Extrême-Orient et que, si elle a procédé à la création de succursales dans d'autres colonies, c'est pour satisfaire aux demandes impératives de l'administration.

En définitive, le système qui nous paraît le plus conforme aux intérêts et aux aspirations légitimes de l'île consisterait à confier la création de la banque à un groupe financier métropolitain qui agirait de concert et avec l'appui du Comptoir d'Escompte auquel il devrait racheter ses agences. Dans la for-

mation du capital, une part, les deux cinquièmes par exemple (1), serait réservée aux souscripteurs locaux qui disposeraient en outre d'un certain nombre de places au Conseil d'administration.

Quoiqu'il en soit, il importe d'aboutir à un résultat dans le plus bref délai. Si Madagascar veut se développer comme elle le mérite, sa circulation fiduciaire doit être régularisée ; il faut d'autre part, que les commerçants aussi bien que les colons trouvent le crédit nécessaire à leurs opérations ; enfin, les capitaux français indispensables à la mise en valeur du sol doivent être attirés. Tout cela ne sera vraiment possible que le jour où Madagascar aura, comme toutes nos autres possessions, un établissement d'émission solide auquel les groupements locaux auront entière confiance et qui, par ses attaches dans la métropole, pourra intéresser l'Épargne française à prêter son concours aux entreprises malgaches.

1. Demande formulée par la Conférence économique de 1919 et le Congrès économique de 1920.

CHAPITRE IV

INDO-CHINE

Par la variété de ses ressources, par l'importance et le degré de civilisation de la population indigène, l'Indo-Chine tient incontestablement le premier rang parmi les possessions françaises. On peut dire sans exagération qu'elle est la plus intéressante de nos colonies au point de vue économique (1).

Nous avons signalé précédemment la brillante situation financière de l'Indo-Chine et montré l'importance de ses réserves. Le jour où elle décidera de

1. Son commerce extérieur dépasse en importance celui de toutes les autres colonies réunies. Voir Girault, *op. cit.*, t. II, p. 355. *Statistique Commerciale*.

Commerce général	1922	1921	1920
Exportations	1.273.901.000	1.478.470.000	1.181.320.133
Importations	1.066.739.000	1.075.930.000	1.094.956.373
Total.....	2.340.640.000	2.554.400.000	2.276.276.506
Balance...	207.162.000	402.540.000	86.363.760

Commerce spécial			
Exportations.....	1.112.082.405	1.284.003.885	982.072.654
Importations.....	839.363.105	807.729.362	848.130.504
Total.....	1.951.445.510	2.091.733.247	1 830.203.158
Balance...	272.719.300	476.274.523	133.942.150

Revue du Pacifique, numéro de juin 1923, article de M. Léon Archimbaud, tableau établi d'après les statistiques publiées par l'Administration des Douanes (années 1920) et du *Journal officiel* (années 1921 et 1922).

faire appel au crédit, nul doute qu'elle ne trouve, aussi bien chez elle que dans la métropole, tous les fonds dont elle aura besoin.

Organisation bancaire. — L'organisation bancaire de la colonie est satisfaisante. Le privilège d'émission y est exercé par la *Banque de l'Indo-Chine*, organisme financier puissant, dont l'influence s'étend dans les pays voisins de l'Union indo-chinoise : en Chine (agences à Hong-Kong, Canton, Shanghai, Hankéou, Tien-Tsin, Pékin, Mongtzé), au Siam (Bangkok), dans les Etats-Malais (Singapore). En dehors d'un capital élevé [72.000.000 de fr. pouvant être porté à 100 millions (1)] et de fortes réserves, la Banque de l'Indo-Chine, par les attaches étroites (2) qu'elle possède dans les milieux bancaires de Paris, a une puissance d'action considérable. L'exercice de son privilège a donné lieu à des critiques parfois très vives. Nous ne méconnaissons pas que certains abus aient pu être commis, qu'il soit dangereux par exemple qu'un établissement d'émission s'intéresse trop particulièrement à certaines entreprises com-

1. Article 3 des nouveaux statuts soumis à l'approbation législative.

2. Au 30 mai 1923, date de l'Assemblée générale ordinaire, les établissements de crédits suivants étaient représentés au Conseil d'Administration de la Banque de l'Indo-Chine par un ou plusieurs membres de leurs conseils respectifs :

Crédit industriel et commercial (la présidence et une place).

Comptoir national d'Escompte de Paris (deux places).

Société générale (deux places).

Banque de Paris et des Pays-Bas (une place).

Crédit Lyonnais (une place).

Crédit Foncier de France (une place).

merciales et industrielles, mais nous devons constater toutefois que la Banque de l'Indochine n'a jamais ménagé son appui à la colonie, et qu'elle a rendu au monde des affaires d'importants services.

Les banques étrangères ont en Indo-Chine une situation enviable. Les deux principales sont la « Hongkong Shanghai Banking Corporation » et la « Chartered Bank of India Australia and China ». En outre, on trouve à Saïgon des succursales ou agences de China and Southern Bank, Bank of Est Asia Ltd, Indo-Chine Trading Yokohama Species Bank Ltd, The Chinesse Merchant Bank Ltd.

A côté de ces établissements étrangers et en dehors de la Banque d'émission, les intérêts français étaient représentés par la *Banque Industrielle de Chine*, qui en quelques années avait su acquérir une place de premier plan. On sait les graves difficultés qu'elle a rencontrées et qui l'ont obligée, en 1920, à suspendre ses paiements. Souhaitons que la Société de gérance, qui sous l'égide de la Banque de Paris et des Pays-Bas s'efforce d'infuser un sang nouveau à la Banque industrielle, réussisse à accomplir la tâche qu'elle s'est assignée.

Jusqu'à ces temps derniers, il n'existait pas dans nos possessions indochinoises d'établissement spécialisé dans le crédit hypothécaire. Le *Crédit Foncier d'Indochine* (1) vient d'être constitué sous le patronage de la Banque de l'Indo-Chine. Cette dernière s'est

1. Capital porté récemment à 25 millions de francs. »

en outre engagée, dans la dernière convention intervenue avec le ministre des Colonies à l'occasion du projet de renouvellement de son privilège, à prêter son concours (article 2) à la création d'une banque destinée à favoriser le développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Le régime monétaire. — A côté de l'organisation bancaire, qui exerce une influence plus ou moins grande sur les placements de capitaux, nous rencontrons en Indochine un facteur particulier tout aussi important et qui mérite une étude sérieuse : nous voulons parler du régime monétaire.

Il n'est pas dans notre intention — un tel sujet, dépasserait de beaucoup le cadre que nous nous sommes tracé, — de traiter, comme il conviendrait, cette intéressante question qui a fait du reste l'objet de nombreux ouvrages et suscité des polémiques parfois assez vives. Nous renvoyons pour plus de détails aux auteurs (1) qui s'en sont occupés d'une façon spéciale, nous réservant, pour notre part, d'en-

1. En particulier : M. Détioux, *la Question monétaire en Indo-Chine*, thèse Paris, 1907. Hartenstein, thèse Bordeaux, 1907.

Nogaro, *le Problème monétaire en Indo-Chine française* (*Revue économique internationale*, avril 1922).

Jean Henri Adam, *l'Argent métal et la question monétaire indo-chinoise*. Thèse Paris, 1922, édition de la *Vie universitaire*.

Voir également :

Etude de M. Détioux dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine* (janvier 1915) qui constitue un excellent résumé de la question. Rapport du colonel Bernard présenté au nom du Comité du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Indo-Chine, 1920. Rapport de la Commission monétaire indo-chinoise présidée par l'inspecteur général Berrué. Saïgon, août 1920.

visager uniquement les conséquences que le régime monétaire de l'Indochine peut exercer sur les placements de capitaux français dans ce pays.

Le système monétaire indochinois est basé, comme celui de la Chine, sur l'étalon d'argent dont l'unité est la piastre (1), monnaie d'argent du poids de 27 grammes, au titre de 0,900 contenant par conséquent 24 gr. 03 de métal fin. Tout naturellement la baisse de l'argent à la fin du xix^e siècle a exercé une influence considérable sur le cours de cette unité qui est tombée au-dessous de 2 francs en 1902. La Commission interministérielle nommée à cette époque pour étudier les remèdes à apporter à cette situation qui lésait de nombreux intérêts, n'indiqua que des palliatifs plus ou moins efficaces et le *statu quo*, en définitive, fut maintenu.

Avec la guerre, la situation a été complètement renversée. A la baisse du piastre, a succédé une hausse qui a atteint son maximum en février 1920. De 2,50 au début de 1914, l'unité monétaire était passée à 16,50. Trois causes ont déterminé ce fait : en premier lieu et surtout, la dépréciation du franc français par rapport à l'or, puis, la hausse de l'argent métal par rapport à l'or, enfin, mais dans des proportions beaucoup moindres, une balance commerciale favorable à l'Indochine résultant de l'excédent de ses exportations.

1. Il existe un système secondaire utilisé dans certaines régions seulement : Annam et Tonkin, qui a pour unité la sapèque.

Actuellement, la piastre varie entre 8 et 9 francs, la valeur de l'argent métal ayant baissé ; mais la première cause que nous avons indiquée a continué à agir, aussi peut-on dire avec M. Girault (1), « ce n'est pas la piastre qui est en hausse, c'est le franc français qui est en baisse. »

Quoi qu'il en soit, la hausse de la piastre a favorisé tous ceux auxquels le phénomène inverse avait porté préjudice : fonctionnaires et surtout population indigène. La piastre ayant conservé dans l'intérieur du pays tout son pouvoir d'achat, la vie chère a été inconnue. Le bien-être de l'indigène a augmenté ; il a fait des économies, thésaurisé et possède aujourd'hui des capitaux qui lui ont permis de souscrire aux emprunts.

Mais, en face de ces résultats remarquables, il faut bien constater que la hausse a porté une atteinte grave à un certain nombre d'intérêts privés importants : entrepreneurs qui avaient passé avec l'administration des contrats en francs et qui payaient des salaires en piastres, toutes les entreprises effectuant leurs dépenses en Indochine et leurs ventes en Europe ; même le budget qui, véritable paradoxe, s'est trouvé en déficit par suite d'opérations de trésorerie effectuées pour le compte de la métropole.

Aussi, un important mouvement d'opinion n'a pas tardé à se manifester, surtout en France. La presse parisienne dénonçait le « Scandale de la piastre ».

1. Girault, *op. cit.*, p. 298.

Le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine, dans une étude documentée, proposa de remplacer la piastre métallique par une piastre papier, simple multiple du franc français. La piastre aurait été ainsi stabilisée, non par rapport au franc-or, mais par rapport au franc-papier, représenté par les billets de la Banque de France ayant cours forcé.

Une telle proposition souleva en Indochine de violentes critiques. Aussi, après l'institution du cours forcé attribué aux billets de la Banque de l'Indochine (27 mars 1920), le Gouverneur général Long décida de réunir à Saïgon une commission monétaire qui sous la présidence impartiale de l'Inspecteur général Berruë, comprenait, à côté des représentants de l'Administration, des délégués désignés par le Conseil colonial et les Chambres de commerce et d'agriculture, ainsi que des membres indigènes.

Cette assemblée, particulièrement qualifiée, estima à l'unanimité qu'il fallait mettre fin au cours forcé. Voici quelles furent ses conclusions : « Elle croit (la commission) que la mesure essentielle qui s'impose d'extrême urgence est de restituer à l'Indochine une monnaie métallique saine et de bon aloi... Elle suggère que l'Indochine ne reste pas privée plus longtemps, par la seule force de l'intervention gouvernementale, d'un système monétaire que ses ressources et sa situation économique lui permettent de posséder, alors que les traditions, les

besoins matériels et l'état social de sa population interdisent d'en introduire un autre (1). »

La suggestion de la commission ne tarda pas à être suivie par le gouvernement général qui décida la suppression du cours forcé à partir du 1^{er} janvier 1922. Jusqu'ici, il n'a pas donné suite aux conclusions d'ensemble de la commission monétaire qui avait proposé la stabilisation de la piastre non par rapport au franc-papier, mais *par rapport à l'or*.

Le système monétaire indochinois entrave-t-il les placements de capitaux français en Indochine ? —

Nous venons d'exposer, aussi brièvement que possible, les faits saillants de l'histoire du régime monétaire indochinois. Il nous faut toutefois revenir sur un point qui touche de très près au sujet que nous traitons. Un des principaux arguments que l'on a fait valoir pour rattacher l'Indochine au système monétaire ayant pour unité le franc, a été l'entrave apportée par la hausse de la piastre aux placements de capitaux français dans la colonie.

Dans le rapport (2) qu'il a dressé en 1920 au nom du Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine, M. le colonel Fernand Bernard s'exprime ainsi :

« Tout le monde en France reconnaissait que pour
« hâter le relèvement national, il était indispensable

1. Gouvernement général de l'Indochine. Rapport de la Commission monétaire indochinoise, Saïgon, 1920, p. 80.

2. Colonel Bernard, *La réforme du Système Monétaire indochinois*, Comité de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Indochine. Paris, p. 4.

« de mettre en valeur nos colonies. Or, de toutes nos
« possessions, l'Indochine est, à coup sûr, et la plus
« riche et celle qui se prête le plus aisément à un
« développement intensif. Mais l'importation de
« capitaux est la condition essentielle de toute œuvre
« de colonisation pratique et il était manifestement
« impossible d'investir des sommes importantes dans
« un pays où le franc subissait une dépréciation for-
« midable et dont la monnaie locale était sujette à
« d'incessantes variations. »

Dans le compte rendu de la séance du Comité du
29 mars 1920, on pouvait lire :

« M. X... fait observer qu'on est en train de ruiner
« la colonie. Les sociétés, tant anciennes que nou-
« velles, se voient dans l'impossibilité d'envoyer un
« sou de France en Indochine. Telle société a dans ses
« caisses, à Paris, un capital de 4 millions de fr. qu'elle
« ne peut faire passer en Indochine où il se trans-
« forme en un nombre insignifiant de piastres (1) ».

Le journal *Le Temps* dans un article (2) très docu-
menté est revenu dernièrement sur la question. Après
avoir exposé les fluctuations subies par l'unité mo-
nétaire indochinoise, l'auteur de l'article insiste sur
le trouble profond apporté par l'instabilité de la
piastre aux rapports réciproques de la métropole et
de la colonie.

« Qu'il s'agisse d'échanges commerciaux ou de

1. Cité dans le rapport de la Commission monétaire indochi-
noise, p. 67.

2. Numéro du 1^{er} juin 1923.

mouvements de capitaux, le change se dresse comme une barrière qui entrave les transactions et relâche les liens économiques.

« Les inconvénients qui résultent de cet état de choses sont aussi graves pour la France que pour l'Indochine.

« Tout d'abord, les commerçants français, quand ils achètent ou vendent des marchandises dans notre grande colonie d'Extrême-Orient, se heurtent évidemment aux mêmes obstacles que dans leurs opérations avec les pays étrangers à change élevé : les variations de la piastre, comme celles de la livre ou du dollar, enlèvent toute sécurité aux affaires. Quant aux combinaisons de crédit, elles sont rendues singulièrement malaisées, nul emprunteur ne connaissant à l'avance la quantité de monnaie qu'il aura à rembourser à l'échéance.

« Pour les capitaux français désireux de s'engager en Indochine, le risque n'est pas moindre. Toute opération de ce genre implique nécessairement une spéculation sur le change. Il s'ensuit que les capitaux étrangers, notamment chinois, se trouvent favorisés par rapport aux capitaux français. Toute création d'entreprise, et, en général, toute activité commerciale ou financière sont rendues infiniment difficiles à nos nationaux désireux de contribuer au développement de notre colonie. Force leur est de s'abstenir. »

Suit l'énumération des nombreux inconvénients d'une telle situation : pénurie de capitaux entraînant

la hausse du loyer de l'argent, mise en valeur des immenses richesses de la colonie rendue impossible, le change français ne bénéficiant pas des avantages que lui procurerait l'excédent de la balance commerciale indo-chinoise, les nations étrangères de l'Extrême-Orient plus favorisées que la métropole. Et le *Temps* de conclure en demandant la substitution du franc à la piastre. Pour appuyer sa thèse, il fait état d'un vœu émis en 1920 par la Section de l'Indo-Chine à l'Union coloniale française (1) et de la réforme accomplie il y a quelques années au Maroc où le hasani, monnaie d'argent, fut remplacé par le franc. Cependant, il est obligé de convenir qu'étant donné les habitudes des indigènes il est indispensable d'entreprendre la réforme avec précaution et habileté, par paliers successifs. Méconnaissant la valeur et la compétence de la Commission monétaire de 1920, à laquelle il reproche d'être trop exclusivement locale, le *Temps* demande en définitive la nomination d'une large commission « qui serait composée tout à la fois, de personnalités françaises d'une compétence éprouvée en matière coloniale, de délégués de l'Afrique du Nord qui pourraient apporter des renseignements précieux sur l'expé-

1. La Section de l'Indo-Chine de l'Union Coloniale Française considère que l'intérêt de la métropole et celui de l'Indo-Chine elle-même réclament aujourd'hui plus impérieusement que jamais que notre grande colonie d'Extrême-Orient soit enfin rattachée au système monétaire français qui est d'ailleurs celui de toutes les autres nations et possessions françaises.

rience marocaine et de représentants des intérêts indo-chinois », qui serait chargée de préparer la voie à une réforme monétaire prudente et dont la tâche la plus urgente consisterait à faire tomber la barrière qui s'oppose à la pénétration des capitaux français.

Nous ne nous attarderons pas à discuter la composition de la commission proposée par le *Temps*, qui pourrait donner lieu, semble-t-il, à des critiques fort justifiées. Nous ne saurions approuver la façon dont il traite la commission monétaire si impartialement présidée par M. l'inspecteur général Berrue, laquelle à notre sens a fait œuvre beaucoup plus utile que les différentes commissions interministérielles réunies auparavant et parmi lesquelles ne figurait aucun représentant des intérêts locaux. Conformément au plan que nous nous sommes tracé, nous ne rentrerons pas davantage, et cela malgré leur importance, que nous ne méconnaissions nullement, dans le détail et la discussion des projets de réforme du système monétaire indo-chinois. Nous envisagerons la situation telle qu'elle est à l'heure actuelle et nous nous bornerons à étudier les deux points suivants :

1° Le régime monétaire de l'Indo-Chine, basé sur la piastre, est-il cause, comme on l'affirme, d'un trouble profond dans les échanges entre la colonie et la métropole et réciproquement ?

2° Est-il vrai, et dans l'affirmative, jusqu'à quel point, que la hausse de la devise indo-chinoise entrave le placement des capitaux français dans la colonie et

empêche toute création d'entreprises nouvelles? (1).

Contrairement à ce qu'affirme l'auteur de l'article précité, la question du change dans les relations économiques de la France avec l'Indo-Chine ne se pose pas du tout de la même façon qu'avec l'Etranger.

Les commerçants français qui vendent des marchandises aux commerçants indo-chinois facturent ces marchandises en francs et encaissent, non des piastres, mais des francs. Les négociants français qui achètent aux commerçants de la colonie des produits indo-chinois, traitent en francs et non en piastres. Ni les exportateurs, ni les importateurs de la métropole ne connaissent donc la piastre et l'instabilité de cette monnaie leur est absolument indifférente ; ils n'ont pas à se soucier, même exceptionnellement, de combinaisons de crédit ayant pour objet de vendre ou d'acheter des piastres.

Il n'en va évidemment pas de même avec l'étranger. C'est ainsi par exemple qu'un négociant français qui achète des tissus en Angleterre se verra présenter une facture en livres sterling et devra par conséquent se préoccuper du change. Comme on le voit, la situation est tout à fait différente lorsque les achats sont effectués par des Français en Indo-Chine, les

1. Nous tenons à remercier tout particulièrement M. Charles Grawitz, membre de la Chambre de commerce d'Hanoï, délégué de cette Compagnie à la Commission monétaire de 1920, qui a bien voulu nous donner sur le régime monétaire indo-chinois des renseignements détaillés. Nous nous sommes largement inspirés dans notre travail des notes personnelles qu'il a eu l'amabilité de nous communiquer.

produits de la colonie étant facturés en francs et non en piastres. C'est donc commettre une erreur que de prétendre que, dans ses relations avec la métropole, notre grande colonie d'Extrême-Orient peut être assimilée à l'étranger par suite de son régime monétaire particulier.

En réalité, la question du change ne se pose pas pour les commerçants français travaillant avec l'Indo-Chine ; elle regarde uniquement les Indo-Chinois qui eux, reçoivent des marchandises cotées en francs et les revendent en piastres ou, inversement, achètent des produits en piastres et les réalisent en francs. Or ceux-ci, qu'ils soient indigènes, chinois ou européens installés dans la colonie, sont habitués depuis longtemps à ces risques et pratiquent parfaitement toutes opérations de change. Réserve faite des rares périodes durant lesquelles les variations brusques et de forte amplitude de la piastre obligent les banques à une prudence bien compréhensible, — et que le commerce tout entier imite — les commerçants d'Indo-Chine trouvent toujours à vendre des piastres comme à en acheter, tant au comptant qu'à terme, et, pour les grosses affaires, les banques sont toujours disposées à accepter des combinaisons de crédit permettant aux intéressés de se couvrir, dès qu'ils le désirent, contre les risques du change.

On ne voit pas du tout, dans ces conditions, comment l'instabilité de l'unité monétaire indo-chinoise peut influencer sur la sécurité des affaires traitées par

les commerçants de la métropole avec leurs correspondants indo-chinois, ni en quoi les combinaisons de crédit se présentent pour les premiers comme « singulièrement malaisées ».

Quant aux regrets manifestés par le *Temps* de ce que le change français ne puisse pas bénéficier des exportations de l'Indo-Chine sur l'étranger — regrets d'autant plus vifs que ses exportations peuvent devenir fort importantes — nous dirons qu'ils constituent, sans nul doute, une exagération. La question n'est pas neuve : on a souvent répété que si l'Indo-Chine avait le même système monétaire que la métropole, elle aurait à régler en francs la balance de ses comptes avec l'étranger ; comme ses exportations dépassent de beaucoup ses importations, les débiteurs étrangers auraient à se procurer des francs et de ce fait, le franc étant plus demandé sur le marché mondial, monterait. On a invoqué à ce sujet la solidarité qui doit exister entre la métropole et les colonies et réciproquement. L'Indo-Chine, terre française, ayant bénéficié de la victoire doit, puisqu'elle le peut, apporter sa contribution à l'amélioration du change français.

Il n'est pas étonnant que, devant d'aussi vives critiques, la Commission monétaire réunie à Saïgon ait tenu à mesurer l'influence qu'aurait eu sur le change métropolitain, l'excédent des exportations de l'Indo-Chine à l'étranger sur les importations de l'étranger en Indo-Chine, si la colonie avait eu le même système monétaire que la France. La commission s'est livrée

à une étude très détaillée (1) et chiffres à l'appui, elle a démontré que, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1915 et le 31 décembre 1919, le coefficient moyen d'amélioration du change français aurait été inférieur à 1 0/0 : par conséquent très faible. Et la Commission n'oubliait pas de faire remarquer que dans ses calculs, il n'avait pas été tenu compte des transferts de francs effectués par les sociétés commerciales et par les particuliers, transferts élevés et qui ont nécessairement contribué à améliorer le change de la monnaie française.

Il nous reste maintenant à examiner la question des capitaux qui, désireux de s'engager en Indo-Chine, sont obligés de s'abstenir par suite de la hausse actuelle de la devise indo-chinoise. C'est là un des principaux arguments qu'a fait valoir le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, arguments, repris avec plus de vigueur encore, par le *Temps*.

Il y a là, à notre sens, une exagération manifeste et une explication incomplète de la situation.

Constatons d'abord, qu'au cours des dernières années, des capitalistes métropolitains se sont intéressés à la création de sociétés importantes (2) ce qui prouve que les Français, soucieux de contribuer au développement de la colonie, ne sont pas forcés de s'abstenir en raison du régime monétaire particulier

1. Rapport de la Commission Monétaire Indo-chinoise, *op.cit.*, p. 63 et suivantes.

2. Voir rapport précité p. 68.

de l'Indochine. Et d'ailleurs, si l'on va au fond des choses peut-on dire que le fait d'investir des capitaux dans les affaires indo-chinoises implique nécessairement une spéculation sur le change ? Nous ne le croyons pas.

Les sociétés qui font appel à l'épargne française constituent leur capital en francs, les souscripteurs engagent des francs et non des piastres et si l'entreprise est bien étudiée, elle doit rémunérer son capital quelles que soient les variations de l'unité monétaire de la colonie. Il est évident que le régime monétaire a une influence sur tous les éléments qu'il convient d'envisager lors de la création d'une entreprise et il n'est nullement certain que si le système monétaire métropolitain était étendu à l'Indo-Chine, les affaires déjà créées et celles à créer en retireraient un avantage réel.

Certes, un capitaliste disposant d'un million par exemple et désireux de bénéficier de l'amélioration future du change français jugera le moment peu favorable à la fondation d'une entreprise en Indo-Chine. Mais cela ne tient pas spécialement au régime monétaire. Le désavantage que les capitalistes rencontrent lorsqu'ils veulent s'intéresser aujourd'hui à des sociétés indo-chinoises tient essentiellement à ce que le franc actuel, franc-papier, est très déprécié par rapport à l'or, monnaie mondiale qui sert à évaluer les principales marchandises. La valeur-or d'un capital exprimé en francs-papier est la même en Indo-Chine qu'en France. En effet, si 800.000 francs sont

aujourd'hui nécessaires pour constituer une société indo-Chinoise au capital de 100.000 piastres, alors qu'en 1914, 250.000 francs étaient suffisants, de même une entreprise qui en France avant la guerre pouvait être créée au moyen d'un capital de un million de francs, ne peut plus l'être maintenant avec pareille somme de francs-papier. Si l'Indo-Chine était placée sous le même régime monétaire que la métropole, la puissance d'achat de ce million de francs-papier y serait réduite tout autant qu'en France.

On nous dit : une affaire qui a besoin de 100.000 piastres demandera à ses souscripteurs 800.000 frs par exemple. Les capitalistes français n'ont donc pas intérêt à souscrire car, si d'ici quelques années ils veulent retirer leurs capitaux, ils recevront, en admettant une baisse de l'unité monétaire indo-chinoise, une somme bien inférieure soit, pour fixer les idées, 400.000 francs. D'accord, mais dans ce cas, la baisse de la piastre aura eu comme cause principale une hausse correspondante du franc, de telle sorte que la *valeur or* des 400.000 francs reçus sera égale à la *valeur or* des 800.000 francs investis à l'origine. Toutefois, nous en convenons sans difficulté, notre raisonnement ne saurait être que partiellement exact car la dépréciation actuelle du franc, n'est pas la seule cause qui influe sur le taux de la piastre. Le cours de l'argent métal exerce toujours, en effet, une action directe sur un système monétaire à étalon d'argent. Nous allons examiner ce point.

La Commission monétaire présidée par l'inspec-

teur général Berrué n'a pas manqué de se préoccuper de la question des placements de capitaux en Indo-Chine. Elle l'a minutieusement étudiée et après avoir démontré que l'impossibilité d'exporter des capitaux de France n'est pas absolue, elle conclue à l'existence de certaines difficultés gênant cette exportation mais « elle constate qu'elles sont principalement imputables à la dépréciation du franc par rapport à l'or, dépréciation sur laquelle ne peut exercer aucune influence une réforme quelconque du système monétaire de l'Indo-Chine. Elle constate aussi qu'à l'avenir, lorsque la métropole sera de nouveau sous le régime de l'étalon d'or, ce même régime serait, en Indo-Chine, beaucoup plus favorable que celui de l'étalon d'argent à l'apport des capitaux métropolitains. »

En réalité, comme l'a magistralement prouvé la commission, le risque que peuvent courir les capitaux métropolitains est dû au fait que l'Indo-Chine est placée sous le régime de l'étalon d'argent et que le franc peut se trouver parfois beaucoup plus déprécié par rapport à l'argent que par rapport à l'or par comparaison aux valeurs relatives, avant la guerre, de l'argent et de l'or. Ainsi, quand la piastre a atteint en février 1920 le taux de francs 16,50, la hausse du métal blanc par rapport à l'or, si on compare avec l'année 1914 où la piastre valait 2,50, représentait 120 o/o. Si le franc était resté au pair de l'or, la piastre serait passée de francs : 2,50 à francs : 5,50, uniquement sous l'influence de la hausse de l'argent

métal par rapport à l'or. Donc, en février 1920, le franc se trouvait être beaucoup plus déprécié par rapport à l'argent que par rapport à l'or.

Voyons quelles sont les conséquences de cette situation en ce qui concerne le placement en Indo-Chine de capitaux métropolitains (1).

Ces capitaux ayant été transformés en piastres à une époque donnée, le revenu de l'affaire, sa valeur de réalisation ou de liquidation se trouvent désormais déterminés en piastres (en admettant bien entendu que l'organisation de l'affaire ait été sagement conçue, en dehors de toute spéculation). Si le cours de l'argent vient à varier, les revenus et la valeur de l'affaire varieront à leur tour par rapport à l'or dans le même sens que la piastre (2). Toutefois, dans le cas où les oscillations du cours de l'argent sont par trop brusques, les prix en piastres ne suivent pas, en sens inverse, les oscillations correspondantes qui seraient nécessaires pour que leur valeur en or restât constante : les prix en piastres, en particulier ceux des salaires, opposent à ces oscillations une inertie plus ou moins grande.

Prenons l'exemple cité par la Commission monétaire :

Une entreprise montée en Indo-Chine, avant la guerre, avec un capital de 2 millions $1/2$ de francs entièrement transformés en un million de piastres

1. Rapport précité, p. 69.

2. Ces écarts seraient d'ailleurs atténués par l'influence prépondérante des prix en or du marché mondial.

représente, si elle a vécu normalement, et en supposant pour faciliter les choses, le cours de la piastre à 10 francs, une valeur qui n'est peut-être pas exactement de 10 millions, mais qui est beaucoup plus voisine de ce chiffre que de 2 millions 1/2. A l'inverse, une entreprise qui s'installerait aujourd'hui en Indo-Chine au moyen d'un capital donné de francs or pourrait, dans l'hypothèse où l'argent viendrait à baisser sensiblement, perdre une partie notable de sa valeur, c'est-à-dire offrir à ses actionnaires un revenu et un avoir réalisable moindres que ceux qui correspondent aux conditions du début.

Ces constatations prouvent simplement qu'il y a un certain risque pour les capitalistes à placer leurs fonds dans des pays où la circulation monétaire est basée sur l'étalon d'argent.

En résumé, on peut dire que l'Indo-Chine, comme tous les pays à étalon d'argent, se trouve en état de déséquilibre dès que la valeur relative des deux métaux varie d'une façon sensible. Aussi, sommes-nous d'accord avec la Commission monétaire pour demander, si une réforme doit être accomplie, qu'elle le soit dans le sens de la stabilisation de la piastre par rapport à l'or, et non par rapport au franc-papier.

Le déséquilibre dont nous venons de parler n'est du reste pas forcément toujours désavantageux pour les entreprises ; il peut être, et alternativement, favorable aux unes et défavorable aux autres. Ce sont là des mécomptes que les affaires sérieusement étudiées et bien gérées doivent pouvoir supporter tempo-

rairement. D'ailleurs, des combinaisons de crédit peuvent intervenir dans les moments difficiles. Les banques — et en particulier la Banque de l'Indo-Chine — ouvrent souvent des crédits en piastres contre des garanties en francs, laissant aux intéressés la possibilité de profiter des moments favorables pour acheter ou vendre des piastres.

Il est vrai que les Indo-Chinois se sont plaints à différentes reprises de l'arbitraire qui présidait à l'octroi de ces crédits. On a fait remarquer que la Banque de l'Indo-Chine, principal détenteur de piastres, n'accordait des facilités qu'aux entreprises qui avaient son patronage, les refusant aux autres ou demandant des garanties telles que l'opération devenait impossible. Il se peut que des abus aient été commis ou, tout au moins, que les garanties en francs exigées aient été hors de proportion avec l'avance demandée. Aussi, croyons-nous qu'il serait utile de prendre les mesures nécessaires pour que, à des conditions déterminées, toute entreprise puisse se procurer les piastres dont elle a besoin. On pourrait, par exemple, imposer à la Banque de l'Indo-Chine, à l'occasion du prochain renouvellement de son privilège, l'obligation d'avancer des piastres sur garanties rigoureusement déterminées (dépôt de francs ou de titres). Ces conditions remplies, il lui serait impossible de refuser le crédit demandé.

Nous croyons avoir démontré qu'on ne saurait imputer entièrement au régime monétaire de l'Indo-Chine les difficultés que peuvent rencontrer les capi-

taux français désireux de s'engager dans la colonie. Revenons cependant sur quelques critiques particulières.

Nous avons déjà indiqué l'intérêt que les capitalistes métropolitains ont témoigné, au cours de ces dernières années, aux affaires indo-chinoises. C'est pourquoi ne saurions-nous admettre l'affirmation mise en avant par les adversaires de la piastre lorsqu'ils prétendent, pour étayer leur thèse, qu'il règne sur le territoire de l'Union une pénurie extrême de capitaux et que le loyer de l'argent y atteint couramment de ce fait : 15 0/0, voire davantage : 20 0/0 par mois. Il y a là une exagération manifeste.

Nous ne parlerons pas, bien entendu, du taux pratiqué entre indigènes, pas plus que de ceux pratiqués par les chettys. Il n'est du reste pas besoin de quitter la métropole pour constater des taux d'intérêt très élevés suivant la plus ou moins grande sécurité du remboursement. Seul, le taux commercial doit être examiné. Or d'après les renseignements que nous avons recueillis, la Banque de l'Indo-Chine consent des avances au compte courant à 7 0/0 l'an et on peut trouver de l'argent à 8 0/0 sans grandes difficultés. En réalité, le loyer des capitaux n'est pas plus élevé en Indo-Chine qu'en France.

Ajoutons d'autre part que, loin de connaître une pénurie de capitaux, notre grande Colonie d'Extrême-Orient possède, au contraire, des disponibilités abondantes. Sans parler du dernier emprunt en piastres

émis par le gouvernement et qui a été brillamment couvert (1), tous les emprunts locaux ont été placés très facilement. En 1922, la Chambre de Commerce de Haïphong émettait 3 millions de francs d'obligations 8 o/o brut. Dès le premier jour, elle a été obligée d'aviser les souscripteurs que le maximum de souscription devait être, en raison des nombreuses demandes, limitées à cinq obligations de francs : 500. Les meilleurs auteurs (2) reconnaissent du reste qu'un des plus heureux effets de la hausse de la piastre a été l'enrichissement des indigènes et que l'abondance des capitaux a eu pour conséquence la baisse du taux de l'intérêt.

Il est également exagéré de poser en principe que le régime monétaire indo-chinois favorise les capitaux étrangers et en particulier les capitaux chinois. N'oublions pas que ces derniers courent en s'engageant en Indo-Chine des risques qui leur sont particuliers ; il existe un change entre la piastre indo-chinoise et la piastre de Hong-Kong. D'ailleurs, les Chinois n'investissent des fonds que dans certaines affaires spéciales ; leur activité s'exerce surtout dans le commerce intérieur et dans l'exportation du riz sur la Chine. Ils rendent ainsi de grands services à la colonie et on doit reconnaître qu'ils se sont toujours efforcés, en ce qui concerne la monnaie, de satisfaire les besoins des

1. Le Gouvernement général demandait 6.180.000 piastres. Ouvert le 1^{er} mars, l'emprunt était clôturé le 20 du même mois avec une souscription de 10.200.000 piastres. Compte rendu du Conseil d'administration de la Banque de l'Indo-Chine, année 1921.

2. A. Girault, *op. cit.*, page 277.

indigènes. On ne pourra jamais empêcher, ce n'est du reste pas l'intérêt de la métropole, que le commerce de l'Indo-Chine se développe dans le milieu géographique où elle évolue. La France qui consomme annuellement deux cent mille tonnes environ de riz ne saurait avoir la prétention d'empêcher une de ses plus belles colonies de chercher des débouchés dans les pays voisins pour le solde du tonnage qu'elle est en mesure d'exporter et qui représente, à l'heure actuelle, huit fois environ la consommation de la métropole.

En définitive, les griefs adressés au système monétaire indo-chinois, tout au moins en ce qui concerne le placement de capitaux métropolitains dans la colonie, apparaissent notablement exagérés. C'est pourquoi, nous concluerons avec M. le professeur Girault (1) qu'on « conçoit parfaitement que l'Indo-Chine n'éprouve pas le besoin urgent de modifier un régime dont elle a retiré tant d'avantages, quand même ce serait pour l'améliorer. »

1. A. Girault, *op. cit.*, page 301.

CHAPITRE IV

LES VIEILLES COLONIES

L'étude de l'organisation du crédit et des placements de capitaux dans nos vieilles colonies se trouve simplifiée par les indications précédemment données sur leur régime bancaire, lorsque nous avons examiné les projets de fusion des banques coloniales (1).

Histoire des banques des vieilles colonies. — Nous avons vu que la création de ces banques remontait à l'abolition de l'esclavage. La disparition de la main-d'œuvre servile mettait les colons dans une situation pénible. Ils se trouvaient obligés tout à coup de modifier leurs procédés de culture et de s'outiller pour remplacer les travailleurs qui leur faisaient défaut. Or, dans la plupart des cas, ils ne disposaient déjà que d'un capital d'exploitation très insuffisant. De tout temps, les planteurs des Antilles et de Bourbon avaient souffert, non de l'absence ni de la rareté du crédit, mais de sa cherté. Pour faire face aux dépenses considérables d'une longue campagne sucrière, le propriétaire avait besoin d'avances sérieuses et suivies. Dans la pratique, il les obtenait

1. Voir p. 54.

assez facilement en s'adressant à un personnage local connu sous le nom de « commissionnaire » dans les Antilles et « d'agent de change » à Bourbon. Ce fournisseur de capitaux, vivant sur place, était en mesure de connaître la moralité, le caractère et la façon de travailler de chacun ; il lui était aisé de s'entourer de garanties sérieuses. Malheureusement, il arrivait que le « commissionnaire » ou « agent de change » ne pouvait fournir lui-même les sommes qui lui étaient demandées. Il remplissait alors le rôle d'intermédiaire entre le planteur et un négociant important du Havre, de Nantes, de Bordeaux ou de Marseille. Celui-ci, qui avait en France une situation considérable et un large crédit, ne craignait pas d'aventurer ses fonds dans les colonies lointaines, mais multipliait les précautions, afin de courir le moins de risques possibles (hypothèque directe sur la fortune du créole, responsabilité solidaire du commissionnaire). Enfin, il exigeait du planteur l'engagement de lui envoyer en consignment la récolte pour la bonne fin de laquelle il avait avancé l'argent. Bien entendu, en tant que consignataire chargé de vendre les sucres du colon, le prêteur touchait de ce chef une commission supplémentaire qui, en s'ajoutant au montant des intérêts dus pour le prêt, arrivait à représenter un chiffre total de 18 o/o. Alléchés par un tel taux, les négociants métropolitains ne se faisaient pas faute de consentir les avances qui leur étaient demandées ; ils ont rendu ainsi aux planteurs des Antilles et de la Réunion des services considérables

mais un peu chers. On a pu dire d'eux qu'ils étaient « devenus vis-à-vis de leurs compatriotes des îles, une vraie providence, une providence à 18 o/o (1) ».

Au moment où, par suite de la libération des esclaves, les planteurs étaient contraints d'engager d'importantes dépenses, il devenait nécessaire de fonder des établissements susceptibles de leur consentir les crédits dont ils allaient avoir besoin.

Dans l'atmosphère d'enthousiasme généreux qui régnait à cette époque, le Gouvernement de 1848 décidait d'allouer aux anciens maîtres d'esclaves une rente sur l'Etat pour les dédommager du préjudice qu'ils allaient subir. Il eut en outre la pensée heureuse de retenir une portion de cette indemnité pour l'affecter à la fondation de quatre banques coloniales :

Les Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (le Sénégal en fut pourvu plus tard). Les actions libérées de ces banques furent remises aux indemnitaires en paiement d'une partie des sommes qui leur étaient dues. Les colons dépossédés devinrent ainsi bon gré, mal gré, les fondateurs des banques et de plus, comme leur indemnité n'était pas définitivement liquidée, ils ne purent être réunis pour approuver les projets de statuts. En conséquence, le pouvoir législatif fut amené à se substituer aux intéressés et vota les

1. Leveillé, Premier rapport sur les banques coloniales (*J. Off.* Doc. par. Chambre des députés, session ordinaire, 1897. Annexe n° 2537, p. 1425-1431).

statuts de ces établissements en même temps que la loi organique du 11 juillet 1851, qui régit toujours les banques coloniales.

Depuis cette date, le privilège des banques de nos anciennes colonies a été renouvelé à trois reprises différentes et après plusieurs prorogations temporaires successives (1). Pourvues à Paris d'une agence centrale qui leur est commune, les banques privilégiées de nos vieilles colonies ont rendu, dans leur modeste sphère, des services signalés et ont résisté victorieusement aux attaques et aux critiques dont elles ont été l'objet. Nous ne nous arrêterons pas sur leur attribution principale d'instituts d'émission qui, malgré quelques particularités, n'intéresse notre sujet qu'à un point de vue tout accessoire. Nous nous contenterons d'insister sur deux points spéciaux.

Caractères particuliers des banques coloniales. — En premier lieu, les banques de nos vieilles colonies sont des établissements de crédit agricole.

Par dérogation à l'article 2076 du Code civil qui proscrit le gage sans dessaisissement, elles prêtent sur récoltes pendantes et cela, depuis leur fondation, c'est-à-dire bien avant que ces opérations fussent pratiquées dans d'autres colonies. Dans le remarquable rapport qu'il a présenté à la Chambre des députés (session 1897) sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales, M. Leveillé, député, président de la Commission des

1. Lois du 24 juin 1874, du 13 décembre 1901, du 21 mars 1919.

colonies a consacré à la question des prêts sur récoltes pendantes, des développements fort intéressants; il a analysé les objections soulevées en 1851 à propos de ces prêts par les commissions parlementaires et en particulier par le rapporteur de la loi, M. Chegaray, jurisconsulte éminent, conseiller à la Cour de cassation. Quoi qu'il en soit, la loi organique de 1851 a admis le principe des prêts sur récoltes en prenant des garanties sérieuses pour réduire au minimum les risques que peut courir la banque (1).

Il ne pouvait en être autrement car, comme le

1. 1^o La somme prêtée ne peut dépasser le tiers de la valeur probable de la récolte ;

2^o Le prêt ne peut être consenti que dans les quatre mois qui précèdent la cueillette;

3^o Afin que la banque ne soit pas primée par d'autres créanciers, la loi de 1919 a édicté les mesures suivantes : Celui qui désire emprunter doit faire une déclaration un mois à l'avance sur un registre *ad hoc* tenu par le receveur de l'enregistrement. Les créanciers hypothécaires, privilégiés ou munis d'un titre authentique, ont la faculté de faire opposition au prêt à condition que « leur créance soit exigible en tout ou partie, ou même seulement quant aux intérêts au moment même de l'opposition ou à un terme ne dépassant pas trois mois ». Le receveur mentionne toute opposition en marge de la déclaration. Le prêt ne peut être réalisé par la banque que si dans le délai d'un mois aucune opposition n'a été formée ou que si la mainlevée de celles qui sont inscrites a été obtenue. Dans ce cas, elle fait transcrire son droit sur la récolte et se trouve ainsi préférée sur ce gage à tous autres créanciers et cela d'une manière absolue;

4^o La banque est armée contre la négligence ou la mauvaise foi du débiteur. Si celui-ci refuse d'entretenir ses plantations ou de faire la récolte, la banque créancière peut, après mise en demeure infructueuse et sur simple ordonnance du juge de paix, effectuer la récolte à ses lieu et place (les frais viennent s'ajouter au principal). Si le débiteur ne paie pas à l'échéance, huit jours après la mise en demeure, la banque peut faire vendre aux

disait avec force l'exposé des motifs du projet officiel : « Les avances sur récolte future, c'est à vrai dire toute la banque coloniale (1). »

Voyons en effet à quel besoin correspond le prêt sur récoltes pendantes.

Le planteur, nous l'avons vu, n'a pas en général de capitaux disponibles. Or, il cultive presque exclusivement la canne à sucre, plante qui ne parvient à maturité qu'après dix-huit mois de travail et d'attente. Il doit donc commencer par dépenser beaucoup en fumures, engrais, main-d'œuvre, etc. Les fonds ainsi engagés ne pourront être récupérés par lui que plusieurs mois après, lorsqu'il aura vendu la récolte ou que celle-ci coupée, il aura pu en monnayer la valeur. Il se trouve donc obligé, à un moment donné, d'emprunter. Que peut-il offrir comme garanties ? Il y a bien l'hypothèque, mais c'est là un procédé coûteux et compliqué. Du reste, une banque d'émission, qui ne doit se livrer qu'à des opérations à court terme, ne saurait s'accommoder d'une telle sûreté. Le planteur n'a à sa disposition que la récolte à venir pour la bonne fin de laquelle il est obligé de demander des avances ; mais au moment où il a besoin d'argent, la canne est loin

enchères la récolte et tous autres objets qu'elle aurait reçus en gage ;

Enfin, le détournement ou la dissipation de la récolte exposent le débiteur aux peines édictées par l'article 408 du Code pénal pour abus de confiance ;

5° En cas de difficultés au sujet des effets souscrits, le Tribunal de commerce est seul compétent.

1. Leveillé, *op. cit.*

d'être à maturité et il ne peut s'en désaisir pour emprunter sur marchandises, puisque de toute nécessité la plante pour mûrir doit rester attachée au sol.

Il faut donc qu'il puisse se faire avancer en donnant comme garantie les fruits encore pendants.

On conçoit sans peine que les prêts sur récoltes pratiqués sans discernement peuvent être dangereux, surtout pour une banque d'émission. Nous avons indiqué les précautions largement suffisantes édictées à cet effet par la loi de 1851. Grâce à ces mesures, le prêt sur récoltes fonctionne régulièrement dans nos vieilles colonies où il rend de grands services à l'agriculture. Nous n'en voulons pour preuve que le tableau ci-dessous qui donne, pour chacune des banques, le montant des avances sur récoltes pendant le dernier exercice connu (1920-1921) avec en regard, à titre de comparaison, le montant des avances sur rentes et titres divers (1).

Banques	Avances sur récoltes	Avances sur rentes et titres divers
Martinique.....	2.927.543,61	2.666.485,51
Guadeloupe....	8.485.550 »	9.161.315,04
Réunion.....	4.411.500 »	3.466.090 »
Guyane.....	44.100 »	811.486 »
Totaux....	15.868.693,61	16.105.376,55

Nous arrivons au second point que nous nous

I. Commission de surveillance des banques coloniales. Rapport au Président de la République sur les opérations des banques coloniales pendant l'exercice 1920-1921. Paris, Imprimerie nationale.

sommes promis d'examiner. Tout comme la Banque de France, les petites banques coloniales ne servent aucun intérêt aux fonds qu'elles reçoivent en dépôt.

Il y a là une prescription par trop sévère qui a eu pour résultat de drainer les capitaux disponibles vers les rares autres établissements de crédit installés dans les colonies et surtout vers des banques étrangères. C'est ainsi que la « Royal Bank of Canada » dont l'influence est prépondérante en Amérique centrale et qui possède un siège à Paris, a créé deux succursales aux Antilles, l'une à Fort-de-France, l'autre à la Pointe-à-Pitre. Il n'est donc pas étonnant qu'on ait songé à supprimer cette règle qui porte préjudice aux banques d'émission, d'autant plus que les autres banques coloniales : Banque de l'Indo-Chine et Banque de l'A. O. F. servent un intérêt à leurs déposants. On ne voit pas pourquoi les petites banques, qui justement ne disposent pas de ressources surabondantes, n'en feraient pas autant.

Le Crédit Foncier Colonial. — Quelques années après avoir été dotées d'établissements d'émission, nos vieilles colonies eurent à leur disposition une société de Crédit Foncier. Le « Crédit Foncier colonial », entreprise privée, fut autorisé par décret en date du 31 août 1863. Fondé pour soixante ans au capital de 12 millions, cet établissement, quoique complètement distinct du Crédit Foncier de France, jouissait de la législation spéciale applicable aux sociétés de crédit foncier autorisées comme telles. Il pouvait faire aux colonies exactement les mêmes

opérations que le Crédit Foncier de France dans la métropole. En outre, autorisation lui était donnée de prêter à des propriétaires ou à des associations de propriétaires les sommes nécessaires à la construction de sucreries dans les colonies où à la transformation de l'outillage des usines existantes. Le Crédit Foncier colonial était donc en mesure de rendre aux Antilles et à la Réunion, régions où se limitait son activité, des services importants. Avec les capitaux qu'il se serait procuré en France par l'émission d'obligations, il aurait été largement en mesure de satisfaire aux besoins des communes, des propriétaires fonciers et des fabricants de sucre et de rhum.

Malheureusement, cette entreprise, à la suite de plusieurs crises sucrières qui la rendirent adjudicataire de nombreux immeubles dont elle avait poursuivi l'expropriation, ne tarda pas à dévier de son objet ; au lieu de revendre les propriétés qu'il avait été contraint d'acheter pour rentrer dans ses fonds, le Crédit Foncier colonial préféra les exploiter, car, d'après les conventions qui le liaient avec les colonies, il aurait dû partager avec elles le bénéfice résultant des ventes. Il ne tarda pas du reste à avoir des difficultés avec les pouvoirs locaux. Nous n'entrerons pas dans le détail de son histoire mouvementée ; qu'il nous suffise de dire que par deux fois l'affaire fut mise en liquidation judiciaire, et qu'elle cessa dès lors de consentir de nouveaux prêts.

La situation, qui semblait définitivement compromise, fut totalement retournée par la guerre. La

hausse du sucre permit au Crédit Foncier colonial d'apurer ses comptes. En 1920, tous les prêts hypothécaires se trouvaient remboursés, il créa alors une filiale : la « Société des sucreries coloniales » (capital 20 millions) à laquelle il céda ses domaines, puis il modifia ses statuts et se transforma en société anonyme ordinaire. Ces modifications ont été approuvées par décret du 15 octobre 1921 ; en conséquence, le Crédit Foncier colonial ne se trouve plus soumis au décret-loi du 28 février 1852. Il est entièrement libre de faire des prêts comme il l'entend et d'étendre son activité vers d'autres régions. Nous souhaitons que dans cet ordre d'idées, il ne néglige pas notre empire colonial.

En résumé, on peut dire que la question qui intéresse le plus vivement nos vieilles colonies, en particulier les Antilles et la Réunion, est le développement du Crédit agricole. Pour leurs opérations commerciales d'importation et d'exportation, elles trouvent, en effet, de sérieux appuis dans la métropole. Les négociants de nos ports de commerce n'ont pas oublié les fructueux placements de leurs pères ; ils continuent, plus ou moins directement, à s'intéresser à nos anciennes possessions, avec lesquelles ils entretiennent des relations suivies. Ils possèdent sur place des correspondants depuis longtemps connus d'eux et investis de leur confiance, auxquels ils facilitent les transactions en acceptant des tirages documentaires, en leur consentant des avances sur marchandises à recevoir en consigna-

tion, en se portant caution de leur solvabilité sur les places françaises. Dans ces opérations de crédit, nos négociants importateurs sont efficacement secondés par les banques d'émission et aussi par les quelques rares établissements bancaires français qui se sont installés dans ces îles. A la Réunion : la « Société Bourbonnaise de Crédit », à la Guadeloupe : la « Banque auxiliaire coloniale » (capital 5 millions).

Mais, si le planteur des Antilles et de la Réunion, une fois qu'il a en mains les produits de sa récolte, peut les monnayer sans difficulté, il lui est toujours plus ou moins compliqué de se procurer des fonds dans la période qui précède la maturité et qui est celle où il en a le plus besoin. Nous avons vu que le prêt sur récolte pendant avait permis de donner satisfaction à cette nécessité, tout au moins en partie.

Indiquons pour terminer qu'à la suite du renouvellement du privilège des banques coloniales, un décret du 31 décembre 1920 a autorisé la création d'une *Caisse régionale de crédit agricole mutuel*, dans chacune des colonies de la Réunion, de la Martinique, et de la Guadeloupe. A cet effet, la colonie intéressée avance à la Caisse de crédit agricole mutuel le montant de la contribution de 500.000 fr. que sa banque d'émission s'est engagée à lui verser, conformément aux termes de la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des anciennes banques coloniales. A cette contribution, s'ajoutera tous les ans le montant de la redevance proportionnelle prévue à la dite loi.

CHAPITRE VI

LES POSSESSIONS FRANÇAISES DU PACIFIQUE

La Conférence de Washington a mis en lumière l'importance politique de nos possessions du Pacifique. Dans ce grand océan, où de si violents antagonismes se heurtent sans cesse, dans « ce champ de bataille de la prépondérance mondiale », elles constituent, sur la route d'Amérique en Australie, les points d'appui de notre influence, les lignes avancées du monde indo-chinois, centre de notre rayonnement en Extrême-Orient. Mais à côté de l'intérêt historique, politique et stratégique qui s'attache à ces « petites Frances du Pacifique », il serait injuste d'oublier, comme on le fait trop souvent, leur valeur économique. Cependant, la Nouvelle-Calédonie possède un des plus riches gisements de nickel qui soit au monde ; le Canada seul peut rivaliser avec elle. Les phosphates de l'île de Makatéa ont une teneur de 80-85 o/o. Tahiti fournissait, il y a quelques années encore, le tiers de la production mondiale en vanille. Tous ces archipels sont des terres de prédilection pour le cocotier et exportent annuellement 30.000 tonnes de coprah. Le coton et le café calé-

doniens sont appréciés sur nos marchés et la culture de ces deux arbustes pourrait être facilement étendue aux Etablissements de l'Océanie. Signalons encore, les nacres noires que l'on retire en abondance des lagons des Tuamotous et les trocas, pêchés en Nouvelle-Calédonie.

Comme on le voit, par leurs productions variées, la salubrité et la douceur de leur climat, nos possessions du Pacifique méritent d'attirer l'attention de nos compatriotes, qui ont le tort de les considérer beaucoup trop souvent comme une poussière d'îles sans grande importance.

En réalité leur superficie est loin d'être négligeable. La Nouvelle-Calédonie avec ses dépendances dépasse 19.000 kilomètres carrés, soit plus du double de la Corse. Les Nouvelles-Hébrides mesurent de 14 à 15.000 kilomètres carrés et les Etablissements français de l'Océanie 4.000 kilomètres carrés. L'île Tahiti (1.042 kmq.) à elle seule est plus grande que la Martinique (987 kmq.). Malheureusement la mise en valeur de ses belles régions est complètement entravée par le manque total de main-d'œuvre; malgré leur climat propice au peuplement, leur population est clairsemée : 45.000 habitants en Nouvelle-Calédonie, 30.000 en Océanie française, 50.000 tout au plus aux Nouvelles Hébrides, où aucun recensement sérieux n'a encore été fait.

Les remarques que nous avons présentées à propos de l'Afrique Occidentale et Equatoriale s'appliquent ici avec plus de force encore. Toute création

d'affaire nouvelle et le développement des entreprises existantes sont subordonnés à cette question de la main-d'œuvre. Nos colonies océaniques, aussi bien Nouvelle-Calédonie et Nouvelles-Hébrides que Tahiti, ont besoin d'ouvriers agricoles pour le défrichement et la plantation des terres, d'ouvriers d'art pour le commerce et l'industrie, de manœuvres pour les mines. Le gouverneur Rivet pouvait dire à une réunion plénière de la Chambre de commerce et de la Chambre d'agriculture de Tahiti (1) : « Il est de toute nécessité d'introduire à bref délai dans la colonie une main-d'œuvre assez abondante pour mettre en valeur les nombreuses terres fertiles, actuellement en friche et dont les produits variés assureraient la prospérité du pays ; même la population indigène adulte, *désormais insuffisante, ne peut plus garantir l'entretien de ce qui existe.* »

Il y a là une question primordiale qui doit être au préalable résolue. Toute entreprise qui omettrait de tenir suffisamment compte de ce facteur, s'exposerait à de graves mécomptes. Aussi n'est-il pas étonnant que de sérieux efforts aient été faits depuis plusieurs années, tant par les organismes officiels que par les particuliers, pour attirer dans nos possessions du Pacifique les bras qui leur font défaut. Les essais d'introduction de travailleurs venus des Indes néerlandaises, de Timor, du Transvaal, des Antilles, de Chine et du Japon n'ont pas eu de lendemain ou n'ont été

que de faibles palliatifs. La main-d'œuvre annamite envoyée en Nouvelle-Calédonie a donné des résultats plus satisfaisants (1). C'est à cette porte, croyons-nous, qu'il faut frapper. Certes, nous ne méconnaissons pas les difficultés qui ont empêché de donner suite aux premiers envois de travailleurs indochinois : habitudes sédentaires des Annamites, résistances des colons indo-chinois qui tiennent à juste titre à conserver une main-d'œuvre abondante, froissements d'amour-propre de l'élite en voyant des hommes de sa race envoyés au loin comme simples ouvriers.

Avec l'honorable rapporteur du budget des colonies à la Chambre, nous estimons que ces résistances pourraient être surmontées, en partie ou tout au moins, le jour où il serait donné suite au projet de création d'un haut commissariat de la France dans le Pacifique, confié au gouverneur général de l'Indo-Chine. La réforme envisagée, qui ne porterait pas atteinte, ni à l'autonomie administrative, ni à la constitution politique particulièrement variée (2) de nos colonies océaniques, aurait l'avan-

1. En 1920, un convoi de 1.000 travailleurs annamites a été envoyé en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. En 1921, ces deux colonies firent une nouvelle demande de 5.000 manœuvres et ouvriers agricoles. Tahiti en réclamait également 3.000. Ce dernier chiffre qui nous paraît élevé, tout au moins dans l'état actuel des exploitations agricoles et commerciales de l'île, doit être considéré comme un maximum. Voir rapport Archimbaud sur le budget au ministère des Colonies, 1923.

2. Nouvelle-Calédonie : colonie à Conseil général. Nouvelles-Hébrides : condominium franco-britannique. Iles Wallis et

tage de grouper autour du centre indo-chinois les éléments épars de notre influence.

En dehors des conséquences politiques heureuses qui en résulteraient, nos possessions du Pacifique, si éloignées de la métropole, pourraient trouver également auprès de leur grande sœur indo-chinoise, l'appui nécessaire à leur développement économique. La solution du problème angoissant de la main-d'œuvre serait facilitée par l'unité d'action et la continuité de vues résultant de la création de l'organisme projeté. L'Indo-Chine, riche et prospère, pourrait mettre à la disposition de ces petites colonies moins fortunées les ressources financières et les moyens de communications propres à assurer leur mise en valeur.

Leur situation financière en effet est difficile. La Nouvelle-Calédonie a des moyens de trésorerie restreints. Les services nationaux des Nouvelles-Hébrides (1) ne peuvent vivre que grâce à la subvention que leur accorde l'Etat. Les Iles Walliss (2) et Tahiti (3) reçoivent également une subvention de la métropole. Le privilège d'émission est exercé par la Banque de l'Indo-Chine qui, à la demande du gouvernement, a créé des succursales à Nouméa et à Papeete. Aucun autre établissement de crédit n'est venu s'installer dans ces îles. Toutefois, certaines

Futuna : protectorat. Etablissements français de l'Océanie : colonie à Conseil d'administration,

1. 345.000 francs, budget de 1922 et projet de budget 1923.

2. 22.500 francs, budget de 1922 et projet de budget 1923.

3. 171.000 francs, budget de 1922 et projet de budget 1923.

maisons de commerce importantes se livrent à des opérations bancaires. Quant à la Caisse Agricole de Papeete, qui avait rendu d'importants services à l'agriculture, elle a vu son activité presque complètement arrêtée ces dernières années par suite du manque de disponibilités. Elle vient d'être organisée récemment sur des bases nouvelles.

Nos établissements du Pacifique ont donc besoin d'être aidés pécuniairement. Aujourd'hui, où le problème des communications est enfin résolu par la création d'un service direct de la Compagnie des Messageries maritimes, il importe de fournir à nos possessions lointaines de l'hémisphère austral, les moyens qui leur manquent pour la mise en œuvre de leurs richesses naturelles. Le Ministre des colonies l'a compris et n'a pas manqué d'insister sur les avantages qu'à cet égard l'institution du Haut Commissariat leur apporterait (1).

« Il ne faut pas songer en ce moment à demander à la mère-patrie, si obérée, les moyens financiers nécessaires pour stimuler l'épanouissement de nos établissements du Pacifique ; mais ce que le budget national ne peut pas faire, la solidarité coloniale peut l'accomplir. L'Indo-Chine, grande sœur fortunée des colonies françaises du Pacifique, peut aider ces dernières en leur fournissant de la main-d'œuvre, en leur prêtant de l'argent, en favorisant par le

1. Discours au Congrès de l'outillage tenu à l'occasion de l'Exposition coloniale de Marseille, juillet 1922.

moyen de la flotte indo-chinoise, les relations maritimes qui leur manquent. »

Nous savons que cette solution généreuse, a été accueillie avec quelque froideur par certains milieux indo-chinois. Certes, on s'explique très bien que l'Indo-Chine, qui n'est pas encore complètement équipée, dont les voies de communication ne sont pas achevées, n'admette pas d'emblée qu'une partie de ses ressources budgétaires soit employée à la mise en valeur de régions extérieures (1).

Mais en attendant que la création du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique soit possible, il est indispensable de donner dès aujourd'hui au gouvernement général de l'Indo-Chine un droit de regard et de contrôle sur nos possessions océaniques. Remettons entre ses mains leurs destinées politiques ; petit à petit, l'idée de solidarité économique se fera jour et la constitution d'un vaste dominium français du Pacifique apparaîtra à tous comme une inéluctable nécessité. La prospérité de nos archipels océaniques en dépend.

1. Un événement heureux a marqué la dernière session du Conseil de gouvernement de l'Indochine. Le Conseil, appelé, sur l'initiative de M. A. Sarraut, à examiner un projet tendant à obtenir le concours financier de l'Union indochinoise pour la mise en valeur des colonies du Pacifique, a donné, à l'unanimité, son adhésion de principe au dit projet.

CONCLUSION

Les difficultés économiques de l'heure présente exigent la mise en valeur rapide de nos colonies qui ne peut être réalisée que par l'apport d'importants capitaux. Les solutions financières d'ensemble ou de détail proposées par différents auteurs ne nous ont pas paru satisfaisantes. Seul, le projet de « Crédit national colonial » préconisé par M. A. Sarraut serait susceptible d'apporter à nos possessions extérieures l'aide pécuniaire dont elles ont besoin. Cette heureuse conception ne peut être envisagée, tout au moins actuellement, par suite de la situation budgétaire de la métropole. En attendant qu'elle soit réalisable, les colonies doivent se procurer les capitaux indispensables au perfectionnement de leur outillage, en se passant le plus possible du concours de l'Etat. De leur côté, les sociétés et les particuliers ne peuvent compter que sur l'appel direct au crédit. L'effort à accomplir n'est pas au-dessus des possibilités de l'épargne française. Nous avons vu qu'elle avait déjà mis à la disposition de nos possessions des sommes, qui, sans être suffisantes, n'en représentent pas moins un montant total important. De plus en plus, les capitalistes français sont intéressés par notre domaine colonial et l'étude à laquelle nous

nous sommes livrés nous permet de conclure qu'ils s'engageront hardiment dans la voie des placements coloniaux, dès qu'ils auront la certitude que ces placements seront féconds.

C'est cette assurance qu'il importe de leur donner.

La tâche primordiale incombe aux pouvoirs publics.

Il leur appartient d'abord, par une propagande bien comprise, de faire apprécier par nos compatriotes notre empire d'outre-mer et d'en faire connaître les richesses latentes. Ils doivent s'efforcer de combler les lacunes de l'organisation bancaire que nous avons signalées ; en particulier, la création d'une banque d'émission à Madagascar s'impose dans le plus bref délai. Il leur faut ensuite, par une politique douanière bienveillante, éviter aux entreprises coloniales la crainte de se voir interdire un jour le marché métropolitain. Enfin, et surtout, il leur incombe de faciliter la prompte exécution du programme de grands travaux dressé par le Ministre des colonies et complété par des projets parallèles pour l'Afrique du Nord.

Lorsque nos possessions seront dotées d'un outillage public suffisant, les capitaux se porteront avec plus de facilités vers les entreprises et les personnes. Dans cet ordre d'idées, les grandes banques d'affaires, secondées par les banques coloniales d'émission, nous paraissent devoir jouer un rôle de premier plan. C'est à elles que devra être confié l'appel au crédit en faveur des colonies. Par la confiance que

leur puissance financière, leur honorabilité et la sûreté de leur gestion inspirent au public, elles sont seules capables de mener à bien cette politique de concentration des efforts et des capitaux que nous avons préconisée et dont nous avons apprécié les brillants résultats chez les autres peuples colonisateurs. Leurs relations étroites avec les grands établissements de crédit disposant d'un réseau serré de succursales et d'agences, leur permettent d'étendre leur influence sur l'ensemble de l'épargne. Cette dernière, ne l'oublions pas, est toujours plus ou moins hésitante. Elle ne s'engage jamais la première ; elle n'aime pas, suivant l'expression imagée de M. le professeur Allix : « essayer les plâtres ». Si elle est précédée dans la voie des placements coloniaux par les banques d'affaires qui ne manqueront pas d'entraîner dans leur sillage les principales firmes métropolitaines et dont les dirigeants lui apparaissent à bon droit comme les premiers financiers du pays, la masse du public n'hésitera plus. Dès lors, en souscrivant aux émissions de valeurs coloniales, elle sera persuadée qu'elle réalise une opération fructueuse tout en accomplissant une sorte de devoir patriotique.

Nous n'avons pas caché aux capitalistes français que les entreprises coloniales courent des risques nombreux et sont sujettes à des aléas qu'ignorent les affaires métropolitaines, mais nous nous sommes également efforcés, pour notre modeste part, de leur montrer qu'elles peuvent être largement rémunératrices, si, créées après une étude approfondie par des

organismes honnêtes et compétents, elles sont sérieusement gérées. Puisseons-nous en avoir persuadé quelques-uns et attiré ainsi vers nos colonies, terres françaises, une partie des capitaux dont dispose l'épargne nationale.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : le Président de la thèse,
GERMAIN MARTIN

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

- Sarraut (Albert)*. — Projet de loi portant fixation du programme général de mise en valeur des colonies françaises. Chambre des députés, 12^e législature, Ses. 1921. Annexe au procès-verbal du 12 avril 1921. Paris. Imp. de la Ch. des députés.
- Archimbaud (Léon)*. — Rapport sur le budget du ministère des Colonies de l'ex. 1923. Paris. Imp. de la Ch. des députés.
- Sénat*. — Débats parlementaires, séance du 27 février 1920 (J. off. du 28 fév. 1920, p. 165 à 192).
- Chambre des députés*. — Débats parlementaires, 2^e séance du 19 décembre 1922 (J. off. du 20 décembre 1922, p. 4319 à 4332).
- Débats parlementaires, 2^e séance du 20 déc. 1922 (J. off. du 21 déc. 1922, p. 4350 à 4372).
- Débats parl., 1^{re} et 2^de séances du 21 décembre 1922 (J. off. du 22 déc. 1922, p. 4381 à 4418).
- Rapport au Président de la République sur les opérations des banques coloniales pendant l'exercice 1920-1921*. Paris. Imp. nationale.
- Rapport de M. Leveillé*. — Sur les Banques Coloniales (J. off. Documents parl. Ch. Ses. ord., 1897, p. 1425 à 1431).
- Rapport de M. le Myre de Villers*. — Sur le budget des colonies pour 1901 (J. off. Doc. parl. Chambre des députés. Ses. ord., 1900, p. 1785-1786).
- Rapport de M. Lagrosillière*. — J. off. Doc. parl. Ch. Ses. extraord., 1918, p. 1957 à 1969.
- Projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Indo-Chine*. — Annexe 4642 (J. off. Ch. Doc. parl. Ses. ord., 1922, p. 1419 à 1426).
- Gouvernement général de l'Indo-Chine*. — Rapport de la Commission monétaire. Saïgon, 1920.
- Régence de Tunis*. — Résidence générale de France. Voyage de M. le Président de la République. Questions financières. Maison française d'édition et de publication. Tunis, 1922.

Statuts pour la Banque d'Etat du Maroc. — Elaborés par le Comité spécial institué par l'article 57 de l'acte général de la Conférence internationale d'Algésiras. Imprimerie nationale.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Girault (Arthur).* — Principes de colonisation et de législation coloniale, 4 vol. Libr. du Recueil Sirey. Paris, 1923.
- Sarraut (Albert).* — La mise en valeur des colonies françaises. Payot. Paris, 1923.
- Doucet (Robert).* — Les colonies françaises, édition : Notre domaine colonial. Paris, 1922.
- Germain Martin.* — Les problèmes du crédit en France. Payot. Paris, 1919.
- Baldy (Ed.).* — Les banques d'affaires en France depuis 1900. Lib. gén. de droit et de jurisprudence. Paris, 1922.

ANNUAIRES

- 1^o Annuaire des Entreprises coloniales, 1922. Edité par l'Union coloniale française. Paris.
- 2^o Les Valeurs de l'Afrique du Nord. Edition 1922-1923. — Crédit Foncier de l'Algérie et de Tunisie. Paris. Ouvrage très complet donnant des renseignements détaillés (Conseil d'administration, objet, capital, obligations, bilan, répartition des dividendes) sur la plupart des sociétés de l'Afrique du Nord.
- 3^o Recueil des Valeurs de Marseille, de la région du Sud-Ouest et de l'Afrique du Nord, publié par la Société Marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôts. Marseille, édition 1923.
- 4^o Annuaire Desfossés, publié par la Cote Desfossés. Ed. 1923.
- 5^o Annuaire des valeurs admises à la Cote officielle de la Bourse de Paris (1922-1923). Chambre syndicale des agents de change.
- 6^o Annuaire des banquiers. France et Etranger (annuaires Favre). Ed. 1923. Bibliothèque financière. Paris.
- 7^o Annuaire Chaix. Les principales sociétés par actions, éd. 1923, Imprimerie-librairie Chaix.
- 8^o Annuaire illustré du « Midi colonial et maritime ». Ed. 1923-1924. Marseille.
- 9^o Collection de la Cote alphabétique. Edition mensuelle.

🌾 OUVRAGES SPÉCIAUX

Compte rendu du XI^e Congrès international d'Agriculture, 7^e section. Agriculture des pays-chauds. Librairie agricole de la Maison rustique. Paris,

1^o *Légrand*. — Le problème des capitaux aux colonies.

2^o *Zolla (Daniel)*. — La main-d'œuvre dans les pays chauds.

Du Vivier de Streel (E.). — Le rôle de nos colonies dans l'après-guerre. Paris, librairie maritime et coloniale (Challamel) 1916.

Blondel (Henry). — L'intérêt de la France dans les placements coloniaux, 1922. Marcel Rivière. Paris.

Labordère (Marcel). — Monnaie de papier coloniale (Extrait de la Revue de Paris, des 1^{er} et 15 mai 1921). Coulommiers, imprimerie Paul Brodard, 1921.

Bernard (Colonel). — La réforme du système monétaire indochinoise. Comité du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Indochine. Paris, 1920.

Détieux. — La question monétaire en Indochine. Thèse, Paris, 1907.

Gayet (Georges). — La circulation monétaire et le crédit à Madagascar, imprimerie-librairie Makaire. Aix-en-Provence, 1923.

Regelsperger, Pelleray, Froment-Guieysse. — L'Océanie française, édition « Notre domaine colonial ». Paris.

Collection de la *Revue du Pacifique*.

Collections des Rapports du Conseil d'administration aux Assemblées générales :

De la Banque de Paris et des Pays-Bas.

De la Banque de l'Union Parisienne.

Du Crédit Foncier de France.

Du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

De la Compagnie Algérienne.

De la Banque d'Etat du Maroc.

De la Banque de l'Afrique Occidentale.

De la Banque de l'Indochine.



ANNEXES

ANNEXE I

Relevé des Emprunts publics de l'Afrique du Nord (1) (ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC).

	TAUX	Années	MONTANT TOTAL
ALGÉRIE			
Gouvernement général de l'Algérie.	3 %	1902	50.000.000
—	6 %	1921	250.000.000
Département de Constantine.	3 1/2 %	1897	5.724.000
Ville d'Aïn-Temouchent.	3,75 %	1898	421.000
Ville d'Aumale	3,75 %	1897	300.000
Ville de Blida	3 1/2 %	1895	1.133.000
—	3 1/2 %	1896	23.000
Ville de Bône	3 1/2 %	1895	1.000.000
—	3 1/2 %	1896	300.000
—	3 1/2 %	1902	500.000
—	3 1/2 %	1904	226.000
—	3 1/2 %	1905	500.000
Ville de Constantine	3,30 %	1905	5.500.000
Ville de Médéa.	3 1/2 %	1896	494.500
—	3 1/2 %	1898	79.500
Ville d'Orléansville	4,25 %	1895	384.500
Ville de Saïda	3,75 %	1896	600.000
Ville de Sidi-Bel-Abbès	3,96 %	1895	1.871.048,09
—	3,75 %	1904	580.000
Ville de Souk-Ahras	4,25 %	1895	905.000
—	3,75 %	1905	25.900
			320.567.448,09
TUNISIE			
Protectorat tunisien	3 %	1892	198.193.000
—	3 %	1902	40.000.000
—	3 %	1907	75.000.000
—	3 1/2 %	1903	3.000.000
Ville de Tunis	3 1/2 %	1891	3.000.000 (2)
—	3 1/2 %	1897	2.000.000
			321.193.000
MAROC			
Protectorat marocain	5 %	1904	62.500.000 (3)
—	5 %	1910	101.124.000
—	4 %	1914	70.250.000
—	5 %	1918	171.750.000
			405.624.000
Récapitulation			
Algérie			320.567.448,09
Tunisie			321.193.000
Maroc			405.624.000
			1.047.384.448,09

1. Au 31 décembre 1922.

2. Autorisé par deux décrets du 15 décembre 1902 et 15 août 1903 décidant la création d'une « Caisse de prêts communaux tunisiens » ayant pour objet de faire aux communes des avances remboursables.

3. Cet emprunt sert à rembourser les dettes antérieures, notamment les trois emprunts français, anglais et espagnol d'un montant global de 22.500.000 francs.

ANNEXE II

Valeurs de l'Afrique du Nord

(ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC)

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
—		
ASSURANCES		
L'Africaine	350.000	
L'Afrique française	2.000.000	
Alliance africaine	4.000.000	
	<u>6.350.000</u>	
BANQUES		
Banque de l'Algérie	25.000.000	
Banque algéro-tunisienne pour le commerce d'exportation	50.000	
Banque commerciale du Maroc	10.000.000	
Banque d'Etat du Maroc	15.400.000	
Banque foncière franco-marocaine	5.000.000	
Banque franco-tunisienne de Prêts mobiliers	1.000.000	
Banque industrielle de l'Afrique du Nord	12.500.000	
Banque de Tunisie	8.000.000	
Banque de l'Union marocaine	2.500.000	
Caisse agricole et commerciale de Guelma	400.000	
Caisse de Prêts immobiliers	250.000	
Compagnie Algérienne	100.000.000	
Comptoir d'Escompte d'Aïtreville	300.000	
Comptoir d'Escompte d'Aïn-Temouchent	600.000	
Comptoir d'Escompte de Marengo	500.000	
Comptoir d'Escompte de Mascara	600.000	
Comptoir d'Escompte de Médéa	1.200.000	
Comptoir d'Escompte de Relizane	300.000	
Comptoir d'Escompte de Sidi-bel-Abbès	1.500.000	
Crédit Algérien	8.000.000	
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie	125.000.000	
Crédit foncier marocain	25.000.000	
Crédit franco-marocain du C ^o extérieur	25.000.000	
Crédit Marocain	1.500.000	
Société financière franco-marocaine	3.000.000	
Société foncière nord-africaine	200.000	
	<u>372.800.000</u>	
TRANSPORTS		
I. — <i>Compagnies de Navigation</i>		
Compagnie africaine d'armement	12.000.000	
Compagnie des chargeurs marocains	2.500.000	
Compagnie chérifienne de navigation	1.000.000	
Compagnie marseillaise de navigation à vapeur	17.500.000	
Société algérienne de navigation	25.000.000	
Compagnie de navigation mixte	15.000.000	10.000.000
Société lyonnaise du Sebou	1.200.000	
	<u>74.200.000</u>	<u>10.000.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
II. — <i>Chemins de fer</i>		
Chemins de fer sur route d'Algérie . .	8.000.000	5.500.000
Comp. des chemins de fer Bône-Guelma.	30.000.000	201.148.000
— Est algérien .	25.000.000	257.605.000
— du Maroc . .	50.000.000	
— Ouest algérien	17.000.000	121.752.500
Compagnie franco-espagnole du chemin de fer Tanger à Fez (particip. française).	9.000.000	95.000.000
Société d'études du chemin de fer Trans- africain	400.000	
Compagnie franco-algérienne (Rachetée par l'Etat)		49.022.000
	<u>139.400.000</u>	<u>730.027.500</u>

III. — <i>Tramways et Messageries</i>		
L'Atlantide.	1.500.000	
Compagnie générale de transports et tou- risme au Maroc.	8.000.000	
Compagnie des tramways et autobus de Casablanca	3.000.000	
Compagnie du tramway de Bône à la Calle	600.000	650.500
Compagnie des tramways électriques d'Oran	5.000.000	
Compagnie des tramways d'Oran à Ham- man-bou-Hadjar.	3.200.000	2.800.000
Compagnie des tramways de Tunis . . .	12.000.000	3.597.809
Société algérienne de transports par automobiles	2.500.000	
Société algérienne des transports par camions-autos	233.500	
Société anonyme des autobus du Sersou	300.000	
Société générale de transports automo- biles	3.000.000	
Société des messageries du Littoral . .	325.000	
Société des tramways algériens. . . .	2.600.000	2.253.000
Société des tramways et messageries du Sahel.	1.200.000	
Société tunisienne des transports du Sahel.	500.000	
La Tunisienne automobile.	400.000	
	<u>44.358.500</u>	<u>9.301.309</u>

MINES

Compagnie d'Agadir	60.000
Compagnie centrale d'exploitation et recherches minières.	2.000.000
Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine	3.300.000
Compagnie des mines de Chabet-Kohol.	1.800.000
A reporter	<u>7.160.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report.	7.160.000	
Compagnie des mines du Djebel-Touila.	300.000	
Compagnie d'Ouasta et de Mesloula	1.500.000	
Compagnie des mines de fer de Kroumirie	1.500.000	
Compagnie des mines de fer de Larrath.	2.500.000	
Compagnie des minerais de fer Mokta-el-hadid	20.000.000	
Compagnie Minière du Djendli	3.200.000	
— du Djebel-Lorbeus.	2.550.000	
— franco-tunisienne.	3.000.000	
Compagnie Royale asturienne de Mines		34.000.000 (Obligations émises France)
Mines de fer de Beni-Aïcha	1.200.000	
Omnium d'Algérie-Tunisie	7.500.000	7.500.000
Silicia	500.000	
Société anonyme d'exploitation et d'exportation de Kieselguhr	750.000	
Société anonyme des Mines de Bou-Arfa	5.000.000	
Société anonyme des Mines du Djebel-Sekarna	4.000.000	
Société anonyme des Mines de Palestro	120.000	
Société anonyme d'études minières de Bougie	5.000.000	
Société du Djebel-Djerissa	3.600.000	
Société du Djebel-Hallouf	1.250.000	
Société française des Mines de fer	10.000.000	
Société française des Mines du Maroc	1.000.000	
Société française des Mines de zinc d'Aïn-Nouba	1.000.000	
Société française des Mines de Boudjoudoun	8.000.000	
Société des Mines de Bou-Thaleb	3.750.000	
— de Chellala	1.000.000	
— du Djebel-Kebouch	2.000.000	
— du Djebel-Ressas	3.500.000	
— de Douaria	6.000.000	
Société des Mines de Fedj-el-Adoum	1.800.000	
— du Garn-Alfaya	2.600.000	
— du Kef-Chambi.	1.500.000	
— de Néfate	47.600	
— de l'Oranie	1.000.000	
— d'Oudjda	900.000	
— de Rar-el-Maden	375.000	
— de Sidi-Bou-Aouane.	3.300.000	
— du Zaccar	4.000.000	
— de fer de Miliana	1.900.000	
— de zinc de Guergour	6.000.000	
Société Minière du Djebel-Felten	2.750.000	
— française du Maroc	1.500.000	
— franco-africaine.	3.500.000	
— des Kaolins du Djebel-Debar	1.250.000	
A reporter.	132.142.600	41.500.000

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
—	—	—
Report.	132.142.600	41.500.000
Société minière du Kanguet (Tunisie). .	4.000.000	
Société Nord-africaine d'Etudes Minières	1.250.000	
Société de l'Quenza	18.000.000	20.000.000
Société tunisienne, minière et métallur-		
gique.	2.000.000	
Union des Mines marocaines	2.000.000	
	<u>166.552.600</u>	<u>61.500.000</u>

**PHOSPHATES, ENGRAIS, PRODUITS
CHIMIQUES**

Compagnie centrale des phosphates . .	2.321.750	1.807.500
Comp. des phosphates de Constantine .	30.000.000	6.000.000
— du Dyr	5.000.000	
— du M'zaïta	10.000.000	
— des Quartane	2.000.000	
— de Gafsa	36.000.000	27.500.000
— du Djebel-Mdilla	16.000.000	
Etablissements Malétra	5.000.000	5.800.000
Produits chimiques et phosphates de		
l'Afrique du Nord	3.500.000	
Société algérienne de produits chimiques	10.000.000	
Société d'études des phosphates du Dje-		
bel-Onk	200.000	
Société d'industries chimiques et phar-		
maceutiques.	400.000	
Société des phosphates tunisiens . . .	25.000.000	
	<u>145.421.750</u>	<u>41.107.500</u>

EAU, GAZ, ELECTRICITÉ

Compagnie Fasi d'Electricité	4.500.000	
Compagnie du gaz de Constantine. . . .	400.000	
Compagnie du gaz et de l'électricité pour		
la France et l'Algérie	990.000	
Compagnie du gaz et régie des Eaux de		
Tunis	3.000.000	16.949.000
Compagnie marocaine d'Eclairage et de		
Force	1.200.000	
Société algérienne d'Eclairage et de Force	12.000.000	
Société algérienne d'Eclairage de Souk-		
Ahras.	440.000	
Société d'Energie électrique de Bizerte .	750.000	
Société fermière de la Compagnie élec-		
trique de Sousse	600.000	
Société du Gaz et d'Electricité de Mos-		
taganem.	1.600.000	
Société marocaine de distribution d'eau,		
gaz et électricité	15.000.000	
Société nord-africaine de gaz comprimés	2.500.000	
	<u>42.980.000</u>	<u>16.949.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION		
Anciens établissements Morel et Livet .	700.000	
Briqueteries, carrières d'El-hank. . . .	1.250.000	
Compagnie française du Nord-Marocain	4.500.000	
Comptoir des Produits céramiques . . .	80.000	
Société algérienne de Constructions industrielles.	625.000	
Société anonyme des Chaux et Ciments de Rivet-Alger.	3.500.000	2.000.000
Société anonyme Raymond.	200.000	
Société des Briqueteries de Fedhala . .	625.000	
Société des Chaux, Ciments au Maroc .	10.000.000	
Société chérifienne des Tuileries de Casablanca	1.500.000	
Société de Constructions Mixtes au Maroc	450.000	
Société marocaine des Bois et Matériaux de construction	1.000.000	
Société nord-africaine du Bois.	800.000	
Société des Tuileries de Tanger.	2.500.000	
Société des Tuileries de Menzel-Djemil.	500.000	
La Tunisoise industrielle.	2.500.000	
Usines des Dunes de Chéragas	1.000.000	
	<u>31.730.000</u>	<u>2.000.000</u>
PORTS, DOCKS ET ENTREPÔTS		
Ascenseurs monte-charges du Port d'Alger	300.000	
Les Caves Delarue	600.000	
Compagnie générale des Vins du Midi et d'Algérie	3.000.000	
Compagnie du Port de Bizerte	4.000.000	4.538.000
Compagnie du Port de Fedhala	3.500.000	7.850.000
Compagnie des Ports de Tunis, Sousse, Sfax	5.000.000	19.449.500
La Manutention marocaine	1.500.000	
Société d'aconage et de Charbons de Tunisie	600.000	
Société commerciale d'Aconage	250.000	
Société commerciale des Colons algériens.	500.000	
Société des Magasins généraux de Tunis.	1.000.000	
Société des Magasins généraux et Warrants du Maroc	2.000.000	
Société des Ports marocains de Mehedy-Kénitra et Rabat-Salé	5.000.000	66.861.000
Société du Port de Tanger	2.000.000	
Société tunisienne de Magasins généraux et entrepôts	1.000.000	
	<u>30.250.000</u>	<u>98.698.500</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
SOCIÉTÉS D'ÉTUDES ET D'ENTREPRISES		
Afrique et Congo	10.000.000	
Compagnie agricole, commerciale, industrielle marocaine	200.000	
Compagnie d'Etudes en Afrique	105.000	
Compagnie franco-chérifienne pour l'agriculture	1.000.000	
Compagnie franco-marocaine de Fedhala	6.000.000	
Compagnie générale du Maroc	20.000.000	
Compagnie du Maroc	2.000.000	
Compagnie marocaine	20.000.000	
Compagnie tunisienne de Travaux publics	750.000	
Comptoir lorrain du Maroc	6.000.000	
Compt. des Mines et des Grands Travaux	125.000	
Comptoir des Mines et des Grands Travaux du Maroc	2.000.000	
Comptoir technique algérien de Machines	200.000	
Consortium industriel et commercial de l'Afrique du Nord	2.000.000	
Crédit industriel algérien	1.200.000	
L'Entreprise algérienne	150.000	
Etablissements Schwich et Baizeau	2.000.000	1.000.000
Groupe commercial industriel	1.000.000	
Maison idéale Standard	500.000	
Mauritania Société d'Entreprises	600.000	
Le Nord africain	162.500	
Omnium de France et du Maroc	17.200.000	
La Régie Marocaine	1.000.000	
Société anonyme d'Exploration	1.000.000	
Société anonyme industrielle	2.000.000	
Société centrale marocaine	3.000.000	
Société d'Entreprises africaines	2.500.000	
Société d'Entr. industrielles et Minières	3.000.000	
Société d'Entreprises du Maroc Occidental	2.250.000	
Société d'Etudes économiques de l'Afrique du Nord	500.000	
Société d'Etudes du Haut-Guir	550.000	
Société d'Etudes et d'Entreprises Omnium Marocain	200.000	
Société d'Etudes immobilières à Tanger	60.000	
Société d'Etudes marocaines	1.200.000	
Société d'Etudes et de Travaux d'art au Maroc	1.000.000	
Société d'Etudes et de Travaux de construction au Maroc	1.000.000	
Société franco-marocaine	1.500.000	
Société générale d'Entreprises au Maroc	4.000.000	
Société des grands Travaux algériens	2.000.000	
Société immobilière, commerciale et agricole d'Algérie	1.600.000	
Société industrielle marocaine	2.000.000	
A reporter	123.552.500	1.000.500

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report.	123.552.500	1.000.000
Société industrielle commerciale « Adour-Sebou ».	930.000	
Société internationale d'Etudes et de Travaux au Maroc	1.000.000	
Société tunisienne d'Entreprises	1.000.000	
Syndicat lyonnais nord-africain.	800.000	
	<u>127.282.500</u>	<u>1.000.000</u>

SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

Compagnie africaine.	1.500.000	
Compagnie foncière de Constantine	5.000.000	
Compagnie foncière et immobilière de la ville d'Alger.	2.500.000	
La Construction marocaine	4.000.000	
Immeubles lyonnais de Ferryville	1.100.000	
Lyon-Maroc.	1.250.000	
Le Maroc-Immobilier.	1.000.000	
Omnium immobilier tunisien	4.000.000	1.217.500
L'Oranaise.	550.000	
Société agricole et immobilière franco-africaine.	3.000.000	
Société anonyme immobilière de Ferryville	350.000	
Société anonyme immobilière du Nord de la Tunisie	400.000	
Société des Constructions Socolo.	500.000	
Société d'Etudes du Grand Atlas	100.000	
Société foncière d'Ain-el-Kadous.	700.000	
— de Casablanca.	2.000.000	
— de la Chaouia.	375.000	
— marocaine	12.500.000	4.000.000
— de Souk-el-Khemis	1.000.000	
Société foncière et immobilière de France et de l'Afrique du Nord	40.000.000	
Société foncière et immobilière de Maison-Carrée	500.000	
Société française foncière de Tanger	5.000.000	
Société générale pour le développement de Casablanca.	5.000.000	
Société immobilière d'Algérie.	1.000.000	3.000.000
— de Bône	1.250.000	6.000.000
— du fort de l'eau	700.000	
— de Kenitra.	500.000	
— du Maroc	2.000.000	
— « Lyon Annonay ».	1.000.000	
— du Nord Marocain.	1.000.000	
— de la Pointe Pescade	100.000	
— de Tanger.	600.000	
— Ville Haute	450.000	
— algér. et tunisienne.	600.000	
— franco-marocaine.	1.080.000	
A reporter.	<u>102.605.000</u>	<u>14.217.500</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
— Report. . . .	102.605.000	14.217.500
Société immobilière lyonnaise-marocaine	2.000.000	2.000.000
— nord-africaine. . .	1.000.000	
— de l'Harrach . . .	1.000.000	1.092.817
Société marocaine des Immeubles Urbains	2.200.000	
Société mar. immobilière Dar el Beida. .	2.000.000	
Société la « Rurale tunisienne » . . .	600.000	
Union financière pour la Construction au Maroc.	500.000	
	<u>111.905.000</u>	<u>17.310.317</u>

SOCIÉTÉS D'HABITATIONS
A BON MARCHÉ

L'Avenir de Rabat-Salé	326.000
Le Bon Logis.	357.500
Casalogis	200.000
La Cité Fedhalienne.	200.000
Ed-Diar.	400.000
Le Foyer.	275.600
L'Habitation moderne de Meknès . .	200.000
La Maison familiale	400.000
Le Nid d'Iris	300.000
Le Patrimoine	230.000
Société anonyme des Constructions à bon marché au Maroc « Djenan Kor- rima ».	200.000
Société anonyme des Constructions à bon marché de Meknès	200.000
Société casablancaise de Constructions économiques et de crédit immobilier.	1.000.000
Société d'habitations au Maroc	5.500.000
	<u>9.789.100</u>

SOCIÉTÉS AGRICOLES
ET DE COLONISATION

Agricole chérifienne.	4.000.000
Centre et Sud.	600.000
Compagnie africaine de cultures indus- trielles	700.000
Compagnie agricole marocaine.	1.500.000
Compagnie agricole du Nord-Africain . .	1.300.000
Compagnie agricole Oranaise	2.200.000
Compagnie agronomique marocaine . .	500.000
Compagnie chérifienne de colonisation.	3.000.000
Compagnie des Eaux thermales et du domaine de Korbous	450.000
Compagnie foncière du Maroc	1.000.000
Compagnie du Sebou	8.000.000
A reporter.	<u>23.250.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report	23.250.000	
Comp. des Vignobles de la Méditerranée.	4.400.000	
Domaine du Chapeau de Gendarme . .	1.000.000	120.000
France-Algérie	500.000	500.000
Le Maroc agricole et commercial . . .	5.000.000	50.000
Motoculture Nord-Africaine.	392.500	
Rharb et Khlot	900.000	
Société agricole algérienne.	2.000.000	
Société agricole de Ben-Chicao	300.000	
Société agricole et industrielle du Sud- Algérien	1.600.000	287.000
Société agricole et industrielle des Tex- tiles marocains.	8.000.000	
Soc. agricole lyonnaise du Nord de l'Afr.	1.500.000	
Société algérienne d'Elevage.	1.200.000	
Société algéro-marocaine de Culture et de Commerce	500.000	
Société anonyme des Domaines des Beni- Sliman	3.000.000	
Société anonyme du Domaine de Mégrine	400.000	
Société anonyme foncière et agricole française (El-Mahrine)	550.000	
Société Chaouïa et Maroc.	4.000.000	
Soc. chérifienne d'agriculture et d'élevage	2.500.000	
Société de Colonisation de l'Oued Ramel.	1.500.000	
Société d'Elevage de Meknès	1.500.000	
Société d'Elevage et d'Agriculture du Nord-Marocain.	1.250.000	1.000.000
Société de Djimla.	300.000	
Société des Domaines d'El Taous . . .	2.500.000	2.500.000
Société des Domaines du Kéroulis . .	12.000.000	
Société des Domaines Saint-Paul . . .	3.500.000	
Société de Draa-Ben-Jouder.	300.000	
Société des fermes françaises de Kabylie.	3.000.000	
Société des fermes françaises de Tunisie.	4.500.000	17.000.000
Société française du Maroc Occidental.	2.000.000	
Société marocaine d'Agriculture et d'Elevage L'Oum Rebia	1.400.000	
Société marocaine d'Exploitations agri- coles	600.000	
Société des Oasis du Nord-Africain. .	550.000	
Société des Olivettes du Maïana . . .	400.000	
Société des Olivettes du Sud tunisien .	650.000	
Soc.roannaise des fermes de l'Afr. du Nord	2.250.000	
Société tunisienne foncière et agricole.	2.000.000	
Union agricole d'Afrique	1.000.000	
Union vinicole Nord-Africaine	1.200.000	
	<u>103.392.500</u>	<u>21.457.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
—		
SOCIÉTÉS D'EXPLOITATIONS FORESTIÈRES		
Compagnie d'Exploitations forestières africaines	5.000.000	
Forêts Sallandrouze de Lamornaix . . .	600.000	
Société anonyme des forêts de Sanhadja et de Collo	500.000	
Société anonyme fusionnée des lièges des Hamendas et de la petite Kabylie . .	5.711.000	1.500.000
Société des forêts de la Calle	1.800.000	
Société industrielle de l'Afrique du Nord.	2.500.000	
Société des lièges de l'Edough	900.000	150.000
— de la Mamora	3.000.000	
Société des lièges et produits nord-afri- cains	1.500.000	
Société marocaine d'Exploitations fores- tières	1.000.000	
Société marocaine des Scieries de l'Atlas.	4.000.000	
	<u>26.511.000</u>	<u>1.650.000</u>
—		
SOCIÉTÉS COMMERCIALES		
Anciens Etablissements Millault	11.000.000	
Anciens Etablissements Sauveur Sebah.	1.000.000	
Auto-hall (anciens Et. G. Veyre)	3.000.000	
Commerciale africaine	350.000	
Compagnie centrale du Maroc	500.000	
Compagnie du Maroc pour le Commerce et l'Industrie	3.000.000	
Comptoirs algériens (cuirs et peaux) . .	200.000	
Comptoir central de Représentations industrielles et commerciales	100.000	
Comptoir français du Maroc	1.800.000	
Comptoir général de représentation pour l'Afrique	250.000	
Entreprise commerciale de l'Afrique du Nord	500.000	
Etablissements Boyoud	500.000	
Etablissements J. Vinson	3.000.000	
Grands Bazar marocains	300.000	
Grands Etablissements France-Algérie . .	1.000.000	
Les successeurs de J.-J. Lassallas . . .	3.500.000	
Loire-Maroc	1.000.000	
Nefzaoua	2.000.000	
Nouvelles-Galeries	1.100.000	
Société algérienne de matériel agricole . .	400.000	
Société anonyme commerciale et immo- bilière du Maroc	1.400.000	
A. Cane et Coopérative d'approvision. de transport et de crédit réunis . . .	50.000	
Société bordelaise du Maroc	1.000.000	
A reporter	<u>36.950.000</u>	

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report	36.950.000	
Société bourguignonne de Commerce au Maroc	1.000.000	
Société commerciale de l'Afrique du Nord	3.000.000	
Société commerciale française au Maroc.	3.000.000	
Société commerciale franco-algérienne	2.000.000	
Société commerciale tunisienne	1.400.000	
Société française Paris-Maroc	60.000.000	15.000.000
Société générale chérifienne	10.000.000	
Société de l'Industrie du Bois	300.000	
Société lyonnaise de commerce et d'industrie au Maroc	350.000	
Société de matériel agricole et industriel en Tunisie	600.000	
Société nantaise d'importation au Maroc	3.700.000	2.000.000
Société nord-africaine I. N. C. O. d'industrie et de commerce	100.000	
Union commerciale indo-chinoise et africaine	25.000.000	
Union commerciale des producteurs	500.000	
	<u>147.900.000</u>	<u>17.000.000</u>
CHARBONNAGES		
Société algérienne de houilles et agglomérés	2.000.000	
Société commerciale de charbonnages et entreprises maritimes	400.000	
Société franco-anglaise de charbonnages d'Oran	500.000	
Société marocaine de charbons et briquettes	2.000.000	
Union charbonnière et métallurgique et comptoirs miniers nord-africain réunis.	15.000.000	5.000.000
	<u>19.900.000</u>	<u>5.000.000</u>
HUILERIES ET SAVONNERIES		
Ergho	1.000.000	
Société anonyme monastérienne	180.000	
Société générale des Huileries du Sahel tunisien	2.150.000	
	<u>3.330.000</u>	
MÉTALLURGIE		
Ateliers et Chantiers maritimes de Tunisie	600.000	
Compagnie africaine des Ateliers de Construction Schwartz-Hautmont	1.250.000	
Compagnie de Détartrage et de Constructions mécaniques	280.000	
Comptoir métallurgique du Maroc	9.000.000	
Etablissements Leclercq	300.000	
A reporter	<u>11.430.000</u>	

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report	11.430.000	
Métallurgie de Tunisie	1.000.000	
Société algérienne de Constructions navales et mécaniques	5.000.000	
Société des Ateliers de Réparations maritimes de l'Afrique du Nord	1.000.000	
Société franco-tunisienne d'Entreprises et de Travaux métalliques	750.000	
Société marocaine métallurgique	3.000.000	
Société marocaine des Usines Charmet	110.000	
	<u>22.290.000</u>	

PÊCHERIES

Les Chalutiers tunisiens	500.000
Les Pêcheries marocaines (Fedhala)	860.000
Les Pêcheries marocaines (Tanger)	3.000.000
Société de Chalutage de la Méditerranée	1.000.000
Société générale de Pêcheries et Conserves au Maroc	1.200.000
Société marocaine de Pêcheries et Salaisons	1.000.000
	<u>7.560.000</u>

PÉTROLES

Compagnie chérifienne de Recherches et de Forages	3.000.000
Compagnie française des Pétroles du Maroc	5.000.000
Compagnie industrielle des Pétroles de l'Afrique du Nord	6.000.000
Société algérienne des Pétroles de Tlionnet	4.500.000
Société anonyme des Naphtes du Rharb central	1.000.000
Société d'Etudes, de Recherches et d'Exploitation des pétroles en Algérie	25.000.000
Société franco-africaine des Pétroles	2.500.000
Société de Recherches et de Forages	10.000.000
	<u>57.000.000</u>

PRODUITS ALIMENTAIRES

Compagnie algérienne de glace hygiénique	1.200.000
Compagnie algérienne de meunerie	16.000.000
Minoterie franco-marocaine de Salé	1.500.000
Société d'Alimentation tunisienne	1.100.000
Société anonyme des Etablissements Fabreguettes	1.000.000
A reporter	<u>20.800.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report	20.800.000	
Société anonyme marocaine d'approvisionnement	4.000.000	
Société d'approvisionnement nord-africaine	3.000.000	
Société des Brasseries du Maroc	6.000.000	
Société des Entrepôts frigorifiques de l'Afrique du Nord	4.600.000	
Société française des anciens Etablissements Vernai	500.000	
Société générale des Abattoirs municipaux au Maroc	6.200.000	12.000.000
Société du Mamoudi	700.000	
Société meunière de Sersou	500.000	
Société du Moulin d'Ebba-Ksour	800.000	
Société des Moulins du Maghreb	12.000.000	
La Tomatom	400.000	
	<u>59.500.000</u>	<u>12.000.000</u>
TABACS		
Manufactures de tabacs, cigares et cigarettes J. Bastos	11.500.000	
Société anonyme des Tabacs algériens . .	400.000	
Société internationale de Régie Co-int. des tabacs du Maroc	10.000.000	10.000.000
	<u>21.900.000</u>	<u>10.000.000</u>
DIVERS		
L'Alfa	8.000.000	
Compagnie chérifienne des Carpettes . .	1.000.000	
Compagnie de Défrichement au Maroc . .	2.000.000	
Compagnie générale de la Méditerranée .	3.000.000	
Distillerie de la liqueur de Mandarine de Bougie	1.000.000	
Filtrerie franco-algérienne	1.500.000	
La Financière des Colonies	3.000.000	
La Lainière marocaine	1.250.000	
Manufacture marocaine de Calorifuges . .	1.000.000	
— de Tapis algériens	1.000.000	
— de Tapis du Marabout	250.000	
— de Tapis d'Orient	3.000.000	
Miroiterie générale du Maroc	600.000	
Paris-Flor	300.000	
Pharmacie générale de l'Afrique du Nord	1.200.000	
Stade municipal de Saint-Eugène Alger .	30.000	
Société algéroise	1.000.000	
Société anonyme de Commission, Importation et Exportation	100.000	
Société anonyme de Contrôle et d'Administration fiduciaire	500.000	
A reporter	<u>29.730.000</u>	

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
Report	29.730.000	
Société anonyme des Etablissements d'Abrantès	775.000	
Société anonyme des Filatures et Tissages marocains	250.000	
Société anonyme des Produits tartriques algériens.	1.125.000	
Société anonyme « Les Textiles africains »	375.000	
Société anonyme des Thermes d'Ham-mam-Righa	1.000.000	
Société anonyme des Usines Lavie	2.700.000	
Société des Celluloses de l'Afrique française du Nord	2.000.000	
Société chérifienne d'Affichage.	100.000	
Société de la Dépêche Tunisienne.	1.000.000	
Société des Etablissements industriels nord-africains	100.000	
Société franç. des Distilleries de Tanger.	200.000	
Société franco-algérienne des Carburants	4.000.000	
Société grainetière nord-africaine.	250.000	
Société des Grands Hôtels de l'Afrique du Nord	2.000.000	
Société du Grand Hôtel d'Oran	1.000.000	
Société industrielle Orainie-Maroc.	4.000.000	
Société marocaine d'Explosifs.	2.000.000	
Société méditerranéenne de la houille bleue.	130.000	
Société du Théâtre de l'Alhambra	1.200.000	
Société des Tonnelleres modernes.	1.701.500	
Société tunisienne des Lineries Feuillette.	1.957.500	
	<u>57.594.000</u>	

ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

BELGES

Compagnie royale asturienne des Mines.	18.000.000	37.500.000
Mines de fer des Djebel-Slata et Djebel-Hameïma.	1.500.000	250.000
Mines de fer de Rouina	15.000.000	3.500.000
Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne.	9.000.000	{ 75.000.000 35.000.000
Les Mines Réunies.	5.000.000	500.000
Nebida	2.750.000	
Brasserie d'Alger	2.000.000	
Société d'Electricité de Biskra.	250.000	
	<u>53.500.000</u>	<u>151.750.000</u>

NOM DES ENTREPRISES	Capital nominal	Capital obligataire
ESPAGNOLES		
Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (participation espagnole).	6.000.000	
Omnium d'Algérie-Maroc	3.000.000	
Compagnie hispano-marocaine de Gaz et d'Electricité.	5.000.000	
Compania del Norte Africano.	10.000.000	6.000.000
Pesetas-Or	<u>24.000.000</u>	<u>6.000.000</u>
SUISSES		
Compagnie genèvoise des Colonies suisses de Sétif	5.000.000	
ITALIENNES		
Cooperativa Italiana di Credito.	485.900	
Récapitulation		
Sociétés belges.	53.500.000	151.750.000
Sociétés espagnoles	24.000.000	6.000.000
Sociétés suisse	5.000.000	
Sociétés italiennes	485.900	
	<u>82.985.900</u>	<u>157.750.000</u>

ANNEXE III

**Tableau récapitulatif des valeurs
de l'Afrique du Nord**

CATÉGORIES	Capital-Actions	Capital-Obligations
Assurances	6.350.000	
Banques.	372.800.000	
Transports :		
C ^{ie} de Navigation	74.200.000	10.000.000
Chemins de fer	139.400.000	730.207.500
Tramways et Messageries	44.358.500	9.301.309
Mines.	166.552.600	61.500.000
Phosphates, Engrais, Produits chimiques	145.421.750	41.107.500
Eau, Gaz, Electricité.	42.980.000	16.949.000
Matériaux de Construction.	31.730.000	2.000.000
Ports, Docks et Entrepôts	30.250.000	98.698.500
Sociétés d'Etudes et d'Entreprises	127.282.500	1.000.000
Sociétés immobilières	111.905.000	17.310.317
Société d'Habitat. à bon marché	9.789.100	
Sociétés agricoles et de colonisat.	103.392.500	21.457.000
Sociétés d'Exploitations forestières	26.511.000	1.650.000
Sociétés commerciales.	147.900.000	17.000.000
Charbonnages	19.900.000	5.000.000
Huileries et Savonneries	3.330.000	
Métallurgie	22.290.000	
Pêcheries	7.560.000	
Pétroles.	57.000.000	
Produits alimentaires.	59.500.000	12.000.000
Tabacs	21.900.000	10.000.000
Divers	57.594.000	
	<u>1.829.896.950</u>	<u>1.055.001.126</u>
Sociétés étrangères	82.985.900	157.750.000
	<u>1.912.882.850</u>	<u>1.212.751.126</u>

ANNEXE IV

Tableau des valeurs coloniales cotées aux bourses de province

(BORDEAUX — LYON — MARSEILLE)

DÉSIGNATION	Nombre de titres	Pair	Capital
BOURSE DE BORDEAUX			
Compagnie bordelaise de Comptoirs africains	35.000	100	3.500.000
Compagnie générale de l'Afrique française (Plantey) actions . . .	20.000	500	10.000.000
Compagnie générale de l'Afrique française (Plantey) bons 7 % .	10.000	500	5.000.000
Comptoir général français de l'Afrique occidentale	1.000	500	500.000
Etablissements Peyrissac	16.000	500	coté à Paris (parquet)
Etablissements Salagna (fusionnés récemment avec les Etablissements Peyrissac)	9.000	500	4.500.000
Société d'Electricité du Sénégal : actions	6.000	250	1.500.000
Société d'Electricité du Sénégal : bons 6 % (titre rose)	600	500	300.000
Société d'Electricité du Sénégal : obligations 6 %	2.000	500	1.000.000
			<u>26.300.000</u>
BOURSE DE LYON			
Société minière et foncière de Bandama			coté à Paris (Hors cote)
Soc. d'Etudes minières de Bougie	50.000	100	coté à Paris (Banque)
Compagnie minière du Congo-français	125.000	100	12.500.000
Société des Mines de zinc du Gour.	12.000	500	6.000.000
Compagnie occidentale de Madagascar			coté à Paris (Banque)
Compagnie des Mines de Siguiri	30.000	100	3.000.000
Syndicat lyonnais de Madagascar	16.500	100	1.650.000
Société générale des Huileries du Sahel tunisien	4.300	500	2.150.000
Compagnie fonc. de Constantine	50.000	100	5.000.000
Compagnie foncière et minière de Madagascar	5.000	100	500.000
Domaine du Chapeau de Gendarme	10.000	100	1.000.000
Société des Domaines de Darhoussa	6.000	500	3.000.000
Immeubles lyonnais de Ferryville	2.200	500	1.100.000
Le Maroc agricole et commercial	50.000	100	5.000.000
Société agricole lyonnaise du Nord de l'Afrique	3.750	400	1.500.000
Société immobilière algérienne et tunisienne	3.000	act. de jouiss.	600.000

DÉSIGNATION	Nombre de titres	Pair	Capital
Société immobilière lyonnaise marocaine : actions	4.000	500	2.000.000
Société immobilière lyonnaise marocaine : obligations	4.000	500	2.000.000
Société immobilière nord-africaine	2.000	500	1.000.000
Société lyonnaise de la Chaouïa	3.000	100	300.000
Ascenseurs monte-charges du port d'Alger	3.000	100	300.000
Compagnie française de l'Afrique occidentale			coté à Paris (Parquet)
Union commerciale indo-chinoise et africaine			—
Société lyonnaise de Madagascar	25.200	250	6.300.000
Compagnie algérienne de Glace hygiénique	12.000	100	1.200.000
Société commerciale de l'ouest africain			coté à Paris
Compagnie marseillaise de Madagascar	25.000	500	(Parquet) 12.500.000
Société franco-marocaine	15.000	100	1.500.000
Syndicat pour le Maroc	10.500	100	1.050.000
			<u>71.150.000</u>
BOURSE DE MARSEILLE			
Huilleries et Savonneries d'Extrême-Orient	1.600	500	800.000
Société agricole algérienne	20.000	100	2.000.000
Domaine du Chapeau de Gendarme			coté à Lyon
Société industrielle et commerciale de l'Emyrne	5.600	500	2.800.000
Société agricole immobilière franco-africaine de l'Enfida (1)	6.000	500	3.000.000
Compagnie marseillaise de Madagascar : actions			coté à Lyon
Compagnie marseillaise de Madagascar : obligations 5 %	1.690	500	845.000
Compagnie agricole et industrielle de Madagascar	35.200	500	17.600.000
Compagnie des Vignobles de la Méditerranée : actions	44.400	100	4.400.000
Compagnie des Vignobles de la Méditerranée : obligat. 6 %	3.333	300	999.900
Domaine de Darhoussa : obligations 6 % net	3.164	500	1.582.000
Ville de Tunis 1891 3 1/2 %		500	3.000.000
— 1897 3 1/2 %		500	2.000.000
			<u>39.026.900</u>
1. Le capital a été ramené par remboursement à 1.670.000 francs divisé en 20.000 actions de 83 fr. 50. N.-B. Au début de 1923, aucune valeur coloniale n'était officielle cotée sur les marchés de Nantes, de Lille et de Nancy.			

ANNEXE V

**Cote comparée des valeurs coloniales (actions) inscrites à la Bourse
de Paris au pair et au cours du 30 décembre 1922**

DÉSIGNATION DES VALEURS	Nombre de titres	Valeur au pair (Capital libéré)		Cours au 30 Xbre 1922	Valeur au cours du 30 Xbre 1922
COTE OFFICIELLE DU PARQUET					
Banques d'Emission					
Banque d'Algérie	50.000	500	25.000.000	4.375	218.750.000
Banque de l'Afrique occiden- tale	12.000	500-375	1.500.000	3.500-375	37.500.000
Banque de la Guadeloupe . .	6.000	500	3.000.000	420	2.520.000
Banque de l'Indo-Chine . . .	144.000	500-25	68.000.000	3.125-25	446.400.000
Banque de la Martinique . .	6.000	500	3.000.000	399	2.394.000
Banque de la Réunion . . .	6.000	500	3.000.000	1.100	6.600.000
Banque de la Guyane . . .	1.200	500	600.000	1.300	1.560.000
			104.500.000		715.724.000
Banques et Sociétés foncières					
Banque française de l'A- frique équatoriale	20.000	500	10.000.000	750	15.000.000
Banque française de l'A- frique équatoriale	10.000	500-375	1.250.000	715-375	3.400.000
Banque industrielle de l'A- frique du Nord	125.000	100-75	3.125.000	250-75	21.875.000
Crédit algérien	16.000	500	8.000.000	1.351	21.616.000
Compagnie algérienne . . .	200.000	500	100.000.000	1.220	244.000.000
Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie	250.000	500	125.000.000	520	130.000.000
Foncière et Immobilière de la ville d'Alger	25.000	100	2.500.000	138	3.450.000
Banque industrielle de Chine	268.000	500	134.000.000	225	60.300.000
Crédit foncier Colonial . .	24.000	300	7.200.000	2.525	60.600.000
Société foncière marocaine .	125.000	100	12.500.000	84	10.500.000
			403.575.000		570.741.000
Chemins de fer					
Chemins de fer sur route d'Algérie	40.000	200	8.000.000	125	5.000.000
Ouest-Algérien	34.000	500	17.000.000	465	15.810.000
Est-Algérien	50.000	500	25.000.000	468	23.400.000
Bône à Guelma	60.000	500	30.000.000	495	29.700.000
Chemins de fer Gar. Colonies françaises	4.757	500	2.378.500	520	2.473.640
Dakar-Saint-Louis	10.162	500	5.081.000	668	6.788.216
Chemins de fer Indo-Chine et Yunnan	35.000	500	17.500.000	740	25.900.000
Chemins de fer du Maroc . .	80.000	500	40.000.000	470	37.600.006
Chemins de fer de Tanger à Fez	18.000	500	9.000.000	525	9.450.000
Report			153.959.500		156.121.856

DÉSIGNATION DES VALEURS	Nombre de titres	Valeur au pair (Capital libéré)		Cours au 30 Xbre 1922	Valeur au cours du 30 Xbre 1922
Report			153.959.500		156.121.856
Tramways algériens	26.000	100	2.600.000	270	7.020.000
— de l'Indo-Chine	3.000	500	1.500.000	2.095	6.285.000
— de Tunis	120.000	100	12.000.000	78	9.360.000
— d'Oran	7.691	400	3.076.400	335	2.576.485
			173.135.900		181.363.341
<i>Ports et Navigation</i>					
Ports de Tunis, Sousse et Sfax	10.000	500	5.000.000	500	5.000.000
Messageries fluviales de Co- chinchine	20.000	100	2.000.000	325	6.500.000
Chargeurs d'Extrême-Orient	40.000	500	20.000.000	148	5.920.000
			27.000.000		17.420.000
<i>Valeurs industrielles</i>					
Algérienne d'Eclairage et de Force	28.000	250	7.000.000	337	9.436.000
Commerciale de l'Ouest-africain	60.000	500	30.000.000	608	36.480.000
Gaz et Régie des Eaux de Tunis	6.000	500	3.000.000	700	4.200.000
Eaux et Electricité de l'Indo- Chine	20.000	500	10.000.000	1.440	28.800.000
Energie électrique indo-chi- noise	20.000	500	10.000.000	935	18.700.000
Indo-Chinoise d'électricité	5.600	500	2.800.000	1.452	8.131.200
Chaux et Ciments du Maroc	100.000	100	10.000.000	135	13.500.000
Ciments de l'Indo-Chine	20.000	100	2.000.000	3.112	62.240.000
Distilleries de l'Indo-Chine	22.000	500	11.000.000	3.917	86.174.000
Union commerciale indo-chi- noise et africaine	50.000	500	25.000.000	919	45.950.000
Compagnie générale du Ma- roc	40.000	500	20.000.000	450	18.000.000
Compagnie marocaine	40.000	500	20.000.000	325	13.000.000
Tabacs du Maroc	20.000	500-250	5.000.000	2.500-250	45.000.000
Paris-Maroc	300.000	100	30.000.000	85	25.500.000
Etablissements Peyrissac	16.000	500	8.000.000	1.060	16.960.000
Rizeries indo-chinoises	40.000	100	4.000.000	750	30.000.000
Sucreries coloniales (act. B)	57.000	100	5.700.000	284	16.188.000
			203.500.000		478.259.200

DÉSIGNATION DES VALEURS	Nombre de titres	Valeur au pair (Capital libéré)		Cours au 30 Xbre 1922	Valeur au cours du 30 Xbre 1922
<i>Valeurs commerciales et agricoles</i>					
Compagnie française de l'A- frique occidentale	100.000	250	25.000.000	1.471	147.100.000
Est-Asiatique français . .	40.000	200	8.000.000	190	7.600.000
Compagnie française du Da- homey (act. priv.)	64.000	100	6.400.000	99	6.336.000
Caoutchoucs Indo-Chine . .	80.000	100	8.000.000	180	14.400.000
Omnium Algérie-Tunisie . .	15.000	500	7.500.000	4.820	72.300.000
Forestière Sangha-Ouban- gui	240.000	100	24.000.000	98	23.520.000
Société du Haut-Ogooué . .	64.000	250	16.000.000	210	13.440.000
Rizeries d'Extrême-Orient .	100.000	250	25.000.000	645	64.500.000
Sultanats Haut-Oubangui . .	18.000	200	3.600.000	300	5.400.000
			<u>123.500.000</u>		<u>354.596.000</u>
<i>Valeurs minières</i>					
Charbonnages du Tonkin. .	64.000	250	16.000.000	5.970	382.080.000
Gisements d'or de Saint-Elie	8.000	500	4.000.000	36	288.000
Le Nickel	80.000	250	20.000.000	905	72.400.000
Mines de fer de Rouina . . .	35.000	250	8.750.000	376	13.160.000
Mines de Bou Thaleb, Remb. 85	7.500	500	3.750.000	185	1.387.500
Mines de Guergour, Remb. 250	12.000	500	6.000.000	700	8.400.000
Kanguet. Remb. 50	8.000	500	4.000.000	308	2.464.000
Minière du Congo français . .	40.000	100	4.000.000	94,50	3.780.000
— act. nouvelles	20.000	100	2.000.000	84	1.680.000
Mokta-el-Hadid	40.000	500	20.000.000	3.442	137.680.000
Ouenza	20.000	500	10.000.000	1.280	25.600.000
— act. nouvelles.	16.000	500	8.000.000	1.180	18.880.000
Phosphates de Gafsa. . . .	360.000	100	36.000.000	860	309.600.000
— du Dyr	50.000	100	5.000.000	246	12.300.000
			<u>147.500.000</u>		<u>989.699.500</u>
MARCHÉ EN BANQUE					
<i>Navigation et Ports</i>					
Messageries fluviales du Congo	15.000	200	3.000.000	232	3.480.000
Compagnie de Navigation Extrême-Orient	32.000	250	8.000.000	621	19.872.000
Compagnie de Navigation pour l'Afrique du Nord . .	250.000	100	25.000.000	392	98.000.000
Messageries françaises de Madagascar	32.500	100	3.250.000	9,25	300.625
			<u>39.250.000</u>		<u>121.652.625</u>

DÉSIGNATION DES VALEURS	Nombre de titres	Valeur au pair (Capital libéré)		Cours du 30 Xbre 1922	Valeur au cours du 30 Xbre 1922
<i>Valeurs industrielles et commerciales</i>					
Afrique et Congo	100.000	100	10.000.000	95,50	9.550.000
L'Alimaïenne	10.000	100	1.000.000	82	820.000
Compagnie française de l'Afrique Equatoriale. . . .	5.000	100	500.000	127	635.000
Algérienne de Produits chi- miques.	100.000	100	10.000.000	102	10.200.000
Compagnie française du Bas- Congo	20.000	100	2.000.000	180	3.600.000
Franco-Africaine	25.000	100	2.500.000	42	1.050.000
Commerciale française d'In- do-Chine.	10.000	100	1.000.000	1.957	19.570.000
Compagnie française du Haut- Congo	5.000	400	2.000.000	632	3.160.000
Société marocaine agricole de Jacma (en liquidat.). . .	16.000	500	8.000.000	14	224.000
Compagnie française de Kong Centrale marocaine	82.000	100	8.200.000	98,50	8.077.000
30.000	100	3.000.000	62	1.860.000	
Omnium France-Maroc. . . .	54.000	300	16.200.000	211	11.394.000
Manufactures de Tabacs Bastos	23.000	500	11.500.000	705	16.215.000
			<u>72.900.000</u>		<u>86.355.000</u>
<i>Valeurs agricoles</i>					
Société agricole de Suzannah. .	10.000	250	2.500.000	288	2.880.000
Palmeraies africaines.	60.000	100	6.000.000	69	3.940.000
Sucrière et agricole de la Pointe à Pitre. Remb. 150 . .	9.600	250	960.000	2.700	25.920.000
			<u>9.460.000</u>		<u>32.740.000</u>
<i>Compagnies minières</i>					
Andavakœra	25.000	100	2.500.000	21	525.000
Djebel-Djerissa	36.000	100	3.600.000	1.200	43.200.000
Djebel-Ressas.	7.000	500	3.500.000	308	2.156.000
Djendli.	32.000	100	3.200.000	58	1.856.000
Douaria (Tunisie).	24.000	250	6.000.000	765	18.360.000
Garn Alfaya	26.000	100	2.600.000	42	1.092.000
Guelma	3.200	250	800.000	20	64.000
Société d'Etudes minières de Bougie.	50.000	100	5.000.000	89	4.450.000
Compagnie minière de Guinée	17.500	100	1.750.000	10	175.000
Minière franco-africaine. . .	35.000	100	3.500.000	42	1.470.000
Kef Chambi.	15.000	100	1.500.000	85	1.275.000
Larrath.	25.000	100	2.500.000	153	3.825.000
A reporter.			<u>36.450.000</u>		<u>78.448.000</u>

DÉSIGNATION DES VALEURS	Nombre de titres	Valeur au pair (Capital libéré)		Cours au 30 Xbre 1922	Valeur au cours du 30 Xbre 1922
Report.			36.450.000		78.448.000
Phosphates de Djebel M' Dilla.	135.500	100	13.550.000	154	20.867.000
Phosphates de Constantine.	300.000	100	30.000.000	408	122.400.000
Phosphates de M' Zaïta	100.000	100	10.000.000	110	11.000.000
Chaux et Ciments de Rivet-Alger.	40.000	100	4.000.000	184	7.360.000
Compagnie occidentale de Madagascar	60.000	100	6.000.000	1.119	7.140.000
Ouasta et Mesloul. Remb. 187,50	8.000	187,50	1.500.000	585	12.680.000
Phosphates tunisiens.	200.000	125	25.000.000	700	140.000.000
Sidi-Bou-Aouane. Remb. 80	33.000	100	3.300.000	75	2.475.000
Siguri.	13.750	100	1.375.000	26	357.520
			131.175.000		402.727.520

RÉCAPITULATION

DÉSIGNATION	Valeur au pair	Valeur au 30 décembre 1922	OBSERVATIONS
COTE OFFICIELLE DU PARQUET			
Banques d'Emission.	104.500.000	715.724.000	
Banques et Sociétés foncières	403.575.000	570.741.000	
Chemins de fer	173.135.900	181.363.341	
Ports et Navigation.	27.000.000	17.420.000	
Valeurs industrielles.	203.500.000	478.259.200	
— commerciales et agricoles	123.500.000	354.596.000	
— minières	147.500.000	989.699.500	
	1.182.710.900	3.307.803.041	
MARCHÉ EN BANQUE			
Navigation et Ports.	39.250.000	121.652.625	
Valeurs industrielles et commerciales.	72.900.000	86.355.000	
Valeurs agricoles.	9.460.000	32.740.000	
Compagnies minières.	131.175.000	402.727.520	
	252.785.000	643.475.145	
<i>Cote officielle du Parquet.</i>	1.182.710.900	3.307.803.041	
<i>Marché en Banque.</i>	252.785.000	643.475.145	
	1.435.495.900	3.951.278.186	
		1.435.495.900	
Soit une plus value de.		2.515.782.286	

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

IMPORTANCE DES CAPITAUX INVESTIS DANS LES COLONIES FRANÇAISES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les évaluations antérieures</i>	14
I. — Evaluation de M. A. Sarraut.....	14
II. — Evaluation de M. H. Blondel.....	15
CHAPITRE II. — <i>Notre évaluation</i>	23

DEUXIÈME PARTIE

LES PROJETS FINANCIERS DE MISE EN VALEUR DES COLONIES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les projets d'ensemble</i>	33
I. — Le projet de crédit national de M. Albert Sarraut.....	33
II. — Proposition Roques.....	37
III. — Les sociétés d'intérêt national de Probus.....	40
IV. — Projet Letorey.....	48
CHAPITRE II. — <i>Les solutions de détail. Projets de réorganisation du régime bancaire colonial</i>	54
I. — Fusion des anciennes banques coloniales.....	54
II. — Absorption des banques coloniales par la Banque de France.....	59
III. — La banque coloniale unique	61

TROISIÈME PARTIE

L'APPEL AU CRÉDIT EN FAVEUR DES COLONIES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les principes de l'appel au crédit colonial</i>	70
CHAPITRE II. — <i>Propagande et action gouvernementale</i> ...	79
I. — La propagande.....	79
II. — L'action gouvernementale.....	86
CHAPITRE III. — <i>Les capitaux d'Etat</i>	90

QUATRIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DES CAPITAUX DANS LES DIFFÉRENTES COLONIES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Afrique du Nord</i>	104
CHAPITRE II. — <i>Afrique Occidentale et Equatoriale</i>	112
CHAPITRE III. — <i>Madagascar</i>	124
CHAPITRE IV. — <i>Indo-Chine</i>	134
CHAPITRE V. — <i>Les Vieilles Colonies</i>	159
CHAPITRE VI. — <i>Les Possessions françaises du Pacifique</i> ...	170
CONCLUSION.....	177
BIBLIOGRAPHIE.....	181

ANNEXES

ANNEXE I. — Relevé des emprunts publics de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc).....	187
ANNEXE II. — Tableau détaillé des valeurs de l'Afrique du Nord.....	188
ANNEXE III. — Tableau récapitulatif des valeurs de l'Afrique du Nord.....	203
ANNEXE IV. — Tableau des valeurs coloniales cotées aux bourses de province.....	204
ANNEXE V. — Cote comparée des valeurs coloniales (actions) inscrites à la Bourse de Paris au pair et au cours du 30 décembre 1922.....	206

